

# ORIGINE

## Vom Inflationsschock

Kann sein, die Preisdeckel für Strom und Gas müssen 2024 weiter gelten. Wie entscheidet man sowas in einem Wahljahr?

## The Golden City

Seit 77 Jahren regiert die LSAP die Stadt Düdelingen. Wie konnte es dazu kommen? Und wie lange kann das noch so weitergehen?

## Another brick in the wall

Die Zahl der Familien, die ganz auf Homeschooling umsteigen, nimmt zu. Ein Randphänomen, an dem sich dennoch gesellschaftliche Klüfte zeigen

## Voiture balais

Après quatre ans au service des réfugiés arabophones les plus fragiles, l'association Eng Zukunft zu Lëtzebuerg cesse ses activités. Elle dresse un bilan qui mêle fierté et frustration

## Poudre d'oribus

PM International inonde la planète de ses compléments alimentaires avec le soutien du gouvernement luxembourgeois. Une activité éminemment lucrative, mais dont la nature interroge

Photo : Sven Becker



land

Unabhängige Wochenzeitung  
für Politik, Wirtschaft und Kultur

#02

70. Jahrgang  
13.01.2023



5,00 €



# Poudre d'oribus

Pierre Sorlut

## PM International inonde la planète de ses compléments alimentaires avec le soutien du gouvernement luxembourgeois. Une activité éminemment lucrative, mais dont la nature interroge

**Messie** La semaine passée, un don mirobolant émanant d'une entreprise privée luxembourgeoise peu connue du grand public a attiré l'attention. PM International, un fabricant de compléments alimentaires et de produits cosmétiques, annonce avoir versé 1,9 million d'euros à l'organisation caritative World Vision pour financer l'éducation et la santé de 5 200 enfants du monde entier. Il s'agit du montant « le plus élevé jamais donné » par ce groupe basé à Schengen, lit-on dans le communiqué envoyé aux rédactions. Cette société qui emploie 106 personnes et qui ressemble de ce point de vue à une PME lambda a fait don de presque huit millions d'euros sur les trois dernières années (notamment en Ukraine) via sa branche caritative « PM We Care », chapeautée par Vicki Sorg, 51 ans.

La bienfaitrice est l'épouse du fondateur de PM International : Rolf Sorg. Né à Ludwigshafen en

1963, il a fondé PM Cosmetics en 1993 avec ses économies de mécanicien et a vite fait de sa petite entreprise une machine à fric de l'industrie du bien-être. En passant par l'installation de la holding internationale au Luxembourg dès 1994. Le bilan 2021 publié au registre de commerce indique 882 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé pour cette entreprise qui vend des produits dits « haut de gamme et de pointe pour la santé, la remise en forme et la beauté, de l'intérieur comme de l'extérieur ». La firme communique sur 1,71 milliard de dollars. PM International pilote depuis la Moselle 46 filiales réparties sur l'ensemble des continents (Chili, Inde, Brésil, États-Unis, Russie, Japon, Chine, Émirats arabes unis etc.)

Les produits commercialisés sous la marque Fitline n'apparaissent cependant pas dans les rayons de supermarché ou ceux des pharmacies. « Cela tuerait le *business model* », nous résume un cadre. Poudres, gélules et crèmes sont vendues via un immense réseau de vendeurs. PM International ne communique pas leur nombre. Différents articles de presse l'évaluent entre 200 000 et 250 000. Cette communauté se réunit autour d'un produit et d'un gourou. Sur la page internet présentant de PM International, une vidéo introduit Rolf Sorg comme un leader messianique. Sur scène, il s'adresse à 13 000 personnes réunies dans une salle de Mannheim en 2018 pour le traditionnel World Management Congress, qui, cette année-là, marquait le 25<sup>e</sup> anniversaire de la boîte. Le grand patron livre un speech grandiloquent en allemand traduit en anglais. Des chœurs d'opéra chantent en fond. « This idea of prevention, to be

able to help people to stay healthy, to live a happier life... I've found that fascinating. This fascination stayed with me and I had a clear vision for myself: the opportunity to take the most valuable products for maintaining and promoting health to market. » Rolf Sorg vante le modèle d'affaires de PM International, à même de créer « the next generation of financially independent people ». Les distributeurs y sont les heureux apôtres.

Petite ironie de l'histoire : Rolf Sorg a intenté un procès à Google en 2010 parce que, dans la fonction auto-complétion du moteur de recherche, les termes « fraude » et « scientologie » étaient automatiquement associés au prénom et au nom de l'entrepreneur alors que ce dernier affirme n'avoir aucun problème avec la justice et ne pas être lié au mouvement religieux en question. Après avoir bataillé trois ans durant devant les juridictions allemandes, Rolf Sorg a obtenu en 2013 du Bundesgerichtshof que Google supprime certaines combinaisons de mots sur demande, si celles-ci portent atteinte aux droits de la personne concernée.

**Die Lorelei** L'entreprise qui vend pour un milliard d'euros de ses produits présentés comme « Premium » (PM en serait l'abréviation) se présente comme « familiale » avec une volonté claire d'incarnation via le couple à sa tête. Dans la philosophie PM International, la famille est étroitement liée à la volonté de se maintenir en bonne santé. Sur la page web du groupe, le presque sexagénaire patron, presque sans ride et presque sans cheveux gris, pose assis – main posée sur le bureau avec l'alliance bien en évidence. Sur le cliché, son épouse quinquagénaire, sourire immaculé, *goldenes Haar* et robe avec imprimé « Fantastic » se tient debout à ses côtés. Vicki s'appuie sur l'épaule de « Schnucki », sobriquet que l'Américaine révèle dans ses *stories* Insta. Devant un tableau représentant le globe, Rolf et Vicki Sorg incarnent un duo inébranlable à la conquête du monde. Sur Facebook, Vicki Sorg s'affiche avec ses écoliers du Zimbabwe puis en bikini léopard sur un yacht. Sur les réseaux sociaux en général, le couple se montre alternativement en millionnaires philanthropes ou en commun des mortels (souvent avec une boisson Fitline à la main) : dans la salle de bain ou, comme dimanche dernier, en terrasse le long de la Moselle pour déguster un *gebackene Fesch*.

Les distributeurs des produits sont de ceux-là, des mortels. Ils génèrent leur revenu de deux manières. Premièrement par la vente classique. Le *team partner*, premier grade de la hiérarchie de vendeurs (qui en compte douze) achète une combinaison de produits Fitline à PM International avec un rabais de vingt pour cent. Le produit phare (environ 75 pour cent des ventes), l'optimal set (trente doses de poudre à prendre matin et soir pour des apports journaliers), lui coûte ainsi 90,3 euros. Il le vend au prix du marché, 114 euros, et remporte 23,7 euros. S'il souhaite devenir manager, il doit acquérir six sets pour 513,5 euros. Il les vend 684 et prend une marge de trente pour cent environ, soit autour de 200 euros (varie selon la TVA). La firme voit ce type de revenus comme complémentaire à une activité professionnelle ou adapté pour un étudiant. Dans les locaux situés sur la route des vins à Schengen mercredi, le responsable des marchés France, Belgique, Luxembourg, Adrien Rincheval, présente la démarche comme une réponse à la perte de pouvoir d'achat. « On sait que deux ou trois cent euros manquent aux Français et aux Belges à la fin du mois. Comment je peux gagner cette somme facilement ? Depuis mon téléphone en recommandant des produits que je consomme et dont je suis satisfait », explique le vendeur habitué des plateaux télé français. Le groupe a même développé un système (PM Pay) pour rémunérer instantanément le distributeur qui en fait la demande.

Mais pour réellement faire son beurre, il convient de constituer un réseau de « franchisés ». C'est la deuxième méthode de revenu et potentiellement la plus lucrative pour les distributeurs impliqués. Elle consiste à parrainer d'autres vendeurs. Le manager prend alors un pourcentage des ventes de ces disciples de premier niveau, puis de deuxième niveau, etc. Selon le plan marketing « de la firme (huit pages pour détailler la rémunération), le distributeur monte en grade en cumulant un certain nombre de points (cinquante centimes d'euros de vente pour une unité). Y sont associés des « royalties » en fonction de la performance des équipes... d'où l'intérêt de former, notamment via la *business academy*, les ouailles. Ceux-là sont notamment recrutés via les réseaux sociaux. Fleurissent ainsi des messages formatés sur les profils de la communauté de vendeurs Fitline. Ils commencent par « Pourquoi j'ai choisi de collaborer avec PM international il y a plus d'un an ? ». S'ensuit un éloge de la boîte, puis celui des produits « premium » et enfin des conditions de travail des partenaires. « Entre 15 et 45 pour cent de commissions sur leurs ventes. 3 à 21 pour cent de commissions sur les volumes d'équipes. Être payé sur tous les niveaux en profondeur comme en largeur dès la première position. Jusqu'à 9 250 euros de primes payées cash à aller chercher », publient les vendeurs, pour beaucoup de sexe féminin. Figurent encore parmi les avantages, des leasing BMW à prix compétitifs, des voyages (une vendeuse vante sur Facebook des produits Fitline pour perdre quelques kilos avant de se rendre aux Seychelles, un voyage offert par la boîte). Le cadeau ultime réservé aux « présidents », l'élite des *partners* : un week-end à Saint-Tropez avec cérémonie à la villa du couple Sorg à Sainte-Maxime, laquelle domine la Méditerranée. Le message formaté sur les réseaux sociaux se termine par une touche personnelle : « Je ne regrette pas », « Meilleur choix de ma vie ». Des mots sincères ? Les distributeurs ont tout intérêt à faire des émules pour graisser les épinards.

**Les parrains** Des vendeurs stars émergent : le premier d'entre eux chez PM International est Joachim Hederlein. Cet Allemand gagnerait annuellement 6,34 millions d'euros, selon le classement 2022 des *Top Earners* du Network Marketing Business publié le weekend dernier. Joachim Heberlein n'est ici que le quinzième (le premier émerge à près de vingt millions d'euros par an), mais il est quasi systémique pour PM International. Le héros de la vente directe est glorifié sur le blog de la PM Family: « Die Herberleins: Drei Generationen arbeiten zusammen, um einen Familientraum zu verwirklichen ». Un départ de Joachim Hederlein vers un autre réseau de ventes coûterait toute une pan de revenus à PM International. Il faut chouchouter les perles, mais surtout maximiser la chance de les découvrir en multipliant les recrutements. Embaucher figure en tête des priorités du groupe. Sur son site internet, sous la rubrique « à propos de PM international » apparaît immédiatement « opportunité pour plus de liberté et d'indépendance ». Suit un spot grandiose. Il met en scène





des familles menant une vie morne et stressante. Du gris émerge la lumière et les produits Fitline. « La réussite n'arrive pas par hasard. Elle n'arrive que quand nous croyons en nous-mêmes. (...) Construisez votre futur avec nous pour réaliser vos rêves », commente la voix *off*. Pour postuler, il faut entrer le code fourni par son « sponsor ». On entre alors dans la matrice des ventes.

Adrien Rincheval envisage un tel emploi de distributeur comme une logique d'ubérisation (plutôt saine à ses yeux) du monde du travail avec un contingent croissant d'autoentrepreneurs indépendants. Ainsi, d'un point de vue comptable, PM International paie moins de cinquante millions d'euros de frais de personnel, soit à peine six pour cent du chiffre d'affaires. Le groupe emploie 843 personnes à travers le monde et une centaine, donc, au Luxembourg. Les conditions de travail et le management sont localement vivement critiqués sur les plateformes *Glassdoor* et *Indeed*. Des anciens salariés confirment : La direction est notamment très rigide sur les horaires et proscriit le télétravail. « Elle a fait enlever les machines à café pour limiter les pauses », confie une ancienne au *Land*. Mais c'est le manque de cohérence managériale qui est davantage critiqué, malgré l'abondance de moyens liée à la réussite de la société. Plus de 200 millions d'euros de bénéfices en 2021 ! Adrien Rincheval répond stoiquement que les gens qui quittent une entreprise sont souvent amers. D'ailleurs, PM International s'étioffe au Grand-Duché. Les bureaux installés en 2015 le long de la Moselle sont pleins. De même que ceux disséminés dans les investissements immobiliers de Rolf Sorg à proximité. Le groupe a racheté la parcelle de vigne en face du siège pour l'arracher et y loger, à flanc de coteau, un nouvel immeuble, aujourd'hui en construction. Dans le bilan 2021, les commissions versées aux vendeurs apparaissent à la rubrique « Raw materials, consumables and other external expenses ». Elle s'élèvent à 325 millions d'euros. Les dépenses en matières premières à 128 millions.

**Penchant coréen** Commercialement, les plus gros marchés de PM International sont la Corée (247 millions d'euros), l'Allemagne (183) et Hong Kong (175). Adrien Rincheval, détaille l'étonnante pénétration dans ces (relativement) petites économies asiatiques. Deux euros par habitant de l'ancienne colonie britannique sont mensuellement voués à l'achat d'un produit Fitline. Il cite des résultats prometteurs dans des petits marchés européens. « Très vite un euro par habitant de l'Islande après le lancement sur place », affirme-t-il. Au Luxembourg, le chiffre d'affaires s'établit autour de 200 000 euros par mois. Pas si mal pour un pays de 650 000 habitants, se félicite le cadre. L'esprit entrepreneurial du père fondateur est ici déjà reconnu. Rolf Sorg a été nommé en 2016 parmi les six finalistes du prestigieux concours de l'entrepreneur de l'année organisé par EY (coordonné par son *partner* Yves Even qui, accessoirement, signe aussi les comptes annuels de PM International).

Sur la petite table du hall d'entrée où attendent les visiteurs de la firme à Schengen sont déposés deux ouvrages. L'un d'eux a été publié par la société en marge de son 25<sup>e</sup> anniversaire. Sur sa couverture, Rolf Sorg mime un « L » en tendant le pouce et l'index, signe de ralliement de la communauté Fitline (les réseaux sociaux recèlent de photos des distributeurs effectuant le geste). Vêtu d'un costume trois pièces noir avec une cravate rayée, il se déhanche comme pour éviter le titre imprimé dans le quart supérieur gauche : « If I can do it, you can do it ! ». Le surtitre de ce

Les milliards des produits Fitline vendus par les distributeurs indépendants abondent au Grand-Duché où la vente en chaîne est proscrite

Le couple Sorg sur une publication Instagram de Vicki Sorg #ladybosslifestyle



livre : « The unstoppable creator of PM-International success ». L'autre publication a été monnayée auprès de *Forbes Middle East*. Le visage de l'entrepreneur de la vente directe apparaît en couverture à côté d'autres éminences du Luxembourg politico-économique de ce *Promotional Country Report* publié en janvier 2022 en marge de l'Exposition universelle à Dubaï et d'une mission économique sur place. Le patron de PM international promeut le succès de son entreprise à l'international, notamment en Corée où le groupe a conclu un partenariat avec le Comité paralympique. « The athletes who use our products won four gold medals, as well as 15 silver and 12 bronze at the 2020 Para Games in Tokyo », fait valoir Rolf Sorg. Il se félicite aussi de l'intégration de sa société au Luxembourg, dont il a d'ailleurs lui-même acquis la nationalité. « We have joint labs with the government », explique Rolf Sorg dans le livret.

PM International travaille en effet avec le List (Luxembourg Institute of Science and Technology) depuis 2016. Le producteur de compléments alimentaires et de produits cosmétiques coopère avec le centre de recherche public basé à Belvaux pour valoriser le marc de raisin de la Moselle. Les résidus secs provenant du pressurage des graines contiennent des molécules organiques bioactives comme les polyphénols. Ces dernières ont (entre autres) des vertus antioxydantes qui peuvent être valorisées dans des compléments alimentaires. « Avec derrière, l'idée de développer une bioéconomie circulaire », relate Lucien Hoffmann, directeur du département Environnement au List. Dans un accord quinquennal signé en 2017 et renouvelé l'an passé, les chercheurs du List travaillent avec ceux de PM International sur l'encapsulation d'ingrédients bioactifs, « pour rendre ces produits bioactifs plus disponibles », explique le professeur Hoffmann. Ces projets bénéficient de fonds publics dans le cadre de la loi RDI sur la recherche et l'innovation ou de co-financements par le Fonds national de la recherche, mais PM International paie aussi pour différentes prestations réalisées par le List. Comme AirLiquide, Blue Horizon (spatial), Gradel (matériaux) ou Circuit Foil (bâtiment), PM International loue en plus des bureaux et des laboratoires dans l'institut de Belvaux. L'entreprise finance en outre le List Bio-innovation Award, un prix récompensant un article académique qui présente un intérêt pour PM International. Le centre de recherche organise l'appel à candidatures et la sélection des candidats. Le dernier récipiendaire est un professeur de l'Université de Nebraska-Lincoln qui a travaillé sur la bioaccessibilité du curcumin.

Le groupe basé à Schengen emploie seize chercheurs au Luxembourg, selon son site internet. Il exploiterait également plus de 70 brevets et pourrait bénéficier à ce titre de la loi de 2018 sur la propriété intellectuelle qui permet d'exonérer jusqu'à 80 pour cent des revenus générés par la vente des produits liés à ladite recherche. En profite-t-il ? Interrogé, le service communication de PM International n'a pas trouvé la réponse. Pas plus qu'il n'informe sur le lieu de production... ce serait en Allemagne, nous dit-on mercredi, « à proximité de Speyer » où l'entreprise a son siège originel. Qu'importe. Le List ne contrôle pas les produits conçus et vendus par PM International, pas même si le résultat de la coopération en amont s'y retrouve. En 2017, un média norvégien (TV2 dans son émission *Health Check*) a semé le doute sur la composition et l'efficacité des poudres en sollicitant des experts. La firme a contesté les allégations avec

insistance devant les tribunaux norvégiens sans jamais obtenir satisfaction. En décembre 2019, le site norvégien *DN* citait un avocat de PM indiquant la volonté du groupe de saisir la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg.

PM International se développe à l'international depuis le Grand-Duché avec le soutien du gouvernement. La société a notamment été accom-

pagnée par Luxinnovation. Elle mène même localement une activité commerciale. La nature du modèle d'affaires interroge néanmoins face à la loi du 30 juillet 2002 sur certaines pratiques commerciales. Celle-ci proscriit la vente en chaîne, définie comme « tout procédé consistant à établir un réseau de vendeurs, professionnels ou non, dont chacun espère tirer un avantage quelconque résultant plus de l'élargissement de

ce réseau que de la vente de biens ou de services au consommateur ». Invité à commenter le soutien gouvernemental, notamment via Luxinnovation, le ministère de l'Économie (en charge des autorisation d'établissement) répond à côté de la plaque. Il n'appartiendrait pas au ministère « de se positionner par rapport à un investisseur ou ) à une entreprise qui a fait le choix de s'implanter au Luxembourg ». ●

# Movement in form and colour, and symbols

Musée national d'histoire et d'art Luxembourg MNHA7.10.2022 — 26.3.2023

Cercle Cité7.10.2022 — 22.1.2023

Gast 1954 — 2013 Michels



É D I T O

# Grand Récit

Bernard Thomas

Il y a quinze ans, Pit Peporté figurait parmi les « nouveaux historiens » qui tentaient d’asseoir leur autorité à l’Uni.lu en déconstruisant le « master narrative » et en déboulonnant l’Übervater Gilbert Trausch. Aujourd’hui, le même Pit Péporté (entretemps « managing director » d’Historical Consulting) apparaît à son tour comme chroniqueur officiel. Le Service information et presse du gouvernement (SIP) lui a passé commande d’une « mise à jour » de la brochure *À Propos*, initialement parue en 2008 et signée Guy Thewes. (En 2017, la réédition non-actualisée de cette première version, qui restait enfermée dans le paradigme trauschien, avait été vivement critiquée pour ne pas tenir compte des recherches récentes faites à l’Uni.lu.) Sorti le 20 décembre, l’opuscule a été entièrement réécrit par Péporté. La nouvelle synthèse se révèle étonnamment iconoclaste, du moins pour une brochure de marketing, éditée, financée et autorisée par le ministère d’État.

On y cherche en vain les noms des grands héros du roman national (à commencer par Sigefroid et Jean l’Aveugle) ; toute trace de téléologie a été éliminée. Alors que Thewes résumait la place financière comme expression de la « réussite du Luxembourg », Péporté en évoque les scandales récents comme Panama Papers (2016) et Luxleaks (2014). L’image de l’élève modèle européen est égratignée au passage : « Par ailleurs, le pays sut défendre habilement sa ‘niche de souveraineté’ politique et financière. » Les recherches récentes de Henri Wehenkel, Vincent Artuso et Josiane Weber imprègnent les 34 pages de la nouvelle brochure. Ainsi, le Luxembourg est-il compté parmi les « perdants » de la Première Guerre mondiale. Chacun en prend pour son grade. Le gouvernement qui ne voulait pas se montrer « trop hostile envers les occupants ». Les usines qui « collaborèrent avec l’occupant, à un point qui étonna même les Allemands ». Le patronat qui soutenait les troupes allemandes réprimant la grève des ouvriers en 1917. Sans oublier la Grande-Duchesse qui « rencontra à plusieurs reprises l’empereur Guillaume II ». Quant au référendum de 1919, qui continue à être cité comme légitimation démocratique de la monarchie, Peporté en relativise le résultat, « entaché par le boycott d’une grande partie de la gauche ».

La rupture avec l’ancienne historiographie est surtout visible dans la courte partie consacrée à la Seconde Guerre mondiale. La version de Thewes certifiait encore à la « majorité » des Luxembourgeois « une remarquable cohésion nationale ». Tout ce qu’on y apprenait sur la collaboration, c’était qu’elle avait « existé ». La version de Péporté insiste, quant à elle, sur l’attitude « attentiste » durant les premiers mois de l’occupation. « Certaines autorités ajustèrent leur action en fonction d’une hypothétique victoire allemande. D’abord, le retour de la Grande-Duchesse fut discuté, ensuite, le gouvernement en exil ne déclara la guerre qu’en 1942 ». La brochure aborde sans fard la responsabilité de l’État luxembourgeois dans la persécution des Juifs, « recensés, ségrégués et spoliés par les autorités allemandes avec la collaboration de fonctionnaires luxembourgeois ». Péporté passe par contre entièrement sous silence le « non » à la loi muselière de 1937, le « recensement » de 1941 et la « grève générale » de 1942. Entre la brochure de 2008 et celle de 2022, on passe d’un extrême à l’autre ; la première version minore la collaboration, la seconde la résistance. Un inversement des perspectives qui reflète peut-être le sentiment d’impuissance qui est celui de l’époque actuelle.

Dans un article cosigné en 2021 dans *Forum*, Pit Péporté pointait la « fracture », tant sociale qu’idéologique, qui séparerait les historiens du grand public. Alors que les premiers appartiendraient à une élite « qui considère généralement le cadre de l’État-nation comme dépassé », la majorité des Luxembourgeois y resterait « très attachée ». Et de conclure : « Historiker können dieses Narrativ nicht abschaffen, solange sie keine Alternative anbieten ». Or, la nouvelle histoire officielle, telle que Péporté vient de la rédiger, reste largement dénuée d’émotions et de figures d’identification. La réinvention d’un grand récit hégémonique, capable de fédérer une identité collective, n’est probablement plus possible, ni souhaitable. Trausch préconisait dès 2007 un nouveau « Verfassungspatriotismus ». Dans ce sens, l’actuelle révision constitutionnelle, largement menée à huis-clos, est une chance historique ratée.

W A H L E N

## Mehr nach Proporz

Wenn am 11. Juni die kommunalen Urnengänge stattfinden, wird die Zahl der Proporzgemeinden zum ersten Mal größer sein als die der Majorzgemeinden. 56 werden das Verhältniswahlssystem anwenden, 46 das der relativen Mehrheit. Bei den letzten Wahlen im Herbst 2017 (Foto: Sven Becker) war dieses Verhältnis genau umgekehrt. Seither haben sechs Gemeinden die Schwelle von 3 000 Einwohner/innen überschritten: Beaufort, Bettendorf, Esch/Sauer, Lintgen, Redingen und Schengen. Weitere vier sind nach Fusionen Proporzgemeinden: Helperknapp, Parc Hosingen, Rosport-Mompach und Schengen. Nach Proporz wählt in fünf Monaten auch ganz Habscht. 2017 galt dort die Übergangsphase für Wahlen nach Fusionen noch. Das größere Hobscheid bildete eine „Sektion“ mit Proporzsystem, die kleinere Sektion Septfontaines wählte nach Majorz. Einen Spezialfall gibt es dieses Jahr auch: Mit großer Wahrscheinlichkeit werden noch vor den Wahlen die Fusionen von Grosbous und Wahl sowie Bous und Waldbredimus Gesetz. Wodurch die Zahl der Gemeinden auf 100 sinkt, die vier aber dennoch jede für sich Wahlen abhalten. Die gewählten zweimal zwei Gemeinderäte fusionieren anschließend zu zweimal einem, welche je einen Bürgermeister und Schöffenrat ernennen. Zeit dafür ist bis zum 31. August. Am 1. September ist der letzte Termin zur Vereidigung der Gewählten. pf

P O L I T I K

## Houfereg

Au Pot de Nouvel An du DP, le Premier ministre, Xavier Bettel, a pris des accents macroniens (ou sarkozystes) pour galvaniser ses troupes, les appelant à défendre les « valeurs » libérales : « Zesumme wëlle mir eng Politik maachen, wou een houfereg ass, wann een Erfolleg huet ; wou een sech net muss schumme, wann een e Succès huet. [...] Ech hu gesot, ech sinn net de Premierminister vun engem Land, wou ech de Léit géif eng Couche gi fir drop ze pennen. Ech si gären de Premierminister vun engem Land, wou een en Trampolin kritt fir drop ze sprangen a méi héich ze kommen ». Applaudissements garantis au ChouChou, l’espace événementiel loué à Hollerich pour l’occasion, où dominaient les costards couleur bleu marine ce mercredi soir. Bettel vantait les membres libéraux de son gouvernement, dont le « ministre discret » Marc Hansen : « Hien seet net, wat en ëmmer mécht ; mee wann d’Resultat bis do ass, da riff e mir un ». Écartée comme tête de liste par le *Stater* DP, Corinne Cahen eut droit à un « Extra-Merci ». « Ech kann iech soen, d’Corinne hat keng einfach Zäit déi lescht Méint a Joren », dit Bettel, se référant aux « attaques » dont la ministre de la Famille a fait l’objet pour sa gestion de la pandémie dans les maisons de retraite. « Mir stinn all hannert dir a virun dir », lui assura le Premier. Quelques minutes après que le président du parti, Lex Delles, avait prétendu

# Blog



que le DP n’était pas en mode de campagne, la secrétaire générale, Carole Hartmann, lança ce qui ressembla fort au slogan du DP pour le *Superwaljoer* : « No bei de Léit, no bei Iech, no bei dir ». L’élue epternacienne prédit le DP sera porté « sur une vague bleue » vers « encore plus de responsabilités ». bt

P E R S O N A L I E N

## Henri Kox,

Wohnungsbauminister (Grüne), wird seine Reform des Mietgesetzes erneut überarbeiten müssen. Obwohl der erste Entwurf, den er im Juli 2020 vorgestellt huet, eigentlich gar nicht so schlecht aufgenommen wurde, ließ der Minister ihn umschreiben, weil er langjährige Besitzer älterer Wohnungen zu sehr benachteilige und die darin vorgesehene Mietobergrenze vermutlich verfassungswidrig sei (*d’Land*, 02.12.2022). Der im Oktober hinterlegte zweite Entwurf, der eine Senkung des Prozentsatzes des investierten Kapitals vorsieht und gleichzeitig höhere Koeffizienten einführen soll, die den Preis älterer Wohnungen an den Marktpreis angleichen, stieß sowohl bei Mieterschutzverbänden als auch bei privaten Eigentümern und Bauherrn auf heftigen Widerstand. In den vergangenen Wochen haben sich selbst die Koalitionspartner der Grünen in der Regierung von dem Entwurf distanziert – als ob sie ihm nicht im Regierungsrat ihre Zustimmung gegeben hätten. DP-Premier Xavier Bettel beklagte sich im *Neijoerschinterview* mit *RTL Télé* über die schlechte Kommunikation und Information von Henri Kox, LSAP-Parteipräsidentin Francine Closener sagte im *RTL Radio*, ihre Partei habe ein Problem mit den geplanten Änderungen. Inzwischen haben sich auch einige aufstrebende Sozialist/innen und déi Lénk kritisch geäußert. Henri Kox rechtfertigte sich am Dienstag mit dem Argument, die Reform sei „nach net fix“ und die Kammer könne noch Änderungen vornehmen. Ihm ging es darum,

„e faire Kompromëss“ zwischen den Interessen von Mieter/innen und Vermieter/innen zu finden. Einfach wird das nicht. ll

## Sam Tanson,

Justiz- und Kulturministerin (Grüne), kann sich bei den Parlamentswahlen „alles vorstellen, was meine Partei sich für mich vorstellen kann“, wie sie dem *Radio 100,7* verriet. Es ging dabei um die Frage, ob sie nationale Spitzenkandidatin der Grünen werden wolle – inoffiziell, weil die Statuten das bislang nicht vorsehen. Eine Statutenänderung noch vor den Wahlen sei unwahrscheinlich, meinte die Ministerin. Bislang traten die Grünen mit jeweils zwei paritätischen Spitzenkandidat/innen in den vier Bezirken an. Würde die Statutenänderung doch noch vorgenommen, wäre Tanson jedenfalls die heißeste Anwärterin für die nationale Spitzenkandidatur. 2017 platzierte sie sich im Zentrum nur knapp hinter François Bausch, obwohl sie noch nicht einmal Mitglied der Regierung war. Sie bekam fast doppelt so viele Stimmen wie der Drittplatzierte François Benoy. Da Bausch nicht mehr für ein Regierungsmandat zur Verfügung steht und Felix Braz im Süden nicht mehr antritt, wäre Sam Tanson eigentlich die perfekte Kandidatin, um ein grünes Gegenwicht zum DP-Spitzenkandidaten Xavier Bettel und zur designierten LSAP-Spitzenkandidatin Paulette Lenert zu schaffen. In den Umfragen liegt Tanson zwar weit hinter den beiden, doch im Beliebtheitsranking war sie zuletzt die einzige Grüne in den Top Ten. ll

G E M E I N D E N

## Ghettoisations

Depuis 2016, le Statec cacule annuellement un indice socio-économique pour toutes les communes du pays, indice qui pèse (marginaleme

nt) été publiée en amont des communales de 2017. Depuis, c’était silence radio. En invoquant la loi transparence, le *Land* en a obtenu la dernière version, qui date de 2021. La « différenciation socio-spatiale » y reste aussi accentuée que dans la version 2017. Le top 10 des communes les plus défavorisées n’a guère bougé. Ce classement est mené par Wiltz (0,9396), suivi par Esch-sur-Alzette (0,8683), Vianden (0,8662), Ettelbruck (0,8391), Differdange (0,8300), Reisdorf (0,8031), Rumelange (0,7686), Pétange (0,7146), Clervaux (0,6992) et Diekirch (0,6806). Quant aux top 10 des communes les plus nanties, il est également resté stable. Weiler-la-Tour (0,1424) est la commune la plus nantie, suivie par Garnich (0,1647), Reckange-sur-Mess (0,1857), Kehlen (0,1922), Saeul (0,2110), Bertrange (0,2124), Kopstal (0,2238), Contern (0,2257), Leudelange (0,2271) et Flaxweiler (0,2284). L’indice socio-économique se compose de cinq variables : la part des ménages monoparentaux, le salaire médian, le nombre de bénéficiaires du Revis, le taux de chômage et la part de personnes travaillant dans des types de professions « de bas niveau ». bt

G E S U N D H E I T

## Eine Arbeitsgruppe

Ob und wann in dem in Bartringen von einer ASBL eingerichteten „Geburtshaus“ Entbindungen vorgenommen werden können, ist unklar. Anfang Dezember hatte Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) sie nach einer Inspektion durch das Gesundheitsamt untersucht, bis für die nicht autorisierte Einrichtung „ein legaler Rahmen“ besteht. Aus ihrer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage diese Woche geht nicht klar hervor, wieso ein Rechtsrahmen fehlt. Offenbar aber haben Ministerin und ASBL sich darauf geeinigt, eine Arbeitsgruppe mit allen „parties prenantes“ einzusetzen. Weil die Gruppe erörtern soll, worin die

Herausforderungen, Chancen und Risiken von Entbindungen außerhalb einer Klinik überhaupt bestehen, könnte das Geburtshaus noch längere Zeit auf Eis liegen. pf

M O B I L I T Ä T



## Millionengrenze

1 003 045 Mal hätten Radfahrer/innen im vergangenen Jahr die vier elektronischen Zählstellen in Luxemburg-Stadt passiert, bilanziert der Verband ProVelo begeistert. Das sei eine Steuerung um 36 Prozent innerhalb von nur einem Jahr und 44 Prozent mehr als im Corona-Vorjahr 2019. Trotz „schwieriger“ Infrastrukturbedingungen etablierte sich das Fahrrad in der Hauptstadt offenbar immer mehr. Dem Schöffenrat und den Kandidat/innen zu den Gemeindewahlen legt ProVelo ans Herz, auf dem Stadtgebiet „schnellstmöglich“ für ein „kohärentes, komfortables und sicheres Radwegenetz“ zu sorgen (Foto: Sven Becker). pf

B E R I C H T I G U N G

## Mehrheit

In der Ausgabe vom 6.1. war auf S. 5 zu lesen, die CSV habe wenig Interesse an einer grundlegenden Reform des Staatsrats, weil der die einzige Institution sei, in der sie noch die Mehrheit hat. Das stimmt natürlich nicht, denn die relative Mehrheit hat die CSV auch in der Abgeordneten



# Vom Inflationsschock

Peter Feist

Kann sein, die Preisdeckel für Strom und Gas müssen 2024 weiter gelten. Wie entscheidet man sowas in einem Wahljahr?



Umspannwerk von Creos in Heisdorf

„Ich hoffe, dass wir im Oktober aus der Krise sind.“ Sagte DP-Premier Xavier Bettel gegen Ende seines RTL-Neujahrsinterviews. Eigentlich hatte *anchorwoman* Caroline Mart von ihm wissen wollen, welche Themen wohl den Wahlkampf dominieren werden. Bettel entgegnete, die Frage stelle er sich nicht; es sei Krise. Man verstand: Krisen sind Zeiten der Exekutive. Das verschafft der Partei von Premier und Finanzministerin einen Vorteil. Solange es gelingt, beide *responsabel* und führungstark erscheinen zu lassen, stehen die Chancen nicht schlecht, dass viele Wähler/innen sich um die DP scharen. Nach dem 8. Oktober kann die besondere Krisen-Erzählung beendet werden. Falls dann tatsächlich alles gut ist.

Vorhersehen kann das natürlich niemand. Kann sein, Russlands Krieg in der Ukraine dauert noch lange. Wladimir Putin nannte ihn am 22. Dezember zum ersten Mal „Krieg“. Kann auch sein, die Energiepreise bleiben hoch. Energieminister Claude Turmes (Grüne) erklärte dem *Land* vor einer Woche, er gehe davon aus, dass sie auch 2024 und 2025 hoch bleiben und „die Unterstützungsmaßnahmen weitergeführt werden müssen“. Wenngleich schwer vorherzusagen sei, in welchem Umfang (*d'Land*, 6.1.2023).

Behält Turmes recht, könnte das für die Regierung zum Offenbarungseid werden. Das „Solidaritätspak 2.0“ getaufte Tripartite-Abkommen vom 28. September gilt nur bis Ende des Jahres, die meisten Tripartite-Gesetze auch. Mit der Deckelung von Strom- und Gaspreis für die Haushalte, dem Heizöl-Subsid und der „Energieprämie“ für Bezieher der Teuerungszulage ist dann Schluss. In der September-Tripartite hatten Gewerkschafts- wie Unternehmervvertreter ein „phasing-out“ vorgeschlagen, einen Abbau der Maßnahmen über vielleicht sechs Monate. Der Regierung war das zu delikat: Am 8. Oktober sind Kammerwahlen, ein *phasing-out* über Monate hätte die nächste Regierung gebunden. Guter Stil wäre das nicht. So hielt ins Abschlussdokument der „Inflationsschock“ Einzug. Komme das Stateg zum Schluss, dass mit dem Ende der Maßnahmen die Inflation in die Höhe schnellen dürfte, treffe die Tripartite sich wieder. Falls die Wirtschaftslage sich „beträchtlich verschlechtert“, auch.

Zur Inflation gab es Anfang der Woche gute Nachrichten. Das Stateg veranschlagt die Jahresinflation 2022 Stand Dezember auf 5,4 Prozent, einen halben Prozentpunkt weniger als im Monat zuvor. Grund dafür ist vor allem ein Preisrückgang für Petrolprodukte um 8,8 Prozent im Dezember. Eine Index-Tranche, von der es hieß, sie würde womöglich noch im letzten Quartal 2022 fällig, ist nun vielleicht im Februar zu erwarten. Vielleicht auch erst im März.

Auch die Preise an der europäischen Gasbörse sehen besser aus. Kurz vor Jahresende fiel der Preis auf dem Sport-Markt, wo heute bestellt und morgen geliefert wird, auf 80 Euro pro Megawattstunde oder so viel wie vor dem russischen Einmarsch in die Ukraine. Allerdings sind 80 Euro noch immer deutlich mehr als die zehn bis dreißig Euro, die ein Kubikmeter kostete, als billiges Gas aus Russland im Überfluss zur

Der Premier könnte eine Tripartite einberufen, die „temporär“ der nächsten Regierung vorgreift

Verfügung stand, bis Mitte 2021 etwa. Das werde bis zum nächsten Winter nicht mehr so sein, meinte der grüne deutsche Wirtschaftsminister Robert Habeck am 28. Dezember auf einer Pressekonferenz. Habeck „hofft“ lediglich, „dass es Ende 2023 schon besser ist“. Xavier Bettel klang optimistischer. Aber Habeck ist nicht im Wahlkampf und muss keine Krisenerzählung verwalten.

Wieviel Gas nicht diesen, sondern nächsten Winter zur Verfügung steht und wie sich das auf die Preise auswirkt, ist der vielleicht kritischste Punkt, an dem sich entscheidet, ob der Premier tatsächlich noch eine Tripartite einberufen muss. Mitten im Wahlkampf und dann vielleicht nicht zum Thema „phasing out“, sondern „weiter so“. Die Internationale Energieagentur warnte Mitte Dezember vor dem Winter 2023/24. Die EU habe sich 2022 höhere Importe von LNG-Flüssiggas „zu einem großen Teil“ nur sichern können, weil der LNG-Bedarf Chinas wegen seiner Corona-Politik kleiner war als sonst. Stiege er wieder auf frühere Niveaus, und werde der derzeitige Winter noch einmal kalt, und liefere Russland nichts, dann drohe eine „ernsthafte Versorgungslücke“. Und ein „anhaltendes Risiko erneut volatiler Preise und Markt-Turbulenzen“.

Welche Rolle in so einem Zusammenhang die Gaspreisbremse spielt, deutete die Rechnung an, die Enovos-CEO Erik von Scholz am 22. Dezember im *Radio 100,7* aufmachte: Gabe es die Preisbremse nicht, müsste ein typischer Dreipersonenhaushalt mit „durchschnittlicher Energieeffizienz“ nach den aktuellen Enovos-Tarifen 6 200 Euro im Jahr für Gas zahlen. Noch vor ein paar Jahren seien es 1 500 bis 1 800 Euro gewesen. Die Preisbremse drücke die 6 200 auf 3 000 Euro. Die Differenz von 3 200 Euro ist nicht nur enorm. Alles in allem bringen die Maßnahmen des zweiten *Solidaritätspak* einkommensschwächeren Haushalten besonders viel Erhalt an Kaufkraft. Bezogen auf das verfügbare Einkommen vor allem den 20 Prozent der Haushalte im untersten Einkommens-Quintil.

Fragt sich natürlich, wann das Stateg wird sagen können, ob Anfang 2024 ein „Inflationsschock“ droht, wenn die Hilfsmaßnahmen einfach enden. Ausblicke auf das nächste Jahr macht das Statistikinstitut alle drei Monate, zu 2024 äußert es sich zum ersten Mal in diesem Jahr Mitte Februar, dann Anfang Mai und so fort. Sind LNG-Knappheiten und Marktturbulenzen dann schon klar genug? Das wird auch politische Implikationen haben. Das Staatsministerium

schreibt dem *Land* auf Anfrage, sage das Stateg einen „Inflationsschock“ für Anfang 2024 voraus, werde der Premier „zeitnah eine Tripartite einberufen, um über eine temporäre Verlängerung verschiedener Maßnahmen zu beraten und gegebenenfalls übergangsweise die Inflation zu begrenzen und die Kaufkraft zu erhalten, bis eine neue Regierung arbeitsfähig ist“. Alles Weitere wäre dann deren Sache.

Gilles Roth, Ko-Fraktionschef der CSV, die der nächsten Regierung angehören könnte, ginge schon das zu weit: Sofern die Umstände nicht „außergewöhnlich“ sind, müsse die aktuelle Regierung sich „zurückhalten“. Eine Verlängerung der Preisbremsen könne auch die nächste Regierung entscheiden. Und das nächste Parlament in Kraft setzen, das immerhin schon Ende Oktober vereidigt wird. Selbst wenn neue Tripartite-Gesetze erst Anfang 2024 zur Abstimmung kämen, könne man die Hilfen rückwirkend gewähren. So ähnlich wie das mit dem neuen Gehälterabkommen für den öffentlichen Dienst geschieht.

Freilich sind die Modalitäten zur Auszahlung von Beamtengehältern ein paar Grade weniger komplex als Energiepreisbremsen. Diese sind schließlich keine Geldleistungen, sondern werden bei den Energieversorgern verbucht, die nicht umhin kommen könnten, zunächst wieder hohe Preise zu nehmen. Mit allen Auswirkungen, die das hätte. Hinzu kommt: Eine nahtlose Verlängerung der Unterstützungen muss jeder Regierung gelegen kommen, selbst wenn die Vorgängerin das temporär beschließt: Retroaktive Leistungen würden nichts an der Inflationsentwicklung in der Zeit ändern, in der es keine Hilfen gäbe. In anderen Worten: In dem Fall könnte die nächste Regierung, kaum im Amt, ein paar Index-Tranchen entgegensehen müssen. Eben das ist mit „Inflationsschock“ gemeint.

Wahrscheinlich liegt es vor allem daran, dass vom Staatsministerium unumwunden in Aussicht gestellt wird, wenn es sein muss, werde der Premier tätig. Zwar hätte eine Tripartite mitten im Wahlkampf ihre Risiken. Es wäre nicht garantiert, dass die Koalitionspartner zusammenhalten. Die anderen Parteien dürften von der Gelegenheit zu profitieren versuchen. Gewerkschaften und UEL könnten neue Forderungen stellen. Aber mit genug Argumenten für die Unausweichlichkeit einer Energiepreis-Tripartite in der Krise hätten die Regierung und DP, LSAP und Grüne am Ende wahrscheinlich nur zu gewinnen beim Wähler. Vor allem die Partei mit dem Premier.

Ein politisch interessantes Detail um die Verlängerung von *Solidaritätspak 2.0*-Maßnahmen ist das Timing: Wird schon in vier Monaten genug Klarheit darüber herrschen, wie die Gas-Weltmärkte sich wahrscheinlich entwickeln? Vielleicht nicht. Dann könnte es eng werden mit dem „Sputt“ für noch ein kleines Steuergeschenk der DP vor den Wahlen. Dann bliebe der Partei von Premier und Finanzministerin nur, sich ganz der Krisenmanager-Rolle hinzugeben. Xavier Bettel scheint sich darauf schon eingestellt zu haben. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

## Arglistige Täuschung

Vor 30 Jahren war das Solarmobil ein „projet d'établissement“ der Limpertsberger Handwerkerschule. Henri Kox war ein beteiligter Lehrer. Der Diplomingenieur machte sich mit dem Solarmobil einen Vornamen. Den Nachnamen hat er von seiner Mutter. Elisabeth Kox-Risch war die christlich-soziale Jeanne d'Arc im Kampf gegen die Atomkraft.

Das mögen grüne Wählerinnen. 2004 wird Henri Kox ins Parlament gewählt. Im stockkonservativen Ostbezirk. Acht Jahre lang ist er Bürgermeister von Remich. Bis Piratenpartei und *Lëtzebuerg Privat* eine Schmähkampagne organisieren.

2019 erleidet Minister Felix Braz einen Schlaganfall. So kommt Herr Kox in die Regierung. Die Parteikollegen halsen ihm die undankbarsten Ressorts auf: Innere Sicherheit, Wohnungsbau, vorübergehend Verteidigung. Henri Kox lächelt freundlich. Auch ein wenig überfordert.

2020 bringt Minister Kox den Gesetzentwurf einer Mietreform ein. Sie beschäftigt sich mit Wohngemeinschaften, Immobilienagenturen, Mietgarantien, *Cafészëmmeren*. Das Wichtigste rührt sie nicht an: die hohen Mieten.

Ein Mietgesetz kann dem Mieterschutz dienen. Um die Reproduktionskosten der Arbeitskraft zu bremsen. Es kann dem Vermieterschutz dienen. Um Ertragschausbesitzern eine feste Rendite zu sichern. Eine gesetzliche Mietbegrenzung kann nach der Renditenerwartung der Vermieter festgelegt werden. Oder nach der Kaufkraft der Mieter. Bisher geschah es stets nach Ersterer.

Ein Ministerialerlass vom 16. Februar 1955 setzt den „taux de l'intérêt normal devant servir de base pour le calcul du loyer“ fest. Auf „5% l'an“ des versteinerten Kapitals. Die fünf Prozent gelten bis heute. Auf dem Papier. Die Mietreform von 2006 erlaubt Neubewertungen des Kapitals und Abschläge für Altbauten. Henri Kox wollte daran nichts ändern.

Bis er vor drei Monaten Änderungsanträge zu seinem Entwurf einbrachte. „[L]e capital investi est réévalué de façon plus cohérente avec l'évolution du marché“, erklärt der Motivenbericht. Ein „Marktgesetz“ ist, wenn das Gesetz sich dem Markt fügt. Die Rendite soll auf 3,5 Prozent gesenkt werden. Auf dem Papier. Aber „[l]e coefficient de réévaluation est fixé annuellement et déterminé en fonction de l'évolution de l'indice des prix de vente en valeur nominale des logements“.

Die zulässige Rendite soll nicht mehr am investierten Kapital gemessen werden. Sondern an den aktuellen Marktpreisen. Vermieter sollen nicht mehr im Verhältnis zum vorgeschossenen Kapital verdienen. Sondern für die landesweit steigenden Mieten belohnt werden. Mit einer sich selbst verstärkenden Preisspirale. Unter Index-Gegnern: „autoallumage“.

Henri Kox tut, was ein liberaler Wohnungsbauminister zu tun hat. Er verteidigt die Bereicherungsfreiheit

Herr Kox tut, was ein liberaler Wohnungsbauminister zu tun hat. Er verteidigt die Bereicherungsfreiheit. Er bürdet sich die Sünden des freien Markts auf – die teuren Grundstücke, die fehlenden Wohnungen, die steigenden Mieten. Im Neujahrsinterview distanziert sich Premier Xavier Bettel vom Sündenbock: „Déi Decisiounen an déi Kommunikatioun, déi mer gemaach hunn, [waren] net déi opportuunst.“ DP-Wähler investieren gerne „an de Steen“. Sie ziehen unauffällige Mieterhöhungen vor. Sie halten den Minister für ungeschickt.

Auch LSAP-Präsidentin Francine Closener hält sich den Sündenbock vom Leib: Ihre Partei habe „ganz grouss Probleemer“ mit den grünen Änderungsanträgen (*RTL*, 4.1.). Die Änderungsanträge wurden im Oktober von den LSAP-Ministern gutgeheißen. Sie hatten sie bloß nicht gelesen oder nicht verstanden. Am vergangenen Freitag schimpften LSAP-Politiker: „[C]e consentement donné par les représentants de notre parti lors de la réunion du conseil gouvernemental, est un consentement vicié par un dol politique, provoqué par la communication ambiguë de Monsieur le Ministre.“

Hat Henri Kox seine Regierungskollegen arglistig getäuscht? Oder hat er seiner Verwaltung blind vertraut? Und deren Änderungsanträge ebenso wenig gelesen oder verstanden wie die LSAP. ● Romain Hilgert



Die grünen Parteikollegen halsten Henri Kox die

undankbarsten Ressort auf: Innere Sicherheit,

Wohnungsbau, vorübergehend Verteidigung



# The Golden City

Luc Laboulle

## Seit 77 Jahren regiert die LSAP die Stadt Düdelingen. Wie konnte es dazu kommen? Und wie lange kann das noch so weitergehen?

**Kuba** Es sei ein Entwicklungsprojekt des Escher Jongelycée mit Kuba gewesen, das ihn vor 30 Jahren als Schüler dazu bewegt habe, den Sozialisten beizutreten, erzählt der Düdelinger Bürgermeister, Abgeordnete und LSAP-Ko-Präsident Dan Biancalana (45) am Dienstagmittag im Sitzungssaal des Schöffenrats im Rathaus. Als die kubanischen Revolutionäre 1959 den Diktator Batista stürzten, um einen sozialistischen Staat zu errichten, regierte die LSAP schon 13 Jahre mit einer absoluten Mehrheit in der „Forge du Sud“. Bis heute hat sich daran nichts geändert. Damit nimmt Düdelingen selbst im traditionell „roten“ Süden eine Sonderstellung ein.

Doch wie konnte es zu dieser seit nunmehr 77 Jahren andauernden Alleinherrschaft der LSAP kommen? Die absolutistischen Weichen legte wohl der paternalistische Schmelzherr und spätere Arbed-Generaldirektor Emile Mayrisch, der schon früh in Düdelingen sein eigenes New Lanark errichtete. Für die Stahlarbeiter baute er Wohnungen, ein Sanatorium und ein Krankenhaus, sicherte sie sozial ab, richtete Kantinen und *Economaten* ein. „C’était un homme généreux, mais il n’hésitait pas à priver de ces bienfaits ceux qui lui manquaient de reconnaissance, s’opposaient à ses ordres ou adhéraient à un syndicat“, schreibt der Historiker Henri Wehenkel (*d’Land*; 11.01.2019). Zu Beginn des 20. Jahrhunderts sei die Düdelinger Arbeiterschaft noch von ihrer bäuerlichen Herkunft geprägt und von der Schmelz und der Kirche beherrscht gewesen. 1919 unterstützte sie die revolutionären Bestrebungen von Teilen des Linksblocks zur Ausrufung einer Republik nicht und auch beim Referendum von 1919 sprachen sich – anders als in Rümelingen und Esch/Alzette – über 70 Prozent der Düdelinger für die Beibehaltung der Monarchie aus. Zwar stellte die Stadt mit Nic Biever, der 1920 hauptamtlicher Sekretär des vor allem bei katholischen Arbeitern beliebten Luxemburger Berg- und Metallindustriearbeiter-Verbands wurde, einen bedeutenden Gewerkschafter, der 1924 in den Gemeinderat und ein Jahr später in die Abgeordnetenversammlung gewählt wurde. Regiert wurde Düdelingen bis 1945 aber von der Rechtspartei.

Nach dem Zweiten Weltkrieg sollte sich das ändern. Die paternalistische Herrschaft der LSAP begann 1946, als mit dem Resistenzler und Abgeordneten Jean Fohrmann erstmals ein LAV-Gewerkschafter und Sozialist Bürgermeister wurde. Fohrmann, der Düdelingen fast 20 Jahre lang regierte, war nicht nur politisch und gewerkschaftlich aktiv, sondern auch im Vereinsleben der Stadt tief verankert. Gleiches gilt

**Seit Jahrzehnten ist die LSAP alleiniger Ansprechpartner für Bürger/innen, die von der Gemeinde einen Gefallen wollen oder etwas von ihr brauchen. Viele Schlüsselpositionen hat sie mit Parteimitgliedern oder Vertrauten besetzt**

für seinen Nachfolger, den Fußballer René Hartmann (1965–1973). Nicolas Birtz (1973–1984) – ebenfalls Fußballer – war der erste Bürgermeister, der keine direkte Verbindung zum LAV beziehungsweise zum OGBL hatte, anders als Louis Rech (1985–1993), der erste Düdelinger Bürgermeister mit italienischen Wurzeln. Konnte die LSAP seit Anfang der 1960-er Jahre Stimmenanteile von bis zu 67 Prozent verzeichnen, verlor sie in den 1980-er Jahren kontinuierlich an Zustimmung. 1993, als die Grünen erstmals auf zwei Sitze kamen, fiel sie auf 46 Prozent und konnte ihre absolute Mehrheit nur dank eines Restsitzes behalten. Rettung nahte mit dem damaligen „Coming man“ Mars Di Bartolomeo, der Rech als Bürgermeister ablöste. 1999 konnte die LSAP ihr Resultat wieder verbessern. Als Di Bartolomeo 2004 Minister wurde, löste ihn Jean Fohrmanns Enkel Alex Bodry ab, der bereits Regierungserfahrung gesammelt hatte. 2005 kam die LSAP zwischenzeitlich wieder auf 60 Prozent, verlor aber seitdem stetig. Mit Dan Biancalana, der das Amt 2014 von Bodry übernahm, kam die LSAP 2017 nur noch auf 50,3 Prozent, die beiden zusätzlichen Mandate, die der Gemeinde wegen der Überschreitung der 20 000-Einwohner-Grenze zustanden, konnte die CSV erobern. Trotzdem konnte die LSAP ihre absolute Mehrheit erneut verteidigen.

Das wollen sämtliche Oppositionsparteien künftig ändern. Zu lange herrsche die LSAP alleine, das sei ungesund, heißt es sowohl von der CSV als auch von den Grünen und der Linken. Andere Parteien sind

in der viertgrößten Stadt Luxemburgs nicht vertreten: Die DP ist seit 2005 (als sie den Einzug in den Gemeinderat verpasste) nicht mehr angetreten, ob sie dieses Jahr genug Kandidat/innen findet, weiß sie noch nicht. Die ADR konnte ihren 2011 gewonnenen Sitz 2017 verteidigen, doch ihr Mandatsträger Vic Haas, ein Düdelinger Urgestein, hat die Partei 2019 verlassen. Seitdem agiert der unabhängige Rat eher als Mehrheitsvertreter, seit 2020 gibt er als einziger Nichtsozialist der Haushaltsvorlage seine Zustimmung. Deshalb wird in Düdelingen gemutmaß, er habe sich inzwischen der LSAP angeschlossen.

**Volkspartei** In all den Jahren hat die LSAP es geschafft, eine breite Basis aufzubauen. Auch nach dem Niedergang der Stahlindustrie, dem damit einhergegangenen Strukturwandel und der Desyndikalisierung (*Embourgeoisement*) konnte sie ihren gesellschaftlichen Einfluss vor allem durch ihre Präsenz in den Vereinen aufrechterhalten. Seit Jahrzehnten ist sie alleiniger Ansprechpartner für Bürger/innen, die von der Gemeinde einen Gefallen wollen oder etwas von ihr brauchen. Viele Schlüsselpositionen hat sie mit Parteimitgliedern oder Vertrauten besetzt. Der Gemeindesekretär ist ein Urenkel des ersten sozialistischen Abgeordneten und früheren Rümelingen Bürgermeisters Jean-Pierre Bausch; das Kulturzentrum Opderschmelz wird geleitet von Louis Rechs Enkel John, Leiter des *Service culturel*, der 2018 für die LSAP bei den Kammerwahlen antrat; seine Vorgängerin Danielle Igniti war Präsidentin der Femmes socialistes; City Manager ist Claude Leners, Vater des LSAP-Hoffnungsträgers Max Leners. Und der freischaffende Fotograf Marc Lazzarini, der für den Schöfferrat PR-Bilder schießt, saß von 2014 bis 2017 für die LSAP im Gemeinderat – was zur Folge habe, dass Politiker/innen, die nicht der LSAP angehören, nur selten auf den offiziellen Fotos auftauchten, bestätigen sämtliche Oppositionsparteien übereinstimmend.

Die jahrzehntelange sozialistische Herrschaft spiegelt sich auch in der Zusammensetzung des Gemeinderats wider. Sowohl Schöffin Josiane Di Bartolomeo-Ries als auch Gemeinderätin Martine Bodry-Kohn sind mit früheren Bürgermeistern verheiratet, Romy Rech, der bis 2017 im Gemeinderat saß und vorübergehend Schöffe war, ist der Sohn von Ehrenbürgermeister Louis Rech. Gemeinderat Alain Clement ist gleichzeitig Präsident des Düdelinger Geschäftsverbands. Außer einigen Oppositionsrät/innen scheinen diese Verstrickungen in Düdelingen bislang niemanden ernsthaft zu stören.

Dass die LSAP sich so lange an der Macht halten konnte, hat aber noch andere Gründe. In Düdelingen sei die LSAP stets gemäßig gewesen und als Volkspartei aufgetreten, erklärt Alex Bodry. In ihre Schöfferratserklärung habe sie immer auch Vorschläge der Opposition aufgenommen und sei programmatische Kompromisse eingegangen: Aus der von CSV und Grünen vorgeschlagenen Fußgängerzone machte die LSAP ein Shared Space, aus ihrer Idee eines autofreien Viertels wird eine autofreie Straße.

Tatsächlich wird den Sozialisten von der Opposition attestiert, vieles richtig gemacht zu haben. Anders als Esch/Alzette oder Differdingen hat Düdelingen die Stahlkrise rasch überwunden und den Wandel zu einer postindustriellen Gesellschaft ohne große Schwierigkeiten bewältigt. Das war sicherlich nicht nur der Düdelinger LSAP zu verdanken. Schon Anfang der 1980-er Jahre, bevor die Schmelz geschlossen wurde, siedelte die Regierung größere Betriebe in der nationalen Industriezone zwischen Düdelingen und Bettemburg an. Auch in den vergangenen Jahren ist es der Regierung und den Verantwortlichen der beiden Gemeinden gelungen, neue Firmen anzuziehen, auch wenn die Ansiedlung des Großbetriebs Fage am Widerstand der Grünen scheiterte.

**Segregation** Es ist vor allem die sozio-ökonomische Zusammensetzung der Bevölkerung, die Düdelingen von den anderen großen Industriestädten im Minett unterscheidet. Das Bildungsniveau ist höher als in Esch und Differdingen, das Medianeinkommen auch; der Anteil an Revis-Empfänger/innen ist geringer, die Arbeitslosenquote ebenfalls. Nicht zuletzt haben in Düdelingen über 60 Prozent der Einwohner/innen die luxemburgische Nationalität (in Esch und Differdingen sind es um die 45 Prozent), die portugiesische Gemeinschaft macht nur ein Fünftel der Bevölkerung aus (in Differdingen ist es ein Drittel). Die Düdelinger selbst – unabhängig von ihrer parteipolitischen Zugehörigkeit – führen diese Umstände auf die starke Identifikation der „autochtonen“ Bevölkerung mit ihrer Stadt zurück. Düdelingen sei ein Dorf, der gesellschaftliche Zusammenhalt und die soziale Kontrolle seien den Einwohner/innen wichtig, sagt die Kinderärztin Michèle Kayser-Wengler, Sprecherin der CSV im Gemeinderat und voraussichtlich alleinige Spitzenkandidatin für die anstehenden Kommunalwahlen. Nicht umsonst heiße es „eemol Diddelenger, emmer Diddelenger“, erklärt Bürgermeister Biancalana. Die durchschnittliche Wohndauer liege in Düdelingen bei 25 Jahren, viele junge Menschen, die in der Stadt aufgewachsen sind,

würden dort bleiben oder nach ihrem Studium zurückkehren. Das liegt wohl auch daran, dass die Gemeinde viel für Jugendliche tut. Vor 20 Jahren baute sie mit ihnen zusammen den Skatepark „Schmelz“, der zu einem Anziehungspunkt in der gesamten Minettregion wurde. Ein partizipatives Projekt ist auch der Kreativort VeWa, der in einer Industriehalle eingerichtet und im Mai eröffnet wurde.

Die Kehrseite der Medaille ist, dass die Wohnspreise – insbesondere für Einfamilienhäuser in der kleinbürgerlichen Nordhälfte Düdelingens – wesentlich höher als in den meisten anderen Städten im Minett sind. Das führe zu „Segregation“, weil Familien aus unteren Einkommensschichten sich kaum noch etwas in Düdelingen leisten könnten, unterstreicht die Architektin Semiray Ahmedova, Abgeordnete der Grünen und seit zwei Jahren neben Monique Heinen Mitglied im Gemeinderat. Abhilfe soll nun das neue Viertel Nei Schmelz schaffen, das der Fonds du Logement auf der Industrierache an der Grenze zu Frankreich baut. Fast 1 600 Wohneinheiten sollen in den nächsten 15 Jahren hier entstehen. Das Projekt wurde vor über zehn Jahren vorgestellt, ohne dass bislang auch nur ein Bagger gerollt ist. Offenbar lag das daran, dass der Staat und der Eigentümer der Brache, Arcelor-Mittal, sich nicht einig wurden, wer für die Dekontamination des Bodens aufkommen soll. Diese Kosten übernimmt nun der Fonds du Logement, allerdings wird die verseuchte Erde nicht wie üblich abgetragen, sondern es wird ein Meter aufgeschüttet. Die beiden Finanzierungsgesetze wurden im März 2022 von der Kammer angenommen, noch vor den Wahlen sollen die Arbeiten beginnen.

Wegen der Wohnungsnot hätte ihre Partei sich gewünscht, dass das Viertel Nei Schmelz etwas dichter bebaut werden würde als derzeit geplant, sagt ihrerseits die Ko-Parteisprecherin von déi Lénk, Carole Thoma, die voraussichtlich Ko-Spitzenkandidatin in Düdelingen wird und ihre Mutter Tessy Erpelding im Gemeinderat ablösen könnte. Doch Bürgermeister Biancalana weist das mit dem Hinweis zurück, dass das Verkehrsaufkommen zu hoch werde, wenn noch dichter gebaut werde. Die Mobilität ist bereits seit Jahren das Hauptthema in der Schmiede des Südens. Über kaum etwas anderes können die Düdelinger sich so leidenschaftlich aufregen wie über die Blechlawinen, die zu den Hauptverkehrszeiten durch das Dorf rollen. Die beiden Bahnübergänge, die dafür mitverantwortlich sind, sollen irgendwann verschwinden. Im neuen allgemeinen Bebauungsplan ist das vorgesehen, ein Zeitplan steht indes noch nicht fest. Auch der öffentliche Transport bereitet den Düdelingern Sorgen. Direktzüge in die Hauptstadt sollen frühestens 2030 fahren, wenn die Gleise nach Bettemburg an verschiedenen Stellen ausgebaut sind. Verkehrsminister François Bausch (Grüne) hat auch einen *bus à haut niveau de service* über Belval nach Péttingen versprochen, doch da wollten eigentlich nur die wenigsten Düdelinger hin, sagt Michèle Kayser-Wengler. Sie hätte gerne eine Tram nach Bettemburg, dann sei auch das Problem mit den Bahnübergängen gelöst. Doch die LSAP halte das für keine gute Idee, weil dann die Düdelinger doch wieder in Bettemburg auf die Bahn umsteigen müssten, um in die Stadt Luxemburg zu kommen, entgegnet der Bürgermeister.

**Schnessen** Ansonsten stößt sich die Opposition vor allem an Details. Grundsätzlich sind im Düdelinger Gemeinderat aber alle der Ansicht, dass es sich in ihrem kleinen 21 000-Einwohner Städtchen ganz gut leben lässt. Das kulturelle Angebot sei reichhaltig, die Hauptgeschäftsstraße wesentlich belebter als in vergleichbaren Gemeinden, an Wald- und Naherholungsgebieten fehle es nicht. Im Dorf gebe es noch kleine Läden, mehrere Bäcker, schöne Cafés und gute Restaurants. Donnerstags auf dem Markt begegne man immer „ee fir ze schnessen“ und Kriminalität sei nur ganz selten ein Thema.

Viele gute Gründe, die Sozialisten abzuwählen, gibt es demnach nicht. Die sieben Hausherrn haben ihre Stadt in den vergangenen 77 Jahren mit viel Feingefühl regiert. Allerdings gehen in Düdelingen alle fest davon aus, dass Dan Biancalana im Oktober Minister wird: Vorausgesetzt er schafft es, die absolute Mehrheit in seiner Heimatgemeinde noch einmal zu verteidigen. Dass die LSAP in die Regierung kommt, steht in Düdelingen außer Frage. Anders als seine Vorgänger hat Biancalana es bislang verpasst, einen Nachfolger aufzubauen. Sein erster Schöffe Loris Spina (50) gilt als ungeeignet beziehungsweise als zu bescheiden, um die Gemeinde zu leiten. Mit Josiane Di Bartolomeo-Ries (57) könnte erstmals eine Frau die Geschicke der Stadt übernehmen. Obwohl sie durchaus als kompetent eingeschätzt wird, halten ihr (andere) Feministinnen vor, mit dem Nachnamen ihres in Düdelingen noch immer sehr prominenten Ehegatten in den Wahlkampf zu ziehen. Doch wer weiß: Vielleicht tut sich in den nächsten Monaten ja noch eine junge Sozialistin oder ein Sozialist hervor, die/den niemand auf der Rechnung hat. Schwierigkeiten, um genug Kandidaten zu finden, hatte die *Diddelenger* LSAP jedenfalls nicht. Ihre Liste hat sie (als bislang einzige Partei) schon Mitte November vorgestellt. Sie ist so divers und ausgewogen, dass die anderen vor Neid nur erblassen können. ●



Die Stadt Düdelingen ist eigentlich ein Dorf





# Another brick in the wall

Sarah Pepin

**Die Zahl der Familien, die ganz auf Homeschooling umsteigen, nimmt zu. Ein Randphänomen, an dem sich dennoch gesellschaftliche Klüfte zeigen**

Wenn die anderen Schüler müde in die Schule schlürfen, steht Sandro zwar auf, braucht sich aber nicht die Jacke überzuziehen und in die Kälte zu treten, um pünktlich um 8 Uhr die Bank zu drücken. Seine Mutter, Tifenn Eyraud, hat nach einigen Jahren Schulproblemen beschlossen, ihn aus der Schule zu nehmen, um dem Elfjährigen ein Jahr lang die Möglichkeit zu geben, seine Zeit selber einzuteilen und selbstbestimmter zuhause zu lernen. „Sandro hatte eine Art Schulphobie entwickelt, er hatte morgens Angstzustände“, erzählt die Urbanistin. Er habe sich in der Schule öfter gelangweilt, weil er den Mitschülern ein wenig voraus gewesen sei, behauptet sie. Der Elternurlaub für ihren zweiten Sohn erschien ihr als passender Zeitpunkt, Homeschooling für ein Jahr auszuprobieren. Ein typischer Tagesablauf sieht in ihrer Familie zurzeit folgendermaßen aus: Sandro geht morgens seinen Interessen nach, lernt eigenständig mit den Schulbüchern, schaut sich auch mal einen Dokumentarfilm über Natur oder Wissenschaft an, oder nutzt beim Kochen die Umrechnungen als Rechenaufgabe. Zweimal die Woche kommt ein Tutor für Deutschkurse, jeden Tag wird Sport und Musik im Verein gemacht, und nachmittags stehen Aktivitäten an, etwa ein Museumsbesuch oder ein Waldspaziergang. Sandros Mutter berichtet, er sei ruhiger geworden und würde sich freuen, morgens aufzustehen.

Homeschooling bleibt im derzeit laufenden Schuljahr mit 157 zuhause unterrichteten Kindern im Grundschulalter, im Vergleich zu den rund 60 000 Kindern, die in eine private oder öffentliche Grundschule gehen, ein Randphänomen. Dennoch nimmt es zu: 2017 waren es noch 110 Kinder. In angelsächsischen Ländern wie den Vereinigten Staaten und Großbritannien ist Homeschooling weiter verbreitet. Die gesetzlichen Rahmen variieren weltweit, in Deutschland und Schweden beispielsweise ist es illegal. Eltern, die ihre Kinder im Grundschulalter in Luxemburg zuhause unterrichten wollen, müssen lediglich einen Antrag an die schulische Regionaldirektion schicken, in dem sie ihre Motivation erläutern und ein Gespräch mit dem zuständigen Inspektor führen. Das Bildungsministerium ist dann für die Kontrolle zuständig, es soll überprüfen, ob die Kinder Lernfortschritte machen und die vom Lehrplan definierten Kompetenzsockel erreichen. Ist dies nicht der Fall, wird der *intérêt supérieur* des Kindes nicht respektiert, kann das Kind gezwungen werden, die Schule wieder zu besuchen. Für Kinder und Jugendliche im Sekundarschulalter verläuft es ähnlich, die Anfragen werden dort allerdings direkt an das Bildungsministerium geschickt. Die Qualität des Heimunterrichts, den derzeit 48 Schüler/innen in diesem Alter genießen, wird laut Bildungsministerium vom Sekundarschuldienst überprüft – ebenso wie „das Umsetzen der Schulmission“.

Seit der Verfassung von 1848 besteht eine allgemeine Schulpflicht, der Bildungsminister Claude Meisch (DP) beabsichtigt, sie von 16 auf 18 Jahre heraufzusetzen, um die Jugendarbeitslosigkeit zu bekämpfen. Das Recht auf Homeschooling gibt es seit 1912 – deshalb müsste eigentlich eher von einer Bildungspflicht die Rede sein, da das Lernen auch zuhause stattfinden darf. Das damalige Gesetz hielt die Einschränkung fest, dass die Kinder von maximal drei Familien gemeinsam unterrichtet werden durften. Im überarbeiteten Schulgesetz von 2009 wurde das Recht neu verankert, derzeit ist das neue Gesetz zur Schulpflicht auf dem Instanzenweg. Nachdem dieses Gesetz in Kraft getreten ist, soll eine An-

*Die Überlegungen mancher Homeschooling-Eltern kann man einerseits als Umkehr auf eine auf Leistungsdruck orientierte Gesellschaft verstehen, vielleicht auch als Reaktion auf einen vor zwei Generationen noch völlig normalen, autoritären Erziehungsstil*

passung des Gesetzestextes zum Homeschooling stattfinden, die kein Motivationsschreiben der Eltern mehr vorsieht, jedoch von ihnen verlangt, ein pädagogisches Konzept vorzulegen, in dem sie darstellen, was sie beim Heimunterricht vorhaben. Die Bildung, die den Kindern zuhause zuteil wird, müsse immer mit den Werten des Schulsystems und unserer Gesellschaft übereinstimmen, heißt es aus dem Bildungsministerium. Sei das nicht der Fall, würde eine Anfrage auf Homeschooling abgelehnt.

Die Gründe, sein Kind zuhause zu unterrichten, rangieren neben gesundheitlichen Auffälligkeiten zu fundamentaler Kritik am (Schul)-System, hin zu religiösen oder moralischen Überzeugungen oder schlicht dem Glauben, ein besseres pädagogisches Konzept zu haben. Generell wird ein größerer Fokus auf das Wohlbefinden des Kindes gelegt, auf seine Autonomie und seinen Rhythmus. Dem Selbstverständnis der Eltern nach wird gelebtes, informelles Lernen, das auf Erfahrungen beruht, dem formalen Unterricht vorgezogen. Manche Homeschooler-Eltern sehen sich jedoch nicht als Lehrperson ihrer Kinder. Unterscheiden lässt sich dabei zwischen jenen, die zuhause stärker als Lehrkraft fungieren und am Küchentisch unterrichten, und jenen, die das sogenannte *unschooling* praktizieren, wo Bildung durch selbstgewählte Alltagsaktivitäten, freies Spiel und Haushaltsverantwortungen stattfindet. „Es gibt Kinder, für die funktioniert die Schule in ihrer derzeitigen Form mit einem prädefinierten Stundenplan nicht“, moniert Tifenn Eyraud. Ihr Sohn habe viel von seiner Leidenschaft fürs Lernen, seiner natürlichen Neugierde und seiner Kreativität eingeblüht. Sie beklagt, es gebe nicht genug alternative, öffentliche Schulmodelle, die dem Rhythmus der Kinder angepasst werden konnte. Auch Katy Zago, Mitbegründerin der im Jahr 2013 gegründeten *Association luxembourgeoise pour la liberté de l'instruction* (Alli), hatte sich aus Mangel an Optionen für Homeschooling entschieden. Nach zehn Jahren wollte ihre Tochter dann in die Schule, die sie seit vier Jahren zufrieden besucht. Luxemburgisch spricht sie trotz elterlicher Bemühungen nicht. Expats, die Anfragen an den Verein Alli stellen und beabsichtigen, ihr Kind zuhause zu unterrichten, würden über die möglichen Schwierigkeiten bei der sprachlichen Integration informiert, sagt Katy Zago.

Was Eltern ihrem Kind außerhalb einer schulischen Institution bieten können, hängt zum großen Teil mit ihrem eigenen sozio-ökonomischen Hintergrund zusammen. In diesem Sinne muss Homeschooling in Bezug auf Privilegien und Ressourcen reflektiert werden, mit der Möglichkeit, sich die Arbeit flexibel im Homeoffice oder in Teilzeit einteilen zu können, mit dem finanziellen und kulturellen Kapital, über das Familien verfügen. Auch kann man die Überlegungen mancher Homeschooling-Eltern einerseits als Umkehr auf eine auf Leistungsdruck orientierte Gesellschaft verstehen, vielleicht auch als Reaktion auf einen vor zwei Generationen noch völlig normalen, autoritären Erziehungsstil. Sie berufen sich beispielsweise auf den amerikanischen Psychologen Peter Gray, der das sogenannte *self-directed learning* etabliert hat, und sind der Meinung, dass extrinsische Motivationen, wie das Bildungssystem sie durch Aufgaben und Noten auferlegt, also Pflicht und Zwang, nicht nachhaltig funktionieren können.

„Dass alle Kinder lesen, schreiben und rechnen lernen sollen, steht nicht zur Debatte. Nur wann, auf welche Weise und unter welchem Druck, ist die Frage“, sagt Georges Pfeiffenschneider. Er hat dreißig Jahre an öffentlichen Grundschulen unterrichtet und das Projekt Ludus (Léieruert für Demokratie, Uechtsamkeit a Selbstbestimmung) mitbegründet. Es existiert seit zwei Jahren und ist zum Ort für selbstbestimmtes Lernen für Homeschooler geworden. Momentan werden dort neun Kinder im Alter zwischen fünf und zwölf Jahren von einem Erwachsenen bei den von ihnen gewählten Aktivitäten begleitet. Es gibt einen Garten und einen Spielplatz, die Möglichkeit, an einem Kurs teilzunehmen, wenn jemand etwas Bestimmtes lernen will, selbst Kurse oder Workshops zu geben, es wird gebastelt und Puppentheater gespielt, und – auch aus finanziellen Gründen – gemeinsam geputzt. Rollenspiele sind momentan obligatorisch, da sie zur Konfliktlösung beitragen. Das Ludus ist zu den gängigen Schulzeiten geöffnet, in den Schulferien geschlossen und Eltern zahlen einen monatlichen Mindestbetrag von 450 Euro für ein Kind. Der Ursprungsgedanke der Ludus-Gründer liegt allerdings darin, eine demokratische Schule für selbstbestimmtes Lernen (wie es sie zum Beispiel in Großbritannien in Form der Summerhill School gibt) für eine größere Anzahl an Kindern zu gründen. Doch in Luxemburg fehlt dafür bisher der legale Rahmen.

Georges Pfeiffenschneider sieht Homeschooling aufgrund der Isolation der Kinder nicht als ideal. Darin liegt einer der Hauptkritikpunkte am Heimunterricht. Dieses Argument wehren Eltern allerdings ab, geben an, es wäre zwar mit mehr Anstrengung verbunden, den sozialen Kontakt herzustellen, doch die Kinder würden immer Zeit mit Gleichaltrigen und auch anderen Alterspartnern verbringen, durch Musikurse, Sport, oder Festivals mit anderen Homeschooling-Familien, die in Ausnahmefällen auch mal drei Monate dauern können. „Kinder entwickeln sich nicht in einem luftleeren Raum, wo alles möglich ist, sondern zwischen Anpassung und Freiraum, und werden so zu Bürgern und Bürgerinnen, die lernen, mit Normen umzugehen“, sagt der Familientherapeut und Präsident der Menschenrechtskommission Gilbert Pregno im Gespräch mit dem *Land*. Der Prozess, seinen Platz in der Gesellschaft zu finden, sei kein einfacher. Aber das Loslösen von der Familie erwiese sich als wichtiger Schritt auf dem Weg in die Selbstständigkeit. Seiner Meinung nach könnten die meisten Eltern den Gegenpol zum schulischen Leistungsdruck stellen,

wobei er nicht ausschließt, dass manche Kinder in spezifischen Situationen im Homeschooling besser aufgehoben sind.

Die Schule fungiert neben ihrer Bildungsfunktion, das haben Familien während der Covid-19-bedingten Schulschließungen festgestellt, auch als Aufenthaltsort für Kinder, während ihre Eltern ihrem Beruf nachgehen. Viele atmeten auf, als sie die Rolle des personalisierten Lehrers wieder hinter die Schulmauern verbannten konnten. Tatsächlich ist eine gewisse Distanz zwischen Eltern und Kindern ab einem gewissen Alter förderlich für die Entwicklung aller Beteiligten, meint Gilbert Pregno. „In der Schule als sozialem Gefüge lernen die Kinder unter sich, und nehmen so eine gewisse Distanz zum Elternhaus ein. Dass sie in der Schule ihren Platz finden müssen, dass sie verstehen, dass dort andere Regeln gelten als zuhause, ist für mich ein Gewinn“, sagt er. Die Schule sei heute weniger auf die Normierung der Kinder aus, als das vor fünfzig Jahren der Fall war. Der Unterricht sei reichhaltiger geworden, ein Reichtum, dem ein familiäres Umfeld nur schwer gerecht werden könne.

Woanders, etwa im indischen Bundesstaat Ladakh oder im bergigen Nepal, nehmen Kinder zum Teil lange, gefährliche Wege auf sich, um in einem Klassenzimmer an formalem Unterricht teilzunehmen. In dieser Zeit arbeiten sie nicht auf dem Feld oder in einer Fabrik, wie das auch in Luxemburg vor zweihundert Jahren noch die Norm war. Die ersten zaghaften Gesetze zur Schulpflicht trugen hierzulande im 19. Jahrhundert maßgeblich zur Abschaffung von familiärer Kinderarbeit bei, wie Archivmaterial aus der Presse belegt. Wenn die Institution Schule wie im Westen gesellschaftlich als Errungenschaft etabliert ist, ist es leichter, sie wieder in Frage zu stellen. Dass im Schulsystem vieles grundsätzlich schief läuft, die Schule Ungerechtigkeiten verstärkt, dass Kinder tatsächlich eine schwache Lobby haben und die Gesellschaft insgesamt kindesfreundlicher sein müsste, dürfte diese Tendenzen verstärken, und die Möglichkeit schaffen, in Extreme zu verfallen. Letztendlich ist die Freiheit, die manche Homeschooling-Familien ihren Siebenjährigen zusprechen, nämlich selbst zu entscheiden, ob sie in die Schule gehen wollen oder nicht, in vielerlei Hinsicht problematisch, da sie Konsequenzen von solch komplexen Entscheidungen selbst schlecht einschätzen können.

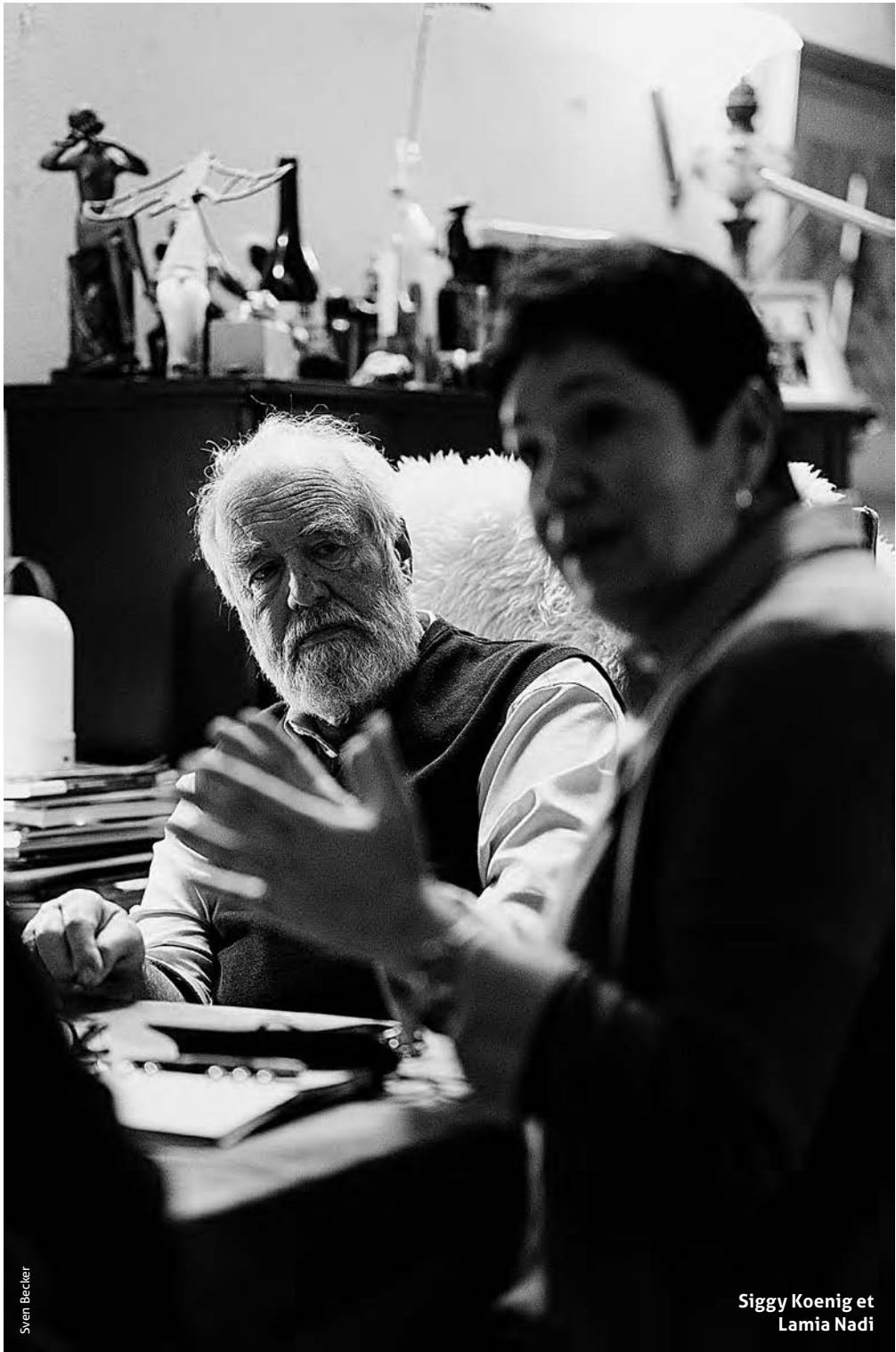
Wenn Staat und Eltern sich über den Begriff des Kindeswohls nicht einig werden, entscheidet die Justiz. In Deutschland gehen die Klagen von Homeschooling-Eltern vor hohen Gerichten meist so aus, dass vor der Entstehung von „Parallelgesellschaften“ gewarnt wird. Die dortige Schulpflicht ist mit einer strengen Anwesenheitspflicht verbunden, Verweigerern drohen Geldstrafen und im Extremfall der Entzug des Sorgerechts für die Eltern. In Frankreich hat Präsident Macron die Rechte von Homeschoolern aufgrund von Angst vor islamistischer Radikalisierung bis auf ein paar Ausnahmen strikt eingeschränkt, was einen großen Backlash aus der Homeschooling-Gemeinschaft zur Folge hatte, die sich zu Unrecht stigmatisiert fühlt. In Luxemburg erzählt ein Vater, der anonym bleiben will, von seinem 15-jährigen Sohn, der zuhause unterrichtet wurde und bei dem das Bildungsministerium beschloss, ihn aufgrund von Kompetenzmängeln und gegen seinen Willen zum Schulgang zu zwingen. Der Vater zieht nun vor Gericht, gegen das „Monopol des Staates, wenn es um Bildung geht“. ●



# Voiture balais

France Clarinval

**Après quatre ans au service des réfugiés arabophones les plus fragiles, l'association Eng Zukunft zu Lëtzebuerg cesse ses activités. Elle dresse un bilan qui mêle fierté et frustration**



Sven Becker

Siggy Koenig et Lamia Nadi



Ghassen Hbari a notamment collaboré à la rédaction d'un dictionnaire arabe-français-luxembourgeois

Hussein, Sara, Mohammad, Yakoub, Masso, Marwan, Saad, Orabi, Alaa... Près de 600 réfugiés, surtout en provenance de Syrie et d'Irak, ont été aidés, suivis et soutenus par Eng Zukunft zu Lëtzebuerg (EZZL) depuis sa création en 2019. Sara a dû fuir l'Irak où son seul tort est d'avoir aimé une femme, subissant la désapprobation violente de sa famille. Dans le foyer où elle résidait, elle était exposée aux mêmes préjugés. L'association l'a aidée à trouver un emploi AOT (autorisation d'occupation temporaire) auprès d'une fiduciaire et elle a quitté le foyer. Les parents et les cinq enfants de la famille Saad auraient dû quitter la maison que Caritas leur avait mise à disposition pour trois ans. Les aînés voulaient arrêter leurs études pour travailler et payer un loyer dans le privé. Pour éviter cela, EZZL est intervenu sur le plan psychologique et social. Le bail est maintenu une année supplémentaire, le temps de trouver une solution. Les enfants ont réintégré l'école. En racontant ces parcours, Siggy Koenig, président de l'association, ne verse pas pour autant dans l'angélisme. Toutes les histoires ne finissent pas bien : des dettes qui s'accumulent au point de risquer l'éviction du foyer, des problèmes de santé qui nécessitent des interventions lourdes, des procédures d'appel qui n'aboutissent pas, la tentation d'utiliser des faux documents, des moyens illicites ou de faire appel à des charlatans pour se sortir d'affaire. Autant d'écueils auxquels sont confrontés les « usagers » de EZZL et que les chargés de mission ont bien du mal à solutionner.

La création de EZZL est née à travers les cours de langue organisés par l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI). « Nous avons vu que, parmi les réfugiés arabophones, certains avaient de grandes difficultés, non seulement à apprendre le français, mais d'abord à comprendre le fonctionnement de notre pays, à s'orienter, à saisir nos usages », retrace le fondateur. Ancien professeur d'histoire et Premier conseiller au ministère de l'Éducation nationale à la retraite, Siggy Koenig était déjà l'auteur (avec Ghassen Hbari et Jeanne Steinmetzer) d'un dictionnaire arabe-français-luxembourgeois. Avec

*« Nous offrons un service gratuit et compétent, ce qui éloigne les réfugiés des prédicateurs douteux et des escrocs sans scrupules »*

Ghassen Hbari

d'autres personnes « sensibles à l'accueil et avec l'esprit d'entraide », il crée EZZL. À cette époque, il n'est plus tant question de répondre à l'urgence de l'arrivée de nombreux réfugiés, mais de leur permettre de se construire un avenir au Luxembourg comme le laisse entendre le nom de l'association. « Si certains bénéficiaires de protection internationale viennent de grandes villes avec un parcours académique élevé, pour d'autres, les écarts culturels constituent des obstacles majeurs à leur intégration et à leur autonomie », détaille-t-il. Dès sa création, EZZL reçoit le soutien de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte pour deux ans (qui seront prolongés de deux autres années) et embauche Ghassen Hbari. Il a déjà travaillé pour la Croix Rouge comme traducteur et médiateur interculturel. Il sera rejoint par Lamia Nadi, traductrice de formation. Ces deux chargés de mission sont vite assaillis de demandes, notamment lors de l'introduction du nouveau Revis.

Les collaborateurs et les bénévoles aident notamment les nouveaux habitants du pays à rédiger des lettres, à remplir des documents ou à entreprendre des démarches. Au fil du temps, de nouveaux besoins apparaissent qui vont au-delà de la traduction ou de l'accompagnement administratif. « Au quotidien, nous sommes là pour informer, prévenir, donner des outils pour comprendre les rouages du pays à des gens qui en sont très éloignés culturellement », détaille Lamia Nadi qui se voit comme « facilitatrice ». Elle donne pour exemple la question du courrier : « Les personnes qui font appel à l'association sont généralement peu éduquées, sont originaires des campagnes, ont exercé des 'petits' métiers. Elles n'ont pas l'habitude de gérer les choses par écrit et laissent les lettres s'accumuler sans rien faire. On leur explique simplement que s'il y a un lion rouge sur l'enveloppe, ils doivent l'ouvrir et faire en sorte de répondre, avec notre aide au besoin. » Ghassen Hbari rebondit sur le décalage social et décrit le cloisonnement et la promiscuité dans les foyers qui rendent les réfugiés particulièrement vulnérables : « Ils sont complètement démunis face à une société qu'ils ne comprennent pas et sont exposés aux manipulations de magouilleurs qui leur promettent des accès ou des passe-droit moyennant finance. Nous offrons un service gratuit et compétent qui les éloigne des prédicateurs douteux et des escrocs sans scrupules. » Par ailleurs, l'association constate que les informations généralement diffusées aux réfugiés sur le Luxembourg et les Luxembourgeois se limitent à des renseignements « utiles », sur des procédures administratives ou les possibilités des aides. En plus des conseils pratiques, EZZL met donc en avant les valeurs du Luxembourg, préconise le vivre-ensemble et donne des informations sur le pays, son histoire, ses coutumes, le tout dans un langage simplifié. Des fiches en arabe et en français, disponibles sur internet, permettent d'informer sur différents sujets. Les thèmes abordés vont de la géographie du pays au mariage et au divorce, en passant par la Schueberfouer, les sentiers de randonnée dans le Mullerthal, les Gromperekichelcher ou le Buergbrennen. « Ils savent qui est Charly Gaul »,

s'amuse Siggy Koenig. Ces informations constituent un recueil assez unique qui réunit le social, le sociétal et le culturel. Elles peuvent désormais être traduites dans d'autres langues pour être mises à disposition d'autres communautés de réfugiés.

Les motifs de fierté des membres de l'association sont nombreux. « Nous avons aidé plusieurs personnes à se mettre sur les rails de la vie luxembourgeoise avec un travail, un logement, des enfants scolarisés », sourit Lamia Nadi. Des petites interviews par vidéo en témoignent : Omran prépare un Diplôme d'aptitude professionnelle en électricité, Wissam a ouvert un restaurant, Ellen donne des cours d'informatique, Tawfiq est chauffeur de bus. Au moment de la pandémie, c'est l'association qui a communiqué en arabe toutes les décisions du gouvernement, a expliqué aux réfugiés qu'ils devaient se faire vacciner et les a enjoins à ne pas organiser des fêtes familiales réunissant un grand nombre de personnes. Les membres de EZZK veulent « parler vrai » « On ne veut pas traiter les réfugiés en victime ou en assistés. Il faut leur donner des objectifs, les pousser au résultat, les motiver et être derrière eux », martèle la traductrice. Mais il faut aussi remémorer les limites de la société luxembourgeoise : « On doit souvent rappeler que la polygamie est un délit, qu'on ne trouvera jamais à louer une habitation si l'on accumule les loyers impayés dans les foyers, que produire de faux documents est grave... Ces choses, il ne suffit pas de les écrire, il faut les dire à tout moment, à chaque occasion... avec empathie, patience et détermination ».

Cependant, tous constatent que les parcours d'intégration sont semés d'embûches et que les mailles du filet laissent de côtés les plus fragiles. Ghassen Hbari donne une image de la frustration face à certaines situations rencontrées : « On a parfois l'impression de creuser un trou dans l'eau. C'est sans fin. L'absence de maîtrise du français empêche de trouver un travail, ce qui bloque l'accès au logement, ce qui maintient les réfugiés dans les foyers où ils végètent. » Outre l'aide ponctuelle autour de questions précises, plusieurs

cas nécessitent un suivi soutenu, intensif et régulier. « Certains affichent une volonté de refaire leur vie au Luxembourg et de ne plus être dépendants de l'aide publique, mais, chaque fois qu'ils franchissent une étape, de nouveaux obstacles apparaissent. D'autres accumulent les déboires et oscillent entre amertume, rébellion et dépression dans laquelle ils risquent d'entraîner leur famille », constate l'association dans une présentation de ses activités. Siggy Koenig complète : « Les personnes que l'on aide n'ont pas d'autre choix que de continuer à vivoter dans des foyers. Certes, elles vivent en sécurité, ne meurent pas de faim, mais elles n'ont pas de perspectives. » Donner des perspectives aux adolescents est justement le but du programme « Génération Mustaqbal » (génération futur) que EZZL a mis en place avec le soutien de la Fondation Losch. « On pourrait simplement se dire qu'on laisse les adultes vivre en foyer, avec des aides, et qu'on attend la prochaine génération. Mais certains jeunes reproduisent les schémas dépressifs, frustrés et en colère de leurs parents », souligne l'ancien haut fonctionnaire. « La plupart, dans la guerre et la fuite, ont vécu les mêmes traumatismes que leurs parents et manquent de soutien appropriés. En plus, ils sont exposés au choc des cultures entre ce qu'ils vivent au lycée et le monde dans lequel ils sont plongés lorsqu'ils rentrent au foyer. C'est d'autant plus difficile qu'ils n'ont pas vraiment d'espace à eux, vivent dans la promiscuité et sans intimité », énumère Siggy Koenig. L'association organise pour des activités extrascolaires et les encourage à s'inscrire dans des clubs sportifs ou culturels. Elle récompense les meilleurs élèves et met en place des espaces de parole où exprimer leurs problèmes.

L'association alerte régulièrement les autorités sur le fait que l'intégration des réfugiés arabophones n'avance pas aussi bien qu'on aurait pu l'espérer. Elle suggère de faire évoluer la manière dont le français est enseigné, « trop lié à l'écrit, trop axé sur la grammaire, trop éloigné du vécu de ces gens », souligne Ghassen Hbari. Il relate l'histoire d'un réfugié du Yémen qui était gardien de chameaux dans le désert pendant 25 ans. Il suit assidûment les cours de français, mais ne progresse absolument pas. « Cet homme qui me dit 'je ne me suis jamais perdu dans le désert, mais je ne m'y retrouve pas dans cette ville', que voulez-vous qu'il fasse du subjonctif ? » Autre cheval de bataille, en vue d'une meilleure intégration, la reconnaissance des qualifications. « Beaucoup ont appris leur métier dans leur pays sur le tas, sans passer par des formations ou des écoles. Ici, on exige des certificats qu'ils n'ont pas. Il faut qu'ils puissent prouver leurs compétences d'autres manières. » Et le traducteur de revenir sur les déboires d'un coiffeur irakien qui a travaillé pendant sept ans chez lui et déjà plus de trois ans au Luxembourg. Il n'a pas obtenu d'autorisation d'établissement, faute de prouver qu'il connaît... la comptabilité. « Le risque est alors qu'ils produisent de faux documents en faisant confiance à des charlatans », suppose le chargé de mission.

Après quatre ans de travail, EZZL a annoncé juste avant les fêtes quelle cessait son activité. « Le conseil d'administration est essentiellement constitué de retraités. Le financement de l'Œuvre ne peut pas aller au-delà de ces quatre années et les collaborateurs ne peuvent pas continuer bénévolement. On a tous beaucoup donné en travail et en implication émotionnelle », justifie Siggy Koenig. Il estime qu'il est temps que le relais soit pris par d'autres : « Nous avons transmis nos conclusions aux pouvoirs publics, à eux de voir s'ils jugent utile et nécessaire de reconduire ces actions. » Certes d'autres services, notamment à la Croix Rouge et la Caritas, travaillent avec et pour les bénéficiaires de protection internationale, y compris arabophones. « Nous avons été la voiture balais qui ramasse ceux qui ne rentrent pas dans les cases, ceux pour qui les services se renvoient la balle en disant que ce n'est pas de leur ressort », soupire le président de l'association. Il estime que les réfugiés arabophones sont peu visibles dans le paysage luxembourgeois, d'autant il n'y a pas eu d'incident majeur et que les craintes de l'islamisme se sont atténuées avec le temps. Lamia Nadi lui emboîte le pas : « Nul n'est irremplaçable, mais il est clair que l'arrêt de notre projet va laisser un vide qu'on ne sait pas trop qui va combler ». Tous laissent planer l'idée que la non-intégration n'est pas seulement dommageable pour les réfugiés eux-mêmes mais pour la société dans son entier. « Sans le projet de EZZL, sans doute l'émergence d'une communauté composée de plusieurs milliers d'individus vivant ou survivant complètement en marge de la société luxembourgeoise passerait inaperçue... du moins pendant un certain temps. » ●



ISRAEL

# Regierung spaltet Gesellschaft

Judith Poppe

Die Gesellschaft ist gespalten – so wahr wie dieser Tage war diese Redewendung möglicherweise noch nie in der Geschichte Israels. Gerade mal zwei Wochen ist die neue Regierung, an der rechtsextreme und ultraorthodoxe Parteien beteiligt sind, im Amt, und es ist schwer, mit den Ereignissen Schritt zu halten, die das Land radikal zu verändern drohen.

Im Zentrum der israelischen Öffentlichkeit steht die geplante Justizreform, die der neue Justizminister Yariv Levin in der vergangenen Woche vorgestellt hat. Der Prozess, mit dem die Richter des Obersten Gerichts ernannt werden, soll verändert werden und der Regierung faktische Kontrolle über die Zusammensetzung des Obersten Gerichts verleihen.

Dramatische Folgen hätte außerdem ein Vorhaben unter dem sperrigen Namen „Außerkraftsetzungsklausel“. Sie würde es dem israelischen Parlament ermöglichen, das Oberste Gericht zu überstimmen, wenn dieses ein Gesetz als verfassungswidrig zurückweist. Der Schutz der Menschenrechte wäre vollständig vom Willen der Mehrheit abhängig – beziehungsweise vom Willen der Regierung. Genügen soll laut Levins Plänen eine einfache Mehrheit in der Knesset, um das Oberste Gericht zu überstim-

Die neue Regierung schwächt die ohnehin um ihre Existenz ringende Palästinensische Autonomiebehörde massiv

men. In Israel ist das Oberste Gericht die einzige Instanz, die die Regierung kontrolliert.

Ein ehemaliger Präsident des Obersten Gerichts nach dem anderen warnt in harschen Worten vor diesen Plänen, vor der Zerstörung der Demokratie und der Abschaffung der Gewaltenteilung. Genauso schlagen die Anwaltskammer und zahlreiche Rechtsexpert/innen des Landes Alarm. Sie sind sich einig, dass die Reform, einmal verabschiedet, das Land in die Nähe von illiberalen Systemen wie in Ungarn, Polen und der Türkei rücken würde.

Vor allem gegen die Justizreform richtete sich auch der Protest am vergangenen Wochenende, als um die 20 000 Demonstrant/innen in Tel Aviv auf die Straßen zogen und spontan für kurze Zeit einige Straßen blockierten.

Der neue Minister für Nationale Sicherheit Itamar Ben Gvir, radikaler Siedlerführer und Chef der rechtsextremen Partei Jüdische Kraft, der in der Vergangenheit unter anderem wegen Unterstützung einer terroristischen Vereinigung mehrfach verurteilt wurde, wartete nicht lange mit einer Antwort darauf. Per Gesetzesänderung hat er eine beispiellose Kontrolle über die Polizei erhalten. Zwei Tage nach der ersten großen Demonstration in Tel Aviv wies er die Polizei an, Menschen, die in Anti-Regierungsprotesten Straßen blockierten, festzunehmen; außerdem alle, die die neue Regierung mit dem Dritten Reich verglichen. In Israel und auch auf der Demonstration in der vergangenen Woche sind Vergleiche mit dem Nazi-Regime keine Seltenheit. Medienberichten zufolge plant Ben Gvir weitere Maßnahmen zu Massenfestnahmen von Regierungsgegner/innen.

Sein rechtsextremer Parteikollege Zvika Fogel forderte gar die Festnahme von vier Politikern der Opposition wegen „Hoch-



Proteste gegen die Regierung am 7. Januar in Tel Aviv

verrats gegen den Staat“, darunter auch die von Benny Gantz, Chef der zentristischen Partei Nationale Einheit. Gantz hatte die geplante Justizreform auf einer Parteiversammlung am Montag scharf kritisiert und gesagt, dass sie zu einem „Bürgerkrieg“ führen werde. Er forderte die Öffentlichkeit zu Massenprotesten auf. Ob und wie die Polizei der Anordnung Folge leisten wird, ist abzuwarten. Das Verhältnis zwischen Ben Gvir und der Polizei ist noch nicht entschieden.

Bei all der Sorge um die Demokratie gelingt den wenigsten Israelis der Blick über die Grüne Linie hinaus ins Westjordanland. Zwar rückten zwei provokative Schritte Ben Gvirs die Palästinenser/innen kurz ins Rampenlicht. Zum einen, als er vergangene Woche den Tempelberg in Jerusalem besuchte, ein weiteres Mal Anfang dieser Woche, als er die Polizei anwies, jegliche palästinensische Fahne, die in der Öffentlichkeit gezeigt wird, einzuziehen. Die Flagge bedeute Identifikation mit Terrorismus.

Was jedoch den meisten Israelis weniger präsent ist: Die neue Regierung schwächt die ohnehin um ihre Existenz ringende Palästinensische Autonomiebehörde (PA) massiv. Die PA hatte

vergangene Woche in der UN Generalversammlung eine Resolution erwirkt, dass der Internationale Gerichtshof ein Rechtsgutachten über die Folgen der israelischen Besetzung der palästinensischen Gebiete erstellen möge. Israel sanktionierte die PA in Folge – nicht zum ersten Mal –, unter anderem damit, dass es palästinensische Steuereinnahmen und Zölle zurückhielt. Die Begründung: Die Autonomiebehörde zahle Geld an die Familien getöteter oder inhaftierter Terrorist/innen. Das Geld in Höhe von insgesamt 40 Millionen US-Dollar solle stattdessen an jüdische Opfer von Terrorismus gehen.

Die politischen Verbündeten Ben Gvir und Bezael Smotrich von der rechtsextremen Partei Religiöser Zionismus hatten schon in der Vergangenheit ihre Absicht geäußert, die Palästinensische Autonomiebehörde zu zerstören. Damit dürften sie allerdings an dem Ast sägen, auf dem sie sitzen, denn die PA arbeitet in Sachen Sicherheit mit Israel zusammen. Viele Palästinenser/innen bezeichnen sie abschätzig als verlängerten Arm der Besatzung. Die politische Instabilität dürfte sich immens verstärken. Warnungen vor einer dritten Intifada dürften keine Unkenrufe sein. ●

ITALIE

# 2023 : La métamorphose de l’Italie

Sara Montebusco

Après sa mise en place, il est vite devenu évident que le nouveau gouvernement italien mené par Giorgia Meloni n’a peur du changement mais, tout au contraire, a la ferme intention de réformer en profondeur le pays et de ne pas se limiter à un seul domaine. Dans son dernier commentaire en 2022, pour sa rubrique sociale *Gli Appunti di Giorgia* (c’est-à-dire « les notes de Giorgia »), la politicienne se montre optimiste et fière des progrès réalisés durant ses premiers mois au pouvoir. Elle souligne que l’Italie est sur la voie du changement, de l’amélioration et du respect des règles. Les premières semaines de l’année 2023 se focaliseront entre autres sur le principe de la légalité. Ainsi Giorgia Meloni insiste sur le fait que la « vieille Italie », qui voit d’un mauvais œil ceux qui respectent les règles et fait semblant de ne pas voir ceux qui les violent, cessera d’exister.

Le gouvernement Meloni planifie une multitude de nouvelles manœuvres et réformes pour mettre en marche ce changement ; touchant entre autres à l’administration fiscale, la bureaucratie, la justice, les impôts forfaitaires et l’augmentation des pensions minimales. Ce dernier point semble se révéler plus complexe que prévu. Et déjà au cours

Parmi les réformes les plus importantes, le « présidentielisme » est certainement celle qui changerait le plus drastiquement la face de la politique italienne

des derniers mois et semaines, le montant des pensions et la définition de ceux qui pourraient en bénéficier ont été réévalué maintes fois.

Parmi les réformes les plus importantes, le « présidentielisme » est certainement celle qui changerait le plus drastiquement la face de la politique italienne. Il s’agit ici de l’intention de transformer le mode de scrutin et de permettre à la population de voter directement le chef de l’État. Les Italiens ne voteraient plus pour un gouvernement mais, par le biais de l’exercice électoral, pour les membres du Parlement, qui à leur tour désigneraient un gouvernement. Comme cela est par exemple le cas aux États-Unis. Giorgia Meloni est convaincue par ce plan et annonce que le présidentielisme sera « son héritage ». Une alternative serait un système semi-présidentiel, basé sur le modèle politique français. Elle veut ainsi créer plus de stabilité politique dans le pays, pour éviter le changement constant de gouvernement. Cependant son combat risque d’être la cause de nouvelles turbulences à l’intérieur du gouvernement actuel. Tandis que Giorgia Meloni est décidée et fait comprendre qu’il s’agit d’une de ses priorités et qu’elle ne s’inclinera pas, l’opposition craint de voir le pouvoir des partis réduit et rappelle ainsi l’expérience mussolinienne. L’opposition, principalement une partie du PD, parti démocratique et du Movimento 5 Stelle, voit dans le présidentielisme un danger pour la gouvernabilité, à cause de la rigidité qu’apporte la durée du mandat préétabli et inaltérable. Les pro-présidentalistes affirment exactement le contraire en voyant, au-delà d’une plus grande stabilité, un rapport plus étroit et plus direct entre les institutions et la population, favorisant ainsi un renforcement des compétences de celui qui gouverne.

C’est en effet un des objectifs que prône Giorgia Meloni : changer le rapport entre l’État et ses citoyens. Son gouvernement ne veut pas gérer l’ordinaire, mais donner une vision industrielle au pays. Elle se vante ainsi du fait que l’économie italienne s’est, ces trois derniers mois, plus développée que les économies allemande, française ou espagnole.

Le conseil des ministres de fin décembre a également approuvé de nombreuses mesures. Les deux plus importantes, selon Giorgia Meloni, concernent l’ex-ILVA et la question des ONG opérant en Méditerranée. L’ex-ILVA est l’une des plus importantes sociétés sidérurgiques européennes, dont le capital est majoritairement détenu par l’État et ArcelorMittal l’un des principaux actionnaires. Giorgia Meloni voudrait accroître sa production, qu’elle estime insuffisante ces dernières années. Elle dit vouloir le faire en respectant les normes environnementales et en augmentant le nombre d’emplois.

La question des ONG en Méditerranée est un des points qui fait le plus polémique. L’objectif serait de mettre fin aux départs des bateaux, en accord avec les pays d’Afrique du Nord. Selon la politicienne, les ONG violent le droit international des sauvetages en mer, parce qu’ils n’ont pas lieu de manière fortuite, et réaliseraient en réalité une espèce de trafic d’êtres humains qui enrichirait « les passeurs sans scrupules ». Giorgia Meloni souligne également la différence entre réfugiés et immigrés. Insistant sur le fait que les réfugiés doivent être accueillis et, point sur lequel elle insiste, distribués à part égales entre tous les pays de l’Union Européenne. Les immigrés quant à eux doivent être d’abord contrôlés et le flux d’immigration doit être géré et réglementé. Le mois dernier, la présidente du conseil avait, lors de sa première participation au conseil Européen, sollicité un conseil extraordinaire qui aura lieu au mois de février, pour pouvoir entre autres débattre de ces questions.

Une réforme que la politicienne a évité de mentionner dans son allocution de fin d’année, diffusée sur *Youtube*, est celle qui du « *Reddito di cittadinanza* », une allocation de base, un instrument social qui vient en aide aux sans-emplois. L’année 2023 sera une période de transition et préparera l’abolition complète du *reddito* pour 2024, malgré les efforts considérables de l’opposition pour éviter ce résultat. La discussion sur cette réforme était d’ailleurs partiellement à l’origine de la chute du gouvernement italien au mois de juillet.

Ces changements seront-ils effectivement positifs et toutes ces réformes apporteront-elles vraiment une amélioration à la vie des Italiens ? Ce sont des questions qu’il faudra certainement débattre.

L’entrain avec lequel le nouveau gouvernement veut provoquer la métamorphose de l’Italie par le biais une année de vastes réformes semble cependant évident. ●







### La mise de l'espace

SES et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont présenté mercredi les modalités du plus gros prêt jamais consenti par le bras financier de l'Union européenne à une entreprise luxembourgeoise. L'opérateur de satellites basé à Betzdorf (photo : sb) lève 300 millions d'euros auprès de l'institution financière basée au Kirchberg pour financer l'acquisition de trois satellites qui seront mis en exploitation en 2024. Ils sont construits par la firme européenne Thales Alenia Space. Deux d'entre eux appartiennent à la classe des satellites de nouvelle génération capables de reconfigurer leurs services en fonction des besoins des clients.

Initialement destinés à une activité vidéo (pendant longtemps vache à lait de SES), ils pourraient se vouer au transfert de données internet selon les opportunités du marché.

Cette confiance (inédite par son ampleur) de la BEI en les affaires de SES (et indirectement celles de Thales) matérialise aussi l'engagement politique de l'Union européenne dans le spatial. Par les capitaux injectés dans ce type de projet, les États membres et la Commission souhaitent s'assurer une souveraineté dans l'espace, notamment face aux investissements consentis par les États-Unis et la Chine. <sup>p50</sup>

### « Verdissement »



Le Statec a publié cette semaine un communiqué au titre triomphal : « L'économie verte devient plus dynamique que l'économie dans son ensemble ! ». On y lit que « l'emploi vert » aurait plus que doublé entre 2017 et 2020 pour atteindre 22 454 équivalents temps plein, soit 4,7 pour cent de l'emploi total national. La valeur ajoutée aurait, quant à elle, « presque triplé » depuis 2008, « l'économie verte » atteignant trois pour cent du PIB en 2020. Or, ce « découplage » de l'économie verte est surtout dû à un secteur économique :

la construction. Ce sont les nouvelles exigences énergétiques, applicables depuis 2016 pour les nouvelles constructions résidentielles (photo : sb), qui ont accéléré le verdissement des statistiques. Le Statec note ainsi que 68 pour cent de la croissance de l'économie durable est liée « à la construction de maisons passives ». Arrivent ensuite les services de gestion des eaux usées et des déchets, ainsi que le recycling. L'agriculture bio a connu, quant à elle, une augmentation linéaire de sept pour cent entre 2019 et 2020. Elle ne représente que 5,2 pour cent des surfaces agricoles. Le gouvernement affiche comme objectif de quadrupler ce taux et d'atteindre les vingt pour cent d'ici 2025. <sup>bt</sup>

### « Survivre »



Ce samedi, 14 janvier, la filiale Naturata à Steinsel fermera ses portes, à peine neuf mois après les avoir ouvertes. C'est le premier repli de la chaîne bio depuis 1989. Doté de 500 mètres carrés de surfaces de vente, le magasin de Steinsel était le quatorzième du réseau ; il avait ouvert en

avril 2022, c'est-à-dire moins de deux mois après le début de la guerre en Ukraine. Änder Schanck (photo : sb), le fondateur et *spiritus rector* du groupe Oikopolis, parle d'une question de « survie » : « De Puffer geet net onendlech, iergendwann muss een un de Speck ». Dans toute l'Europe, la guerre et l'inflation ont entraîné le secteur bio dans une crise profonde. Ce serait « déi schwierigst Zäit, déi ech bis elo matgemaach hunn », dit Schanck, qui ne veut exclure d'autres fermetures, « on regarde à gauche et à droite, nous examinons tout, nous allons économiser, nous voulons survivre. » Au début de la pandémie, Naturata battait encore tous ses records et engrangeait des beaux bénéfices (442 790 euros en 2020), les confinements et l'épargne forcée incitant les ménages à dépenser plus pour la nourriture. Mais les difficultés de Naturata devenaient nettement perceptibles dès 2021, lorsque la chaîne accusait une perte de 1,3 million d'euros. L'inflation n'a pas arrangé les choses. Selon le Statec, les prix alimentaires ont augmenté de onze pour cent sur une année. Il sera également intéressant de voir comment Cactus, dont le chiffre d'affaires est vingt fois supérieur à celui de Naturata, se tirera d'affaire. Pour 2021, le groupe affichait un résultat après impôts de 59 807 892 euros, un profit entièrement reversé aux actionnaires sous forme de dividendes. Les comptes annuels de 2022, normalement publiés en juillet, nous renseigneront sur l'atterrissage. <sup>bt</sup>

### « Bénéfice raisonnable »

La Cour constitutionnelle vient de démonter la loi sur les baux commerciaux de 2018. Dans un arrêt tombé le 23 décembre, les juges estiment que le plafonnement des prix de la sous-location constituait « une restriction disproportionnée », empêchant de percevoir « un bénéfice raisonnable », et exigent « une intervention réparatrice du législateur ». À l'origine de ce retournement, une affaire de bail plaidée devant le Tribunal de Paix d'Esch-sur-Alzette en 2022. Vingt ans plus tôt, une société avait pris en location un local commercial pour un loyer mensuel de 7 950 euros. Ce local, elle le sous-loua ensuite à un commerçant pour 16 000 euros, soit plus du double. (En 2018, le loyer se réduit, mais le différentiel s'amplifie : 5 000 euros à la location contre 14 500 à la sous-location.) Le sous-locataire finit par se rebiffer, et exigea le recouvrement du montant qu'il estimait avoir payé en trop. (La loi sur le bail commercial était entretemps entrée en vigueur. Elle stipule que le loyer de sous-location ne peut être supérieur au

loyer de location, « sauf en cas de sous-location où des investissements spécifiques à l'activité du sous-locataire ont été effectués par le preneur ». Le gouvernement voulut ainsi « assécher un commerce de la sous-location qui s'est développé ces dernières années surtout à Luxembourg-Ville », en luttant contre les opérations spéculatives. Les juges de la Cour constitutionnelle estiment qu'il s'agit là d'un « but d'intérêt général qui justifie l'intervention du législateur ». Mais, il ne faut rien exagérer, préviennent-ils. Une mesure comme le plafonnement du prix de la sous-location, devrait être « adéquate et proportionnée ». Or, elle ne le serait pas, puisqu'une telle limitation empêcherait le premier locataire (celui qui loue pour sous-louer) de couvrir ses « frais d'exploitation, notamment les frais généraux et les frais administratifs, et de percevoir un bénéfice raisonnable sur l'opération économique en cause ». Cette jurisprudence déclare donc la loi comme non conforme à la Constitution. Retour à la case départ. Aux législateurs de définir ce qu'est un « bénéfice raisonnable » pour une opération économique déraisonnable. <sup>bt</sup>

### Fêter la voiture

Environ 53 700 nouveaux véhicules ont été immatriculés l'année passée, dont 42 092 voitures et 4 000 camionnettes. Ce chiffre a été présenté mercredi par Manuel Riggüi, directeur

de la Société nationale de circulation automobile, lors d'une conférence de presse sur l'Autofestival. C'est avec des sentiments mitigés que le secteur anticipe le festival 2023 : si l'inflation et les prix de l'énergie retardent les décisions d'achat, les chiffres de vente restent relativement élevés par rapport aux pays voisins. Les clients resteraient incertains et se demanderaient s'il y avait déjà suffisamment de stations de recharge pour les voitures électriques. L'intérêt pour celles-ci augmente cependant : elles représentent quinze pour cent des nouvelles voitures immatriculées, souvent achetées en leasing. (Sur l'ensemble du parc automobile, qui compte environ 500 000 véhicules, elles ne représentent que trois pour cent). La part des voitures diesel est en baisse depuis 2019, et se situe actuellement à 35 pour cent ; bientôt, elles ne seront plus en tête de liste. Désormais un véhicule nouvellement immatriculé sur deux est à essence. Autre constat qui a été présenté hier : la charge en CO2 des nouveaux modèles diminue. Alors quelle était encore de 160 grammes par kilomètre en 2019, elle est désormais de 120. Vers la fin de la conférence de presse le président de la Fédération des Distributeurs Automobiles et de la Mobilité, Philippe Mersch, rappelait le caractère tant folklorique qu'économique du festival depuis les années 1960 : « Den Autosfestival ass a bleift e klengen Deel vun der Lëtzebuerger Normalitéit. » <sup>sm</sup>

### Think tank

Avec un retard à l'allumage d'une décennie par rapport au patronat, les syndicats ont enfin lancé, ce jeudi, leur fabrique à idées. À l'inverse d'Idea, excroissance de la Chambre de commerce, la nouvelle « plateforme de réflexion » de la Chambre des salariés, baptisée « Improof », fonctionnera principalement avec des experts internes, épaulés par des « intervenants externes, tant nationaux qu'internationaux ». (La chambre patronale dispose, il est vrai, d'autres moyens : elle investit presque un million d'euros par an dans Idea.) La plateforme Improof se proclame autonome, même si son comité de coordination est jusqu'ici exclusivement composé d'employés de la CSL. La volonté d'ouvrir le débat est pourtant manifeste. Parmi les auteurs du blog, on retrouve ainsi l'ancien directeur de l'Administration de contributions directes, Guy Heintz, ainsi que la présidente du Mouvement écologique, Blanche Weber. Dans sa première contribution, celle-ci met les pieds dans les plats : « Die Klärung der Frage, wie Umweltsteuern eingeführt werden können, die sozial gerecht sind und nicht am Indexsystem scheitern, darf von niemandem mehr hinausgezögert werden », écrit-elle. Improof pourrait donc ouvrir un canal de discussion entre organisations syndicales et environnementales. <sup>bt</sup>



# Coups d'épée dans les boucliers tarifaires

Georges Canto

Quand les économistes libéraux du Fonds monétaire international s'en prennent au socialisme énergétique mis en œuvre dans les pays européens

En période d'inflation, c'est l'augmentation des salaires qui doit normalement permettre aux ménages de faire face aux hausses des prix des produits et services qu'ils consomment. Mais elle intervient toujours avec retard, et si elle n'est pas compensée par une amélioration de la productivité du travail, elle se traduit par une hausse des coûts des entreprises, qui, une fois répercutée sur les prix, ne fait qu'alimenter le phénomène. De toute manière, face à un « choc d'inflation » il faudrait d'énormes hausses de salaires pour simplement maintenir le pouvoir d'achat. C'est pourquoi depuis un an, un peu partout dans le monde mais singulièrement en Europe, les gouvernements ont rivalisé d'imagination pour mettre au point des dispositifs temporaires d'aides directes, qui concernent aussi bien les particuliers que les entreprises, comme on l'a vu au Luxembourg en 2022.

Dernier exemple en date, en France le 6 janvier. Pour compenser en partie l'explosion de la facture d'électricité de nombreux artisans, comme les boulangers ou des restaurateurs, le gouvernement a plafonné à « 280 euros le mégawattheure en moyenne sur 2023 » le tarif des contrats de fourniture d'électricité de quelque 600 000 très petites entreprises (TPE, moins de dix salariés). Le célèbre chef Thierry Marx, président du principal syndicat patronal de l'hôtellerie-restauration, n'a pas tardé à réclamer l'extension de la mesure à de « petites PME » pour éviter des distorsions de concurrence. Quelques jours plus tôt en Espagne, où les prix des produits alimentaires ont augmenté de plus de quinze pour cent en un an, le gouvernement a annoncé que le pain, le lait, le fromage, les fruits, les légumes et les céréales ne seront plus assujettis à la TVA. Celle sur l'huile et les pâtes passera de dix à cinq pour cent. Dans certains pays les aides s'étendent aussi aux ménages qui remboursent des crédits immobiliers à taux révisable.

Dans un document publié par le Fonds monétaire international (FMI) en décembre 2022, les auteures Oya Celasun et Dora Jakova, se sont focalisées sur les conséquences de l'augmentation des tarifs de l'énergie, rappelant que les prix de gros du gaz naturel ont été multipliés par 7,5 entre le début 2021 et l'été 2022. Ils ont baissé depuis, mais demeurent très élevés et pourraient augmenter à nouveau à l'approche de l'hiver 2023-2024. Les cours du charbon et du pétrole brut ont eux aussi fortement augmenté. Le FMI estime à environ sept pour cent la hausse du coût de la vie occasionnée en 2022 par l'augmentation des prix de l'énergie,

## Aides tous azimuts au Luxembourg

Le 20 décembre, la Chambre des députés a approuvé de nouvelles mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la flambée des coûts de l'énergie. Pour les entreprises il s'agit surtout de prolonger des mesures, comme celle qui permet de « couvrir une partie des surcoûts en gaz naturel et en électricité » pour la production, le chauffage ou le refroidissement, qui durera jusqu'à mi-2023, ou les prêts garantis par l'État, dispositif prolongé jusqu'au 31 décembre pour faire face aux difficultés économiques provoquées par la guerre en Ukraine. Mais l'aide énergétique sera aussi étendue, n'étant plus réservée (sous conditions) aux entreprises grosses consommatrices d'énergie avec des montants revus à la hausse. L'enveloppe financière totale prévue pour aider les entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie s'élève à 375 millions d'euros.

Pour les particuliers des mesures spécifiques seront mises en place, comme le maintien des prix de l'électricité aux tarifs de 2022 pour la très grande majorité des ménages. Sont aussi inscrites une subvention de 35 pour cent pour les livraisons de moins de cinq tonnes en granulés de bois ainsi qu'une aide aux propriétaires de véhicules électriques pénalisés par le surcoût des recharges. Au-delà des mesures ponctuelles, l'État va accroître son aide aux ménages qui investissent dans les énergies renouvelables (remplacement de chaudières, installation de panneaux photovoltaïques). Un coup de pouce plus général sera donné à certains ménages, avec notamment une hausse de 3,2 pour cent au 1er janvier de revenu d'inclusion sociale (Revis). gc

Les libéraux du gouvernement (ici Xavier Bettel et Yuriko Backes) ont arbitré pour une prise en charge des surcoûts énergétiques à la tripartite du mois de septembre

Les économistes sont généralement hostiles aux mesures de blocage des prix qui reviennent à tremper le thermomètre dans l'eau froide

qui est venue s'ajouter aux pressions inflationnistes dues aux perturbations dans le transport de matières premières agro-alimentaires et dans les chaînes d'approvisionnement. Mais un calcul sur 27 pays montre que la hausse générale des prix due à l'envolée des tarifs de l'énergie a été contenue dans la moitié d'entre eux (dont le Luxembourg et la France) grâce aux mesures mises en place, que le document classe en trois catégories.

La quasi-totalité des pays européens ont mis en place des dispositifs consistant à « masquer les signaux de prix », par exemple par le plafonnement des prix de détail ou par la baisse des redevances, des charges ou des taxes ; c'est notamment le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Portugal et du Royaume-Uni. Prévu pour être provisoires, ces mesures ont souvent été prolongées ou étendues, voire les deux à la fois. Certains pays ont également mis en place des « boucliers tarifaires »

qui profitent aussi bien aux ménages aisés que modestes, notamment sous forme de subventions aux combustibles et de chèques énergie pour tous. Enfin les pays où les prix de détail sont historiquement très réglementés, comme la Hongrie et Malte, continuent de faire en sorte que la hausse des prix de gros se répercute peu, ou pas du tout, sur les consommateurs.

Pour les auteures ces mesures sont trop coûteuses. En Europe le coût budgétaire médian est de 1,75 pour cent du PIB. Les chiffres en valeur absolue sont parfois spectaculaires comme le plan allemand de 200 milliards d'euros en octobre 2022. Ces dépenses supplémentaires aggravent les déficits publics, quelques mois à peine après la crise sanitaire qui les a déjà beaucoup creusés. Elles ont des effets pervers, au niveau même des prix de l'énergie. La moitié des dépenses, en valeur, créent des distorsions. « Supposons, écrivent les expertes du FMI, que l'ensemble des pays européens disposent de suffisamment d'espace budgétaire pour faire en sorte que seule une part minime de la hausse actuelle des prix de gros du gaz se répercute sur les prix de détail. Que se passerait-il ? Les consommateurs européens ne réduiraient leur consommation qu'à la marge ; or, comme l'offre de gaz est limitée, les cours mondiaux continueraient d'augmenter, ce qui alourdirait les coûts pour les finances publiques et réduirait l'efficacité des politiques nationales visant à protéger les consommateurs. En outre, les pays du reste du monde pâtiraient à leur tour de ce surcroît d'augmentation des prix. En somme, le blocage des prix du gaz par les pays européens se traduirait par un renchérissement et des difficultés encore plus marquées au niveau mondial, sans pour autant que la situation des consommateurs européens ne s'améliore sensiblement ». Par ailleurs, comme 70 pour cent des montants des mesures prises ne sont pas ciblés, elles contribuent à maintenir une demande globale élevée, elle-même source de hausse des prix des biens et services hors énergie.

Fidèle à sa doctrine libérale, le FMI estime que, « plutôt que de s'attacher à bloquer la répercussion de la hausse des prix de gros sur les prix de détail en mettant en place des prix plafonds, des ristournes et autres baisses d'impôt, les pouvoirs publics gagneraient à assurer le libre jeu des signaux de prix ». C'était une position attendue, les économistes étant généralement hostiles aux mesures de blocage des prix qui reviennent à « tremper le thermomètre dans l'eau froide ». Mais, en même temps, le FMI suggère de protéger les ménages fragiles « en les faisant bénéficier de transferts forfaitaires ». D'après les calculs de l'organisation, la compensation totale de la hausse des prix de l'énergie depuis début 2021 en faveur des quarante pour cent des ménages européens les plus modestes aurait coûté 0,9 pour cent du PIB en 2022 et serait de 1,2 pour cent en 2023, soit environ la moitié du coût moyen des politiques actuellement mises en œuvre en Europe. Le FMI suggère de concevoir les dis-

positifs en faveur des ménages de façon à ce que les aides diminuent progressivement à mesure que l'on s'approche des tranches de revenu plus élevées.

Certains pays ont mis en œuvre des mesures spécifiques, inscrites dans un ensemble plus large de mécanismes d'aide, qui ne viennent pas perturber les signaux de prix. Il peut s'agir de transferts forfaitaires uniformes (Allemagne) ou progressifs (Chypre), de transferts forfaitaires aux ménages les plus modestes qui ne bénéficient ni d'un « revenu minimum vital » ni d'une pension de retraite (Espagne), de rabais forfaitaires sur les factures énergétiques accompagnés de la récupération par la voie fiscale des montants accordés aux ménages plus aisés (Allemagne, Belgique), ou encore de l'extension à davantage de ménages des dispositifs d'aides sociales forfaitaires existants (Allemagne, Belgique, Luxembourg). Avec le temps plusieurs pays ont infléchi, au moins partiellement, leurs dispositifs dans un sens conforme aux souhaits du FMI : ainsi en France les « remises » généralisées sur les prix des carburants ont pris fin le 31 décembre au profit d'une indemnité carburant d'un montant de cent euros versée aux dix millions de travailleurs les plus modestes, qui devront en faire la demande. ●

## À la rescousse des emprunteurs

Avec la forte hausse des taux d'intérêt, les ménages qui ont souscrit des emprunts immobiliers à taux révisable peinent à les rembourser. C'est le cas au Royaume-Uni où un quart des prêts sont accordés sous cette forme. Les grandes banques s'y sont entendues sur la nécessité d'aider les emprunteurs en difficulté. Selon le *Financial Times*, HSBC, Barclays, Lloyds Banking Group ou NatWest pourraient diminuer les mensualités, proposer des taux plus avantageux pour une période limitée ou allonger la durée des emprunts. Pendant l'été 2022, la Pologne a adopté une loi permettant aux emprunteurs de suspendre leurs remboursements pendant huit mois entre 2022 et 2024. En Espagne, fin novembre, les banques se sont également engagées à venir en aide à près d'un million de foyers ayant signé des prêts à taux variables. De manière étonnante, l'inquiétude gagne aussi les ménages japonais, pour la première fois depuis plusieurs décennies, car fin décembre la banque centrale a procédé à un resserrement monétaire surprise, qui a mis fin à une longue période de taux nuls ou très faibles. gc





ZU GAST

## L'inertie du gouvernement face à la crise du logement

Avant la fin de l'année 2022, nombreux étaient les acteurs à tirer la sonnette d'alarme suite à une baisse d'activité dans le secteur de l'immobilier liée à la hausse des taux d'intérêts et au renchérissement des matières premières. Après des années où l'offre ne suivait pas la demande sur le marché de l'immobilier, il semblerait désormais que la demande ait chuté à tel point que les promoteurs hésitent à poursuivre leurs projets.

Elisabeth Margue est députée et présidente du CSV

Si le ralentissement du marché de l'immobilier peut à première vue paraître comme une bonne chose pour l'évolution des prix, un ralentissement trop abrupt risque cependant d'avoir des conséquences néfastes. D'une part, le manque d'activité sur le marché risque de créer une pénurie de logements encore plus importante d'ici quelques années. D'autre part, le secteur de l'immobilier constitue un des principaux employeurs au Luxembourg et un manque de liquidités pourrait provoquer une série de faillites. En effet, faute de vendre des biens, certains promoteurs risquent de ne pas pouvoir payer les entreprises de construction, architectes et ingénieurs etc.

Face à ces constats, aucune réaction cependant de la part du gouvernement. Or, il conviendrait au plus vite de saisir l'occasion pour augmenter le parc immobilier étatique par la création d'un cadre légal permettant aux pouvoirs publics de racheter des projets immobiliers à des conditions bien déterminées.

Le peu d'importance que le gouvernement accorde au problème du logement, qui

frappe avant tout les jeunes, se traduit encore par le manque de moyens financiers mis à disposition pour combattre la crise du logement.

Lors de son discours sur l'état de la nation, le premier ministre se vantait du montant considérable qui serait investi dans le logement via le Fonds spécial de soutien au développement du logement, expliquant que le montant aurait augmenté de quarante millions d'euros en 2017 à 220 millions d'euros en 2022. À lui seul, ce chiffre pourrait impressionner. Si on le met cependant en relation avec le montant total des dépenses inscrites au budget, on constate que l'Etat investit à peine 1 pour cent du total de ses dépenses dans le développement de logements. En 2017, les investissements ne se situaient même pas à hauteur de 0,25 pour cent des dépenses.

L'Etat luxembourgeois doit donc enfin mobiliser les fonds nécessaires pour avoir un impact réel sur le marché de l'immobilier. Malgré d'importants efforts, les promoteurs publics ne parviennent pas à achever le nombre requis de logements abordables, de sorte qu'il convient d'associer également le secteur privé à la création de logements abordables. Le groupe politique CSV a déposé une proposition de loi le 8 juillet 2021 (no 7856) en ce sens permettant d'étendre le bénéfice des aides étatiques aux promoteurs privés qui investissent dans le logement locatif.

Ceci est d'autant plus important que l'Etat a généré de plus en plus de recettes grâce au boom de l'immobilier via les droits d'enregistrement et la TVA. Les acheteurs bénéficient certes d'avantages fiscaux pour leur résidence principale, mais les plafonds de ceux-ci n'ont pas évolué depuis plus de vingt années, de sorte que le montant du crédit d'impôt de 20 000 euros sur les droits d'enregistrements et le montant de 50 000 sur la TVA ne valent plus grand-chose à l'heure actuelle. Une adaptation de ces plafonds s'impose dès lors impérativement pour tenir compte de l'inflation et pour aider les primo-acheteurs à financer un bien. ● Elisabeth Margue

D'GEDICHT VUN DER WOCH



## Skandal! Skandal!

Jacques Drescher

E Pränz, dee schreift Memoiren;  
En nach domm a jonk.  
Zu Windsor, do hunn d'Lompen  
Am Fong scho laang gestonk.

Knapps ass déi Al begruewen,  
Do geet de Sträit nees lass.  
Lo kritt den neie Kinnék  
D'Neit Joer gutt verschass.

Zwee Bridder, déi sech haassen,  
Dat ass am Fong net fein.  
Den Abel war dee Gudden,  
Dee Béise war de Kain.

Den Eelste muss gewannen;  
E sëtzt geschwënn um Troun.  
De Jéngsten, dee souz fréier  
Am Tower ouni d'Kroun.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

## Wo ist die ganze Zukunft geblieben?

Michèle Thoma

Alle würden Glatzen haben und beinlos sein, so was wie Haare und Beine wäre schlicht überflüssig. Nicht mehr gefragt, nicht mehr getragen. Von Robotern würde es nur so wimmeln, Mensch wäre selber quasi einer. „Das Jahr 2000“ lautete der Titel des Aufsatzes, den die Zwölfjährigen Anfang der Sechziger, jenes taufrischen, glorreichen, euphorischen Jahrzehnts, ausbrüteten. Weitere Zukunftsvisionen sind in der Vergangenheit verschollen.

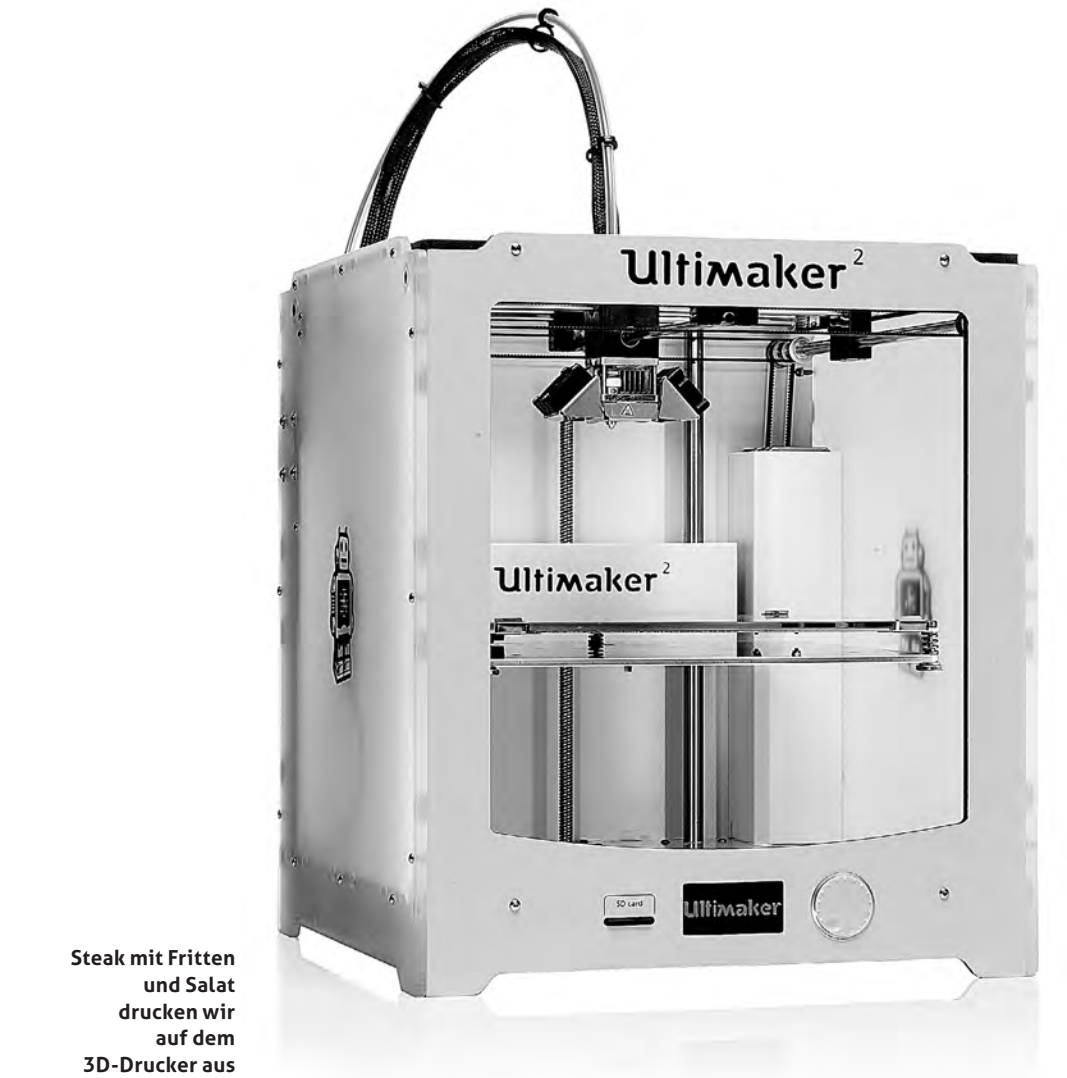
2000, das war so weit weg wie der Mars, wir mussten so eine Art Marsmännchen\* sein, dann, Courrèges lieferte immerhin schon mal das Styling. Was heisst, wir? Kaum vorstellbar, dass ich dann zu jenen, denen gehören würde, ich wäre dann ja uralt.

Bis zum Jahr 2000 wird New York untergehen, prophezeite meine Freundin. Wir thronten vor unserm Café Glacé auf der Terrasse des Paris auf der Plèss, unter den von einem linden Wind durchfächelten Platanen. Der Club of Rome hatte das gesagt, und der war ihr Orakel. Mehr als Nostradamus. Sie führte genauer aus, was wo wie versinken würde, wann Amsterdam dran sein würde, wir rätselten wie lang sich das dann hinziehen würde. Bis zum totalen Weltuntergang. In der Zwischenzeit, es war ja erst 1974, bestellten wir noch einen Eiskaffee.

Silvester 2000 ging ich durch die erstaunlich tote Stadt Luxemburg, das Freudenfeuer fand an der falschen Stelle statt, nicht mal die Flugzeuge fielen vom Himmel wie vorhergesehen. Wegen der vorhergesagten globalen totalen Computerpanne. Ich aß eine Pizza bei Pizza-Hut.

Im Jahr 2022 taucht die deutsche Außenministerin ihren großen Zeh ins Meer. Es umspült die Insel Palau, respektlos Urlaubsparadies genannt. Auf den Straßen kleben Menschen, die überall Zeichen sehen. Wenn man ihnen zuhört, kann man sie für Realist\*innen halten, die nicht wegschauen. Oder für welche, die vom zu langen Starren in den Abgrund den Verstand verloren haben. Seher\*innen.

Wir sind mitten drin in der Zukunft, was ist aus ihr geworden, schon ist sie Vergangenheit? Immer noch gehen wir den Weg allen Fleisches, wie sehr wir es auch stählen und züchtigen und wie nett wir auch zu uns selber sind. Trotz der Tiegel und Töpfe voll Pasten die wir auf uns schmieren, trotz all der Stoffe die wir uns einverleiben damit wir möglichst lang dauern sollen. Trotz der vollmundigen Versprechen der braungebrannten Jogging-Ärzt, die um die Jahrtausendwende ihre blendend weißen Gebisse in einem



immerwährenden Smile bleckten. Trotz der Hormone, die in Weibsbild gepumpt wurde, damit sie ewig ein Bild von einem Weib bliebe. Dann gleichberechtigt in Mann, damit er ewig seinen Mann stehen würde. Trotz all dem wackeren Anti-Aging wurde weiter gestorben, ja manche bekamen gar Falten. Man nannte sie zwar nicht mehr Alte.

Vielleicht waren wir nicht aktiv genug. Mal versuchen mit proaktiv. Dann kam ProAging, bisschen klein beigegeben vor dem nächsten großen Wurf, dem großen Entwurf.

Gibt es den noch? Inmitten all der Verwerfungen, wäre auch ein gutes Wort des Jahres gewesen. Ja, es gibt ihn noch, es gibt sie noch, die gute alte Zukunft!

Wie wir in 100 Jahren leben werden. Auf so einer Zukunftsseite lese ich Betörendes. Unterwegs sind wir natürlich in Drohnen, Steak mit Fritten und

Salat drucken wir auf dem 3D-Drucker aus, ohne nervig online Lieferdienste zu kontaktieren. Sind wir obdachlos, drucken wir uns ein Haus aus. Ein klappriges Herz, eine geschrumpfte Leber, ein lahmer Lungenflügel, kein Problem, einfach den Drucker anwerfen! Selber einsetzen auch noch. Do it yourself, wie das ganz früher hieß. Learning by doing wahrscheinlich, superselbstbestimmt das Ganze. Und das pfui! Alter gibt es sowieso nicht mehr. Schon wieder nicht mehr.

Schon ab 2050 können wir unsern Alterungsprozess aktiv steuern, lese ich beeindruckt. Puh! Und dann ab in die Ewigkeit! Zwar hier. Hiergeblieben! Wenn es fad wird, als Migrant\*in ins Weltall.

Von Geld ist auf dieser Future Seite keine Rede. Klima, Katastrophe, Kriege, so was Unappetitliches kommt nicht vor. Also: Nur noch dreißig Jahre durchhalten! ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

## L'or blanc fond

Jean Lasar

La fuite en avant des stations de ski pour maintenir leur activité malgré l'absence de neige s'intensifie en cet hiver 2023 historiquement doux. Un peu partout dans l'arc alpin, il s'agit aujourd'hui pour elles de produire par tous les moyens d'étroits chenaux entre la partie haute de

leurs domaines skiables et les lieux de villégiature des touristes, entourés de pentes dénuées de la moindre trace de blanc. Le pompon revient sans doute à Gstaad, dans l'Oberland bernois, dont la société des remontées mécaniques a fait acheminer la précieuse poudre blanche par hélicoptère fin décembre pour tenter de garder ouverte une jonction entre les domaines Zweisimmen et Saanenmöser. Lorsque cette tentative a échoué, les inventifs Bernois ont recouru à un bricolage, soudant la pelle basculante d'un tracteur à une dameuse pour établir la passerelle. Une solution qui a marché quelques jours, mais qui a fini, la semaine dernière, par s'avérer elle aussi insuffisante.

À quelques kilomètres de là, à Adelboden, où étaient programmées début janvier des épreuves de slalom et de slalom géant de la Coupe du monde, les organisateurs s'étaient préparés : dès le mois de décembre, ils produisaient de la neige en grandes quantités pour la stocker dans des dépôts. Une semaine avant les compétitions, ils utilisaient des drones pour mesurer la taille de ces stocks et ainsi prouver à la Fédération internationale de ski qu'ils auraient assez de neige. À grand renfort d'engins et de gros sel, utilisé, comme le raconte la *Neue Zürcher Zeitung*, à faibles doses pour durcir la neige, ils ont réussi à installer un ruban blanc menant jusqu'à la ligne d'arrivée,

à 1 302 mètres d'altitude, et à y faire courir les champions aux combinaisons bardées de logos. « Est-ce là la nouvelle normalité ? », fait mine de s'interroger la NZZ.

Les recettes qui fonctionnaient encore un tant soit peu ces dernières années, dont les fameux canons à neige, commencent à montrer leurs limites. Le réchauffement prive désormais les massifs de températures suffisamment froides pour y fixer un manteau neigeux, même de culture. La sophistication absurde, souvent hautement énergivore et dommageable à l'environnement montagnard, à laquelle semblent être prêts à recourir élus et patrons des stations pour préserver leurs sources de revenu commence à se heurter à la prise de conscience des citoyens. Même si beaucoup d'entre eux préfèrent se voiler la face et continuer de profiter tant qu'ils le peuvent des plaisirs hivernaux qui ont rythmé leur enfance. S'agit-il de préserver les emplois menacés dans les stations ? En Bavière, certains pensent pouvoir justifier les émissions de CO<sub>2</sub> occasionnées par l'enneigement artificiel par les centaines de kilomètres supplémentaires de route évités parce que les amateurs de ski des vallées ne doivent pas rejoindre des stations mieux enneigées. Quand la fameuse autruche enfonce sa tête dans un tas de neige artificielle... ●



# « Ons Stad », de Mélusine à Lydie Polfer

Ben Fayot

## Critique de *Die Geschichte der Stadt Luxemburg in 99 Objekten*, le nouvel ouvrage dirigé par Michel Pauly

Dans l'introduction de son livre sur l'histoire de la ville, Michel Pauly rappelle que son intérêt pour ce sujet est né avec la grande exposition du millénaire en 1963 (p.90). L'histoire est alors sortie pour la première fois des musées pour s'exposer dans les halls d'une foire commerciale. Pour des générations nourries aux récits réducteurs sur le trône et l'autel, c'était en effet une révélation.

Depuis lors, soixante années sont passées sur la ville, meurtrie par une modernité souvent brutale et à courte vue. Au moins a-t-on laissé les archéologues en scruter le sous-sol. Leurs recherches permettent aujourd'hui d'affirmer que 963 n'était pas la date de naissance de la ville (5).

### Une histoire en 99 « objets »

Pour faire passer plus de mille ans d'histoire dans un livre lisible et maniable Michel Pauly fait appel à 99 « objets ». Le nombre est arbitraire, destiné à attirer le chaland. Quant aux objets l'auteur évoque la « material culture » qui permet de saisir l'histoire à travers des objets par leur fabrication et leur rôle dans la vie des contemporains. Or des choses historiquement parlantes en trois dimensions, il n'y en a pas tellement pour le Moyen-Âge, voire même pour les époques plus récentes. Le plus souvent les « objets » sont des manuscrits, des registres, des cartes et des gravures, qui illustrent plutôt qu'ils ne parlent.

En principe, chaque objet donne lieu à de brefs textes de deux à trois pages. Pour certains épisodes, le procédé fonctionne bien : la lettre d'Ermesinde permet de partir sur les libertés accordées aux citoyens (11). Pour l'époque contemporaine, la « bonbonnière » utilisée par les balayeurs du service d'hygiène (59) rappelle les efforts d'assurer la salubrité publique. L'ascenseur du magasin de meubles Bonn nous entraîne dans l'histoire du commerce de la ville (76). Un appareil TSF de 1975 avec une touche intégrée de *Radio Luxembourg* (78) donne lieu à un exposé sur la culture musicale diffusée à partir de la ville jusqu'au-delà du rideau de fer.

### Un choix dicté par le hasard des recherches

Cette histoire de la ville est un collage d'aperçus divers et multiples découpés dans les mille ans d'existence de la ville. Un regroupement des sujets révèle que treize entrées sur les 99 sont consacrées aux premiers siècles surtout marqués par l'Église et les abbayes. Treize entrées concernent la vie économique (commerce, artisanat, industrie) de ce passé lointain, onze la forteresse, onze les questions administratives et financières, douze la culture et la représentation de la ville. La mobilité, du chemin de fer au tram, du vélo à l'automobile et retour, apparaît dans trois entrées.



Chariot poubelle telle que l'utilisaient les éboueurs jusque dans les années 1960

Il y a là pas mal de choses amusantes – comme les aléas de l'inauguration du pont dédié au grand-duc Adolphe à la santé chancelante (71) –, de faits divers révélateurs – par exemple sur la pratique du piano dans la bourgeoisie du 19e siècle (65) –, d'aperçus moins connus – comme le siège de la forteresse durant la sécession belge entre 1830 et 1839 (47). La structure est vaguement chronologique. Mais souvent on enjambe les années et les siècles. Ainsi la fusion de la ville avec les communes environnantes en 1920 et ses conséquences sont présentées jusqu'aujourd'hui (75).

Un regret majeur, pourtant, c'est l'absence d'une histoire sociale et politique plus élaborée pour les 19e et 20e siècles. Il y a certes des textes sur les services publics (59), sur les sociétés de secours

au 19e siècle (57), sur la classe moyenne naissante au début du 20e siècle (77), sur les migrants (93), sur le commerce et la consommation (94) et sur les luttes syndicales (92). On rencontre Louis XIV et Marie-Thérèse d'Autriche, des bourgeois, des militaires et des religieux, mais à peine le peuple des faubourgs et de la ville haute, sa vie et ses problèmes.

### Le gratin de l'historiographie de la ville et de l'Université

Michel Pauly a fourni lui-même la plus grande partie des textes. Pour le reste il s'est entouré de vingt-quatre historiens qui proviennent surtout de l'Université du Luxembourg (l'Institut d'histoire, à ne pas confondre avec le C2DH, dont le



Modèle du Centre 300, aussi appelé « Grousse Kueb »

directeur Andreas Fickers a cependant fourni une contribution !), du musée de la ville et du musée d'histoire et d'art.

Ainsi Sonja Kmec revient sur l'histoire de Mélusine (1). Gilles Genot s'intéresse aux prévôts (23), à l'interférence entre État et administration communale (24), à la franc-maçonnerie (41) et à la vie associative (56). Guy Thewes montre comment les habitants de la ville ont donné quartier aux militaires (33). Le même auteur décrit l'admiration des habitants pour Marie-Thérèse de Habsbourg et la politique de réforme de cette dynastie lointaine (40). Jean-Luc Mousset rappelle que la Révolution française a donné naissance à une politique du patrimoine culturel (43). Les travaux pour établir le « Urkaster » de la ville, commencés sous la Révolution, sont retracés par Martin Uhrmacher (45). Eva-Marie Bange raconte l'histoire de l'hôtel de ville (48). Marlène Duhr a entamé une histoire scientifique des associations de musique de la ville (54). André Linden s'interroge sur l'enracinement de la dynastie des Nassau-Weilburg dans la capitale (66). Marc Schoentgen raconte l'histoire de la communauté

juive à Luxembourg (67). Il y a un joli texte d'Anne-Marie Millim sur le feuilletoniste Batty Weber (72). Souvent les auteurs insistent sur la nécessité de pousser plus loin la recherche dans les différents domaines.

### Sur la crête

Pauly, tout professeur qu'il est, est aussi acteur culturel et citoyen qui intervient depuis longtemps dans le débat public. Il est intéressant de lire ce que lui et d'autres historiens écrivent sur le passé proche de la ville. Pauly évoque la destruction du boulevard Royal, rendue possible par le plan Vago (adopté en 1969 par une majorité LSAP-CSV) sous la pression de la place financière, mais revu seulement vingt ans plus (trop) tard par le plan Joly, sous une coalition DP-CSV. Il rappelle la vogue des immeubles construits par l'architecte Paul Retter, en particulier l'énorme bâtiment du Forum Royal (89).

Guy Thewes décrit l'évolution du commerce citadin que les clients ont abandonné au fil des dernières décennies pour se tourner vers les grandes surfaces (94). Michel Pauly, lui, rappelle l'opposition de la bourgmestre Polfer au tram en 1999, la même que l'on voit désormais en première ligne à chaque inauguration d'une nouvelle station de tram (98). Ailleurs il tance la bourgmestre et son échevin Laurent Mosar (CVS) de faire de la sécurité publique en ville le sujet principal pour effrayer le bourgeois (95).

En matière de protection du patrimoine, Jochen Zenthöfer répète que l'histoire de la ville est marquée par une « culture de la démolition » (96). Pauly montre aussi que les habitants nouveaux de la ville y restent de moins en moins longtemps, à défaut de logements abordables, et s'en vont de plus en plus rapidement habiter ailleurs, plus loin de leur travail, le plus souvent (99).

Il y a donc bien une démarche critique face à l'évolution contemporaine de la ville dans ce livre. Mais c'est très modéré et prudent, voire purement descriptif. On reste sur la crête, de peur de marcher sur un terrain miné. Une fois pourtant, Pauly vante le mérite des Verts, au collège échevinal de 2005 à 2011 : « Grüne schaffen rote Fahrradwege. Déi Grëng im Schöffennrat : velöhen und Tram. » (98) Mais le plus souvent, on avance l'absence de recherches plus poussées ou d'archives inaccessibles pour ne plus aller plus loin. Il manquerait la distance nécessaire pour l'historien (399) pour une analyse de l'évolution politique au conseil communal.

On s'étonne. Voilà une ville où le DP est aux manettes depuis 1970, soit depuis plus d'un demi-siècle, sans véritable alternance politique. Et il n'y aurait pas d'analyse à faire d'un tel fait dans une histoire de la ville ?

### « Ons Stad »

L'histoire politique nous apprend que les libéraux étaient prédominants en ville depuis 1920, voire au-delà, toujours proches des milieux d'affaires. Après la guerre, à mesure que les industries disparaissaient du territoire de la capitale et que celle-ci se développait vers une économie de services, elle perdait sa classe ouvrière et ne cessait de s'embourgeoiser. Cette classe ouvrière, ce sont depuis un demi-siècle les « immigrés » qui ne votent pas. « Ons Stad », c'est une expression à double sens : à qui est cette ville ? Le DP en a fait son fief, avec tout ce que ce mot comporte. Ce parti est donc responsable des problèmes que la capitale connaît depuis des années.

Ainsi, les habitants ne logent plus dans les quartiers centraux où d'innombrables logements sont vides. L'urbanisme municipal, allié à celui de l'État, crée une ville minérale où les espaces verts privés disparaissent au profit d'une exploitation optimale des espaces constructibles. La ville est toujours labourée par les flots de voitures. À défaut de clients habitant sur place, le commerce local se ratatine, sauf celui du luxe, à peine contre-carré par quelques *pop-up stores* éphémères.

Les « Stater » aiment leur ville, ses vieux quartiers, ses casemates et les belles façades des quartiers encore sauvegardés, et ce livre répond à leur attachement. S'il ouvre beaucoup de portes intéressantes au lecteur, celle qui donne sur l'avenir de la ville reste fermée. ●



BRIEF AN DIE REDAKTION

# Zur nuklearen Abrüstung

Jean Asselborn



Der Bunker in der ehemaligen Stater Feuerwehr- Kaserne besitzt als einziger eine Luftfilteranlage

Am 6. Januar war im *Lëtzebuurger Land* zu lesen, Luxemburg könne mehr im Bereich der nuklearen Abrüstung tun. Zu allererst möchte ich dem Autor des besagten Artikels, Herrn Max Schalz, danken für seinen Denkanstoß und dass er die Bemühungen zur nuklearen Abrüstung hervorhebt.

Wenn ich grundsätzlich mit der Schlussfolgerung seines Artikels einverstanden bin, dass nukleare Abrüstung in den letzten Jahren in weitere Ferne gerückt ist, aber dass dies kein Grund zur Resignation sein soll, sondern ein Ansporn für den Kampf für eine atomfreie Welt, so möchte ich doch einige Punkte kommentieren.

Heute besitzen neun Staaten nukleare Waffenarsenale: die Vereinigten Staaten von Amerika, das Vereinigte Königreich, Frankreich, Russland,

China, Pakistan, Indien, Israel und Nordkorea. Die fünf erstgenannten sind Vertragsstaaten des Nichtverbreitungsvertrags (NVV), die vier letztgenannten sind zurzeit durch keinen einzigen Vertrag in Bezug auf nukleare Abrüstung gebunden (auch wenn bis heute juristische Unklarheit darüber herrscht, ob Nordkorea wegen Formfehlern bei seinem Rücktritt aus dem NVV eventuell doch noch vertraglich gebunden ist).

Luxemburg ist Vertragsstaat des NVV und unterstützt diesen, wo es möglich ist. Der NVV zählt heute 191 Vertragsstaaten. Dank des Sicherungssystems der Internationalen Atomenergie-Organisation (IAEO) ist es gelungen, dass bis heute nur besagte neun Staaten Nuklearwaffen entwickelt haben, auch wenn Iran und Syrien versuchen, das System zu umgehen,

und Nordkorea ein ähnliches Unterfangen tatsächlich gelungen ist. Trotzdem bleibt der NVV ein Erfolg und gleichzeitig, dank der vorbildlichen Arbeit der Inspektoren der IAEO, die beste Garantie dafür, dass kein weiterer Staat Atomwaffen entwickelt.

Der Atomwaffenverbotsvertrag (AVV) zählt 68 Vertragsstaaten. 24 weitere Staaten haben den Vertrag bisher unterzeichnet, jedoch noch nicht ratifiziert. Kein einziger der obengenannten neun Atommächte hat den AVV unterzeichnet oder sich diesem Vertrag in irgendeiner Weise positiv zugewandt. Kein Nato-Mitglied hat den Vertrag unterschrieben. Auch europäische Partner wie Finnland, Schweden oder die Schweiz finden sich nicht unter den Vertragsstaaten und haben deutlich gemacht, dem AVV nicht beitreten zu wollen. Der AVV erzielt also nur eine begrenzte Resonanz. Der Vertrag baut auf einer idealistischen Maxime auf, die Luxemburg selbstverständlich teilt: die einer nuklearwaffenfreien Welt. Der Vertrag zeichnet jedoch keinen Weg vor, wie man dieses Ziel erreichen könnte.

Man muss leider feststellen – und die erste Konferenz der Vertragsstaaten des AVV im Juni 2022 hat dies in aller Deutlichkeit gezeigt, vor allem angesichts der Texte, die von der Konferenz angenommen wurden –, dass der AVV die internationale Gemeinschaft spaltet. Dies ist sicherlich nicht die Absicht einiger unserer EU-Partner, wie Irland oder Österreich, die AVV-Vertragsstaaten sind. Der AVV ist jedoch zu einem politischen Instrument geworden, was nicht förderlich ist, um das übergreifende Ziel einer nuklearwaffenfreien Welt zu erreichen. Es kann hier keine vergleichbare Dynamik entstehen, wie seinerzeit bei den Verhandlungen zum Verbot von Antipersonen-Landminen oder Streumunition. Die Vertragsstaaten des AVV haben im Kontext der ersten Konferenz nicht versucht, einen Dialog mit Nuklearwaffenstaaten einzuleiten, um gemeinsam nach Lösungen zu suchen. Im Gegenteil: Die AVV-Vertragsstaaten scheinen darauf abgezielt zu haben, Nuklearwaffenstaaten zu isolieren und zu stigmatisieren. Diese Herangehensweise, gekoppelt mit einer undifferenzierten Haltung gegenüber NVV-Vertragsstaaten und Nicht-NVV-Vertragsstaaten, wird die nukleare Abrüstung nicht voranbringen. Es ist nicht erstaunlich, dass Frankreich, die USA und Großbritannien sich nicht in denselben Topf werfen lassen wollen wie Nordkorea. Ebenfalls kann man nachvollziehen, dass diese Nato-Alliierten, im Kontext der nuklearen Abschreckung, nicht auf ihre Atomwaffen verzichten möchten, solange es Nuklearwaffenstaaten gibt, die sich an keinerlei internationale Regeln halten wollen oder halten müssen, und es seit wenigen Jahren wieder einen Modernisierungswettkampf mit Russland und China gibt.

Des Weiteren ist zu bedauern, dass die Staaten, die auf der AVV-Vertragsstaatenkonferenz vehement die USA, Großbritannien und Frankreich attackiert haben, keinerlei Kritik üben an dem inakzeptablen nuklearen Säbelrasseln Russlands in seinem Angriffskrieg gegen die Ukraine, oder an der exponentiellen Erweiterung des chinesischen Nuklearwaffenarsenals. Somit entpuppte

Der Luxemburger Außenminister reagiert auf den Land-Beitrag von Max Schalz von voriger Woche

sich die erste AVV-Vertragsstaatenkonferenz als eine quasi anti-westliche Veranstaltung, wo manche Argumente, die Russland und China fälschlicherweise den Nato-Alliierten im Rahmen des NVV vorhalten, eins zu eins wiederholt wurden, ohne dass auf das unverantwortliche Verhalten Russlands und Chinas eingegangen worden wäre. Kurz: Die Realität wurde verzerrt dargestellt.

Luxemburg will keine Causa unterstützen, welche die legitimen nuklearen Abrüstungsbestrebungen nicht voranbringt, sondern die Staatengemeinschaft nur noch tiefer spaltet. An der ersten Konferenz der Vertragsstaaten des AVV haben die vier Nato-Alliierten Norwegen, Deutschland, Belgien und die Niederlande als Beobachter teilgenommen. Nach dieser ersten Beobachtungserfahrung bleibt offen, ob sie die nächste Konferenz, Ende 2023, noch einmal beobachten werden.

Innerhalb der Nato gehört Luxemburg einer informellen Staatengruppe an (mit den Niederlanden, Belgien, Deutschland, Norwegen, Dänemark und Kanada), die sich dafür einsetzt, dass

die nukleare Abschreckung, auf der die Verteidigungsdoktrin des nordatlantischen Bündnisses fußt, kein Übergewicht bekommt. Das neue Strategische Konzept, welches die Nato im Sommer 2022 verabschiedet hat, spiegelt die Bemühungen dieser Staatengruppe wider. Diese Staaten setzen sich, wie der Autor Max Schalz es auch fordert, dafür ein, dass ein Dialog mit den AVV-Vertragsstaaten gesucht wird um den Graben, der aufgerissen wurde, wieder zu schließen.

Des Weiteren sei angemerkt, dass Luxemburg der Thematik der humanitären Konsequenzen aufmerksam folgt und im Juni 2022 an der Wiener Konferenz zu den humanitären Folgen und Risiken von Atomwaffen teilgenommen hat.

Luxemburg unterstützt auch die sogenannte Stockholm-Initiative, die Schweden 2019 ins Leben gerufen hat. Dieser Initiative haben sich sowohl Anhänger des AVV als auch Nato-Staaten angeschlossen. Sie zielt darauf ab, der nuklearen Abrüstung neue praktische Impulse zu geben. 2021 wurden in diesem Rahmen zum Beispiel Vorschläge zur Reduzierung nuklearer Risiken erarbeitet.

Zudem hat Luxemburg 1999 den Vertrag über das umfassende Verbot von Nuklearversuchen (Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty, CTBT) ratifiziert und betrachtet ihn als unerlässliches Element einer Welt ohne Atomwaffen. Luxemburg beteiligt sich aktiv an den Arbeiten in der für die Umsetzung des Vertrags zuständigen Organisation, der CTBTO. Neben der Arbeit im Rahmen der IAEO und der CTBTO arbeitet Luxemburg auch mit in der Gruppe der Nuklearlieferländer (Nuclear Suppliers Group, NSG), die das Ziel verfolgt, die Verbreitung von Kernwaffen zu verhindern. Das erfolgt durch die nationale Umsetzung von vereinbarten Richtlinien für Exporte sowie die Festlegung von Listen kontrollierter Nukleargüter und im Nuklearbereich einsetzbarer Dual-Use Güter (zivil und militärisch verwendbare Güter).

Und so möchte ich mit folgendem französischen Diktum abschließen: „Le désarmement nucléaire ne se décrète pas, il se construit.“ Im aktuellen internationalen Umfeld bleibt der NVV die einzige realistische Grundlage auf dem harten und langen Weg hin zu einer atomwaffenfreien Welt. Deshalb hat Luxemburg sich aktiv an der zehnten Überprüfungskonferenz zum NVV im August 2022 beteiligt und in diesem Kontext bekräftigt, dass unser Ziel eine atomwaffenfreie Welt bleiben muss. Die USA und Russland – vor allem mit Blick auf das Auslaufen des New Start-Vertrags im Februar 2026 – müssen an den Verhandlungstisch zurückkehren und über neue Reduzierungen ihrer Arsenale entscheiden. Zusätzliche Bemühungen müssen darauf abzielen, auch China in ein trilaterales oder gar multilaterales Abrüstungsabkommen unter Nuklearwaffenstaaten einzubinden. Auch wenn Autor Max Schalz der Ansicht ist, dass derartige Bemühungen sich außerhalb des NVV befinden, darf man nicht aus den Augen verlieren, dass sich jene Bemühungen mit den Zielen des NVV absolut decken und somit völlig kohärent und komplementär sind. ●

**Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**  
Administration des Bâtiments publics

## Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Travaux

**Modalités d'ouverture des offres :**  
Date : 17.02.2023  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

## Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Travaux de menuiseries intérieures

métalliques en sous-sol à exécuter dans l'intérêt du Lycée technique pour professions de santé et hall des sports Logopédie à Strassen ; Phase 2 : Lycée.

**Description succincte du marché :**  
– Portes simples et doubles métalliques standard non coupe-feu et coupe-feu : 35 pcs.

La durée des travaux est de 20 jours ouvrables, à débuter le 2<sup>e</sup> semestre 2023. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

## Section IV : Procédure

**Conditions d'obtention du cahier des charges :**  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)). La remise électronique est obligatoire.

## Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Conditions de participation :*  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

**Réception des offres :**  
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

**Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :**  
12.01.2023

**La version intégrale de l'avis n° 2202708 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**

**Ministère de la Mobilité et des Travaux publics**  
Administration des Bâtiments publics

## Avis de marché

**Procédure :** européenne ouverte  
**Type de marché :** Travaux

**Modalités d'ouverture des offres :**  
Date : 15.02.2023  
Heure : 10.00 heures

**Lieu :**  
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

## Section II : Objet du marché

**Intitulé attribué au marché :**  
Travaux de nettoyage à exécuter dans

l'intérêt de la construction de la Maison de soins à Bascharage.

**Description succincte du marché :**  
*Travaux de nettoyage de fin de chantier pour :*

- ±10 675 m<sup>2</sup> revêtement de sol en caoutchouc ;
- ±4 250 m<sup>2</sup> du carrelage au sol ;
- ±7 000 m<sup>2</sup> du carrelage au mur ;
- ±6 275 m<sup>2</sup> des surfaces extérieures ;
- Ainsi qu'une cuisine de production, des locaux sanitaires et techniques, des bureaux et des salles à manger.

La durée des travaux est de 30 jours ouvrables, à débuter le 3<sup>e</sup> trimestre 2023. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

## Section IV : Procédure

**Conditions d'obtention du cahier des charges :**  
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés

publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)). La remise électronique est obligatoire.

## Section VI : Renseignements complémentaires

**Autres informations :**  
*Conditions de participation :*  
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

**Réception des offres :**  
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](http://www.pmp.lu)).

**Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :**  
12.01.2023

**La version intégrale de l'avis n° 2300027 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](http://www.marches-publics.lu)**



Bib-Stream

Ein Zusammenschluss hiesiger Bibliotheken bietet drei Streamingplattformen an: filmfreund, kanopy und Divercities. Dokumentarfilme über die Jeunesse Esch, die Tänzerin Germaine Damar oder das Dorf Eisenbach und viele weitere Themen können von zuhause aus bequem über filmfreund gestreamt werden. Aber auch Spielfilme wie *Dammentour*, *Déi zwee vum Bierg*, *Hannah Arendt* und Kinderfilme wie *Pachama* befinden sich in der Onlinemediathek. Kanopy bietet hingegen keine Luxemburgensia an, sondern internationale Klassiker wie den mehrfach ausgezeichneten *Madame Butterfly*. Wer französischsprachige Dokus schauen will, ruft Divercities auf. Deborah Storn von der Cité Bibliothek erwähnt gegenüber *Citymag*, dass das Interesse an Streamingdiensten ungebremsst fortschreitet und ihre Institution deshalb zusammen mit der Nationalbibliothek und dem CNA die Plattform MéNuLu entwickelte, um einen Streamingdienst anzubieten. Mittlerweile bietet MéNuLu über 20 000 Titel an. sm

S C È N E S

Export

Pour avoir une chance de représenter le Luxembourg

au Festival Off d'Avignon 2024, il reste quelques jours (jusqu'au 15 janvier) aux intéressés pour soumettre leur dossier à Kultur:LX qui a repris l'organisation de cette participation à la place de la Theater Federatioun. Mais pour cette année, la sélection a été faite. Ce sera *Petit frère – la grande histoire Aznavour* de Laure Roldàn et Gaëtan Vassart qui sera joué à la Caserne des pompiers (le lieu de programmation de la Région Grand Est) du 7 au 29 juillet. Le jury était composé de Serge Basso de March (auteur et poète), Pablo Chimienti (chargé de communication à la Theater Federatioun), Godefroy Gordet (journaliste, auteur, metteur en scène et président du collectif Le Gueuloir), Lee Fou Messica (directrice artistique de l'Espace Bernard-Marie Koltès à Metz) et Ian De Toffoli (auteur et metteur en scène lauréat de la sélection luxembourgeoise au Festival Off d'Avignon en 2022). Le choix du jury a été motivé par la qualité artistique du projet mais aussi sa possibilité d'adaptation aux contraintes avignonaises et son potentiel de diffusion (photo : Bohumil Kostorhyz). Créé dans le cadre de la résidence Capucins Libre, la pièce est une



adaptation du livre éponyme de Aïda Aznavour-Garvarentz, la sœur du chanteur. Elle raconte les pérégrinations des Aznavourian dans une véritable saga familiale qui traverse la grande Histoire du vingtième siècle : le génocide arménien, l'exil des parents Aznavourian, la pauvreté à Paris, l'occupation nazie et la relation décisive de Charles avec Édith Piaf avant sa conquête du music-hall. Au-delà de l'hommage à Charles Aznavour, *Petit Frère* propose une réflexion pertinente sur l'amour fraternel, sur la création artistique, sur la vie de bohème, sur la migration et l'intégration. Le jury souligne ainsi « une belle forme de cabaret-théâtre oscillant justement entre éléments dramatiques et narratifs à portée biographique et historique. »

Convergence des luttes

Conjuguer culture et écologie est le crédo de Cell (Centre for Ecological Learning Luxembourg) et plus particulièrement de son projet « Future » (acronyme de Forge des utopies tangibles, urbaines et résilientes, la contribution de l'association à Esch2022). La pièce *Nos vies seront heureuses* (les 13, 14, 27 et 28 janvier au Bâtiment 4 à Esch) entre parfaitement dans cette « convergence des luttes sociale et écologiste ». Née de la rencontre entre Brice Montagne, comédien et militant écolo-gauchiste et Marine Henry, responsable de projets chez Cell, qui ont écrit le texte, la pièce est ancrée dans le sud du Luxembourg presqu'actuel. La crise environnementale, et sa



cohorte de conséquences, s'impose peu à peu dans le quotidien des personnages et remet en cause tous leurs projets de vie. Pour deux d'entre eux, un couple au salaire minimum (joué par Laure Roldan et Emmanuel Garcia), l'accès à une vie heureuse dépendra de décisions collectives. Pour la troisième, une cadre au salaire confortable (Marine Henry), l'avenir oscille entre l'option collective et l'option individualiste. Pour le dernier, multipropriétaire, chef d'entreprise (Brice Montagne), la vie heureuse est un privilège personnel farouchement défendu. Le spectacle se déroule dans plusieurs espaces du Bâtiment 4 (cuisine, couloirs, escalier, cave). Il fait appel à la participation du public qui, à plusieurs reprises, devra décider quelles voies les personnages doivent emprunter. Trois fins plus ou moins réjouissantes ont été écrites en fonction des orientations prises par les spectateurs qui défendront leur vision du bonheur. »

C I N É M A

Jeune et cool

Cette treizième édition du Luxembourg City Film Festival (du 2 au 12 mars) s'annonce attractive avec de nouveaux labels et un nouveau prix en attendant d'en savoir plus sur les invités et les sélections. On notera déjà une évolution dans la lisibilité de l'ensemble avec un nouveau site web (et ce n'était pas du luxe) et des intitulés plus clairs pour les séries de films. Ainsi horreur, fiction et fantastique se côtoieront dans une section intitulée Late night bizarre by Kinopolis. Les films souvent désignés « Hollywood art house », les comédies et les premières aux castings d'exception seront rassemblés sous le titre Festival Pops, tandis que Out of the box rassemblera des films s'inscrivant, sur le fond ou la forme, dans des démarches innovantes. Côté prix, on nous annonce la création du Prix Fipresci de la Fédération internationale de la presse cinématographique (en partenariat l'Association luxembourgeoise de la presse cinématographique). Une belle reconnaissance internationale renforcée par le classement du LuxFilmFest parmi les « 25 coolest film festivals in the world » par le magazine américain *Moviemakers*. L'ensemble du programme sera dévoilé le 9 février. Le programme destiné au jeune

public avec des projections à partir de trois ans, des ateliers, des rencontres et de la réalité virtuelle est déjà en ligne sur [luxfilmfest.lu](https://luxfilmfest.lu). »

L I V R E S

Doléances

Après le théâtre, les musiques amplifiées, la musique classique et les arts visuels, c'était au tour du secteur du livre de tenir ses assises cette semaine. Comme à chaque fois, la séance commence par un « état des lieux », cette fois présenté par Fabienne Gilbertz, collaboratrice scientifique au Centre national de littérature. À travers de nombreuses discussions avec les professionnels de tous les métiers du secteur (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothèques, chercheurs...), elle en liste les forces et faiblesses. La vitalité mesurée au nombre de publications (avec une pointe à presque 700 livres en 2016) ne cache pas les problèmes spécifiques comme le multilinguisme ou l'exigüité du marché national, ou plus structurels comme la concurrence des géants du commerce électronique ou l'explosion des coûts de production. La rémunération inexistante ou presque des auteurs a été soulevée lors des panels animés par Sébastien Thiltges (enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg). Sur les 26 écrivains et

écrivaines ayant répondu au questionnaire de Fabienne Gilbertz, seuls quatre affirment que l'écriture constitue leur revenu principal, alors que dix la considèrent pourtant comme leur activité principale. Elise Schmit (autrice et membre de A :LL Schrëftsteller\*innen), a évoqué le fragile équilibre entre le temps à consacrer à l'activité purement littéraire (souvent peu rémunératrice) et d'autres activités, comme des lectures, des résidences ou une activité professionnelle accessible. Aussi Samuel Hamen (auteur et président d'A :LL Schrëftsteller\*innen) a plaidé pour l'introduction de dispositifs de soutien s'étirant sur une plus longue durée, comblant les lacunes des dispositifs de soutien ponctuels. Ian De Toffoli (auteur et éditeur) milite de son côté pour un mécanisme d'aide à l'édition calqué sur l'aide à la presse (selon le personnel ou le nombre de publications) ou le Film Fund (en soumettant des dossiers). Les questions de traduction, de la place des livres luxembourgeois dans les librairies ou de résidences d'écriture ont encore soulevé de nombreuses doléance. La ministre de la Culture n'a pu que souligner l'augmentation de la part dédiée à la création dans le budget 2023. Elle a annoncé sa volonté d'examiner la possibilité d'un futur cadre légal permettant un soutien structurel pour l'écosystème du livre et de l'édition. »

Land

13.01.2023



T H É Â T R E

Les nuits sont plus belles que les jours

Artiste associée aux Théâtres de la Ville de Luxembourg, Myriam Muller y concocte régulièrement de grandes mises en scène, avec beaucoup de comédiens et comédiennes et des dispositifs scéniques impressionnants. Après *Breaking the Waves* (saison 18-19), *Ivanov* (saison 19-20) ou encore *Liliom* (saison 21-22), elle propose *Songes d'une Nuit*, d'après *Le Songe d'une nuit d'été* de William Shakespeare (photo de répétition : Sven Becker). Cette pièce est réputée inclassable, car le merveilleux y côtoie le comique, la mythologie antique, celle du temps de l'auteur (1595). Les caractères dramatiques et les caractères grotesques sont placés dans les mêmes tableaux. L'imagination semble avoir été le seul guide de Shakespeare pour y insuffler féeries, fantasmes et poésie. Cet univers de songes et de rêves s'oppose au monde réel, rigide et conservateur.

Lysandre et Démétrius sont amoureux d'Hermia, qui a choisi le premier, tandis que le second est aimé d'Helena. Espérant résoudre leurs querelles, les jeunes gens se réfugient dans une forêt où, la nuit venue, la réalité bascule dans le rêve avec l'intervention d'un puissant philtre d'amour. On ajoute des fées, des elfes, une troupe de comédiens amateurs en répétition, des hommes à tête d'âne. Cette nuit est une fête où le rêve ouvre les portes aux

interdits, où les jeunes échappent aux rigueurs du diktat familial et donnent libre cours à leurs passions les plus débridées. Au matin, tout rentrera dans l'ordre. Mais ce chaos nocturne aura servi de catharsis à tous les personnages du songe et peut-être aux spectateurs, conviés à la fête, aussi.

L'œuvre, bâtie sur le principe typiquement baroque du théâtre dans le théâtre, permet une réflexion et un hommage au théâtre, où tout peut être représenté, grâce à l'imaginaire du spectateur, le jeu de l'acteur, la magie des décors, des costumes et des lumières. Ils ne seront pas trop de treize sur scène (Céline Camara, Olivier Foubert, Rosalie Maes, Catherine Mestoussis, Rhiannon Morgan, Christine Muller, Valéry Plancke, Manon Raffaelli, Konstantin Rommelfangen, Raoul Schlechter, Pitt Simon, Timo Wagner et Jules Werner) pour convoquer jeu, cirque, danse et musique et nous inviter aux rêveries. Du 19 au 29 janvier au Studio du Grand Théâtre. »



EXPÉRIENCE

# L'immersion ne suffit pas

À l'heure où les intelligences artificielles font des miracles pour générer images, musiques et textes (on se garde bien de parler de création, le créateur est derrière l'écriture des *prompts* qui vont produire du contenu), on peut se demander quelle est la place de la réalité virtuelle dans les arts de la scène. Des avatars pourront-ils remplacer des acteurs ou des danseurs dans une performance en direct ? Des univers virtuels prendront-ils la place de décors, costumes, lumières ? Avec *Le Bal de Paris* de Bianca Li, le Grand Théâtre de Luxembourg a mis son grain de sel dans ce débat. Annoncé comme « un spectacle vivant immersif sublimé par la réalité virtuelle », *Le Bal de Paris* est arrivé à Luxembourg auréolé d'un enthousiasme rare (30 000 spectateurs dans le monde, Lion de la Meilleure expérience VR au 78<sup>e</sup> Festival de Venise, critiques émerveillées) qui aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. On a été voir pour apporter un début de réponse : oui, mais, non.

Alors, oui. La technologie VR est ici au sommet de son art. L'expérience immersive l'est vraiment, malgré ce que cela comporte d'adjuvants matériels. Les spectateurs sont amenés par groupes de dix dans un espace clos, entouré de rideaux noirs, avec quantité de marquages au sol. Chaque membre du groupe est équipé d'un sac à dos, de capteurs autour des poignets, des chevilles et des genoux et bien sûr d'un casque de réalité virtuelle. Dans un vestiaire aussi luxueux que virtuel, chacun choisit une tenue et observe son reflet dans un miroir. Me voilà jonchée sur des talons de 15 cm, dans un ensemble pantalon noir et blanc du meilleur effet (c'est du Chanel, quand même), avec une tête de biche (le hommes ont droit à des zèbres, des lions et des ours, les femmes des lapins et des chats, mignon, n'est-ce pas?) et un physique filiforme qui ne correspond guère au mien (mais qui en dit long sur la vision standardisée des corps). C'est parti.



Les danseuses (virtuelles) de French Cancan

On entre dans une immense salle de bal avec de somptueux lustres, des gens qui dansent ou applaudissent, vêtus de robes longues, de costumes, de smokings et portant des masques d'animaux. Les tableaux se succèdent et nous font voyager : un ascenseur, un train, un bateau (avec du vent et des gouttelettes comme quand on va voir *Rock Horror Picture Show*), un labyrinthe végétal très disneyen et pour finir un cabaret avec des danseuses de French Cancan au physique de Jessica Rabbit. Deux performeurs endossent le rôle de guides tout en dansant pour de vrai au milieu des (faux) personnages. Ils nous prennent par la main, forment des couples ou une ronde pour nous faire danser à notre tour. Ne boudons pas notre plaisir : cette déambulation est bluffante, les animations en mettent plein la vue, le masque virtuel autorise les plus timides à participer, la fête est totale.

Mais non. À trop vouloir en faire au point de vue technologique, *Le Bal de Paris* est d'une niaiserie sans nom au niveau scénaristique : une histoire d'amour et de retrouvailles nappée d'un vernis sentimental sirupeux. La musique de Tao Gutierrez qui brasse tous les genres du tango à la valse est très passe-partout (pour ne pas dire banale) et surtout les paroles des chansons sont navrantes, du niveau d'une comédie musicale scolaire. La qualité formelle ne suffit pas à contrebalancer la médiocrité artistique. Admettons qu'il s'agisse surtout d'une expérience et d'une nouvelle façon d'envisager le spectacle (comme les projections du type *Atelier des lumières* seraient de nouvelles façon d'exposer). L'ennui c'est que Bianca Li ici n'apporte rien à la danse ou à la narration chorégraphique. Quand la réalité virtuelle aura vraiment quelque chose à raconter, il faudra trouver un nouveau nom pour ce type de manifestation. Mais du spectacle vivant, ce n'en est pas. ● France Clarinval

KINO

# Paradise Lost

Tom Dockal

Die letztjährigen Filmfestspiele von Cannes werden im cinephilen Langzeitgedächtnis ihre Spuren nicht hinterlassen. 2022 wird das Jahr sein, im Schatten der Ausnahmejahre Pre- und Post-Covid 2019 und 2021, in dem eine sehr unentschiedene Jury und ihr Präsident die Hälfte des Wettbewerbs mit Preisen überschüttete. Fast schon wie ein Witz wirkte der extra für die Gelegenheit erfundene Preis, die Dardenne-Brüder bloß nicht mit leeren Händen zurück nach Lüttich gehen zu lassen. Auch *Triangle of Sadness* von Ruben Östlund wird von der Bildfläche und aus dem Diskurs verschwinden. Genau wie schon sein palmierter Vorgängerkino. Ein anderer Film, der erst sehr spät auf die bis dahin schon schlafdefizitäre Filmpresse losgelassen wurde, schien die Jury wenig zu begeistern. *Pacifiction* von Albert Serra *est parti bredouille*. Ein Fehler. Mit einem Schlag ließ der Regisseur einen fast vergessenen, dass der Wettbewerb eigentlich *ënner aller Sau* war.

*Pacifiction* ist das bis dato narrativ dichteste Werk des Katalanen. Das will nicht sehr will heißen. Die Geschichte lässt sich auch diesmal problemlos auf einen Estrella-Bierdeckel kritzeln. Serra lädt zu einem 165-minütigen Abstecher nach Französisch-Polynesien ein. Auf einer der Inseln des „territoires d'outre mer“ der französischen Republik – sehr wahrscheinlich auf Tahiti – trifft man auf Hochkommissar De Roller. Monsieur De Roller, wie er von den Ortsansässigen genannt wird, ist mit jedem bekannt, scheint jederzeit überall anzutreffen zu sein. Er ist ein Diplomat der ganz alten Schule: aalglatt, immerzu nett und höflich und von einer latent beunruhigenden Hilfsbereitschaft. Mit Fahrer und einem weißen Dienst-Mercedes, der sein vestimentäres Auftreten widerspiegelt – weißer Anzug, Hawaiihemd und Sonnenbrille mit dunkelblauen Gläsern –, ist De Roller den Bewohnern seines Verantwortungsterritoriums nahe. Seien sie einfache Hotelangestellte, eine Theatertruppe, französische Expats oder das immerpräsenste Militär. Während einem seiner Abende im Paradise Night-Club schnappt er ein Gerücht auf, dem er zunächst nicht allzu viel Aufmerksamkeit schenken möchte: Die französische Marine soll sich auf neue Atomtests in den nächstgelegenen Atolls vorbereiten. Die Insel ist eine Insel und das Gerücht macht schnell seine Runde, bis Kommissar De Roller von einer lokalen Interessensgruppe damit konfrontiert wird. Was er wisse? Was er zu tun gedenke? Hilfsbereit, wie er ist, zwischen den Stühlen von Militär und einer unsichtbaren lokalen Dynamik, macht De Roller sich auf die Suche nach Hinweisen.



Monsieur De Roller ist wie eine schmierige Variation auf Dale Cooper in David Lynchs Twin Peaks

Die Kolonialgeschichte der einstigen *Grande Nation* ist – wie so ziemlich in allen anderen Fällen – ein unaufgearbeitetes Stück Geschichte. Von den Atomtests der Franzosen in Polynesien in den 1960-er und 70-er Jahre gar nicht zu reden. Im Bikini-Atoll, ein paar Kilometer westlich, haben die Amerikaner lange das gleiche Spiel gespielt. Albert Serra ist aber nicht darauf aus, ein moralistisches Lehrstück über die Hybris alter Weltmächte zu machen. Dafür ist der Katalane zuviel Ästhet. Er inszeniert Tahiti als unbestimmten Raum irgendwo zwischen Diesseits und Jenseits, die Fassade eines Paradieses irgendwo in einem Zeit-Raum-Kontinuum, in dem Figuren umherwandeln, wie sie nur Albert Serra zu zeichnen weiß. Mit seiner Regie bezwingt er auch – und zum zweiten Mal in Folge – eines der Biester des französischen Kinos. Nach Jean-Pierre Léaud in *La mort de Louis XIV* nun Benoit Magimel, der mit Monsieur De Roller die Rolle innehat, die seine Karriere definieren

Pacifiction von Albert Serra ist Kino in seiner allerreinsten Form

HOME CINEMA

# Verbrechen und andere Kleinigkeiten

Marc Trappendreher

Benoit Blanc (Daniel Craig), der überaus schnelldenkende Meisterdetektiv, der mit seiner offensiven Selbstverliebtheit und Arroganz auch gerne mal die Leute vor den Kopf stößt, mag in mancher Hinsicht wie eine Chiffre für seinen Schöpfer stehen: Regisseur Rian Johnson liebt es, überkonstruierte Filmgeschichten zu entwerfen, etwa in Zeitschleifen wie *Looper* (2012), in dem er sein Genrewissen ausstellt, Publikumserwartungen gezielt unterläuft und mit doppelbödigem Spiel aufwartet. Das machte *Knives Out* (2019) zum Erfolg – sodass eine Fortsetzung unabdingbar wurde – wobei er für seinen Star Wars-Film, *The Last Jedi* (2018), jedoch überwiegend Häme erntete. Mit dem klassischen Whodunit-Thriller beweist Johnson nun aber einmal mehr, dass er für sich ein Genre gefunden hat, mit dem er seinem Umfeld – und sich selbst – stets beweisen kann, dass er der cleverste Kopf ist. Und als gelte es sich in Sachen Überlegenheit und Anmaßung selbst zu übertreffen, bein-

haltet *Glass Onion: A Knives Out Mystery* seine für den Meisterdetektivfilm obligate Prämisse – die Erwartung über den zu lösenden Mordfall – in sich selbst: Der Tech-Milliardär und Playboy Miles Bron (Edward Norton) lädt seine langjährigen Freunde zu einem Murder-Mystery-Spiel auf sein Inselresort in Griechenland, der Glass Onion, ein. Was als Krimi-Rollenspiel übers Wochenende, als eine Erhebung über die Überdrüssigkeit vom Corona-Lockdown angedacht war, schlägt aber in bitteren Ernst um, als tatsächlich Todesfälle eintreten und die Geheimnisse der Inselbesucher nach und nach ans Licht kommen ...

War sein Vorgänger noch ein pointierter Angriff auf die materiell und egozentrisch ausgerichtete Oberschicht, so betreibt *Glass Onion* seine Gesellschaftskritik zwar weiterhin, indem er nach oben austeil, diesmal aber nimmt er augenscheinlich unverbindlichere,

nach verschlagene Charaktere ins Visier. Die Superreichen, die sich ihren Wohlstand mit Lavierern und Lügen errichtet haben, werden hier ausgestellt. Da gibt es einen *Twitch*-Streamer, der Alt-Right-Gesinnungen im Netz verbreitet, seine junge und naive Partnerin, die sich ihm für mehr Netz-Reichweite hingibt, ein ehemaliges Model oder noch eine egozentrische Politikerin – alle spiegeln sie im Kern eine ganz emotions- und moralfreie Gesellschaft wider. Eine Ideologie der Werbekörper wird hier anschaulich; wir sehen Menschen, die nur noch Oberfläche sind. Bevor Rian Johnson aber zum Zentrum seines Falles vordringt, müssen erst – einer Zwiebel gleich – die vielen Schichten aufgedeckt werden, um ein Ganzes sehen zu können. Dafür bedarf es zunächst einer umfangreichen und informativen Exposition, es folgt ein ungemein temporeicher Mittelteil mit so vielen Wendungen, wie ein Mozart-Stück Noten hat, um dann in ein fulminantes, unvorhergesehenes Finale überzugehen. *Glass Onion* lässt sich auf ein stilvolles Spiel mit den Elementen klassischer Vorbilder Agatha Christies ein, in dem ganz im Sinne der Nachahmung auf der einen Ebene eine durchkonstruierte Geschichte erzählt wird, die auf der anderen Seite aber Reflexion, Parodie und Kommentar des Vorbilds ist. Eines äußeren Signalements, wie des großen Schnauzers eines Hercule Poirots, bedarf es diesem Benoit Blanc nicht. Craig kompensiert dieses Erscheinungsbild mit dem nach wie vor überaus dick aufgesetzten Südstaaten-Dialekt, dem *southern drawl*. Freilich ist der komödiantische Ton dieses Krimis viel stärker als beim Vorgänger, daraus erwächst aber besonders in seinem Finale eine unentschlossen zwischen dem Kindlichen und dem Drastischen pendelnde Mischung. Eines wird aus dem finalen Kinderspiel jedoch ersichtlich: Wir beobachten einen Detektiv, der angesichts des Problems, das er zu bekämpfen hat, keine Chance mehr sieht als sich zurückzuziehen. Es ist bekanntermaßen nicht so sehr die Aufdeckung des eigentlichen Mordes, als vielmehr der Schrecken in der narzisstischen Verfehlung, dem hier das Augenmerk gilt – nur eine radikalere Geste kann da noch zur Resolution führen. Strafe und Opfer scheinen beinahe sehnüchlig erwartet, so sehr wiegen die Verfehlungen beim sozialen Aufstieg, den *Glass Onion* sehr komödiantisch aber nicht weniger spitz und desillusioniert beobachtet. ●



Edward Norton als Tech-Milliardär und Playboy Miles Bron





Helen Frankenthaler affirme sa liberté et change régulièrement de style

# Helen Frankenthaler, l'étoile filante

Loïc Millot

Au commencement, il y a la tradition. Quand bien même il s'agit paradoxalement d'une tradition... parfaitement moderne ! Qu'un mouvement artistique comme le cubisme soit convoqué comme un héritage, voilà qui doit déjà nous interpeller sur le caractère inédit et résolument novateur de la production picturale de Helen Frankenthaler (1928-2011). C'est en effet à partir d'une petite nature morte inspirée de Georges Braque que débute l'excellente exposition que lui consacre actuellement le Museum Folkwang de Essen, dans la Ruhr (Allemagne), qui fait suite à celle organisée en collaboration avec la Kunsthalle Krems (Autriche). L'œuvre, sans titre et griffée de seulement deux initiales, date de 1949 et fait partie des premiers travaux de l'artiste américaine. Les lignes y sont bien verticales et les couleurs le plus souvent éteintes les unes aux autres, chacune étant compartimentée dans des formes les circonscrivant nettement. C'est tout ce dont va s'affranchir la jeune femme au cours de sa carrière qui s'étend sur plus de six décennies. Un parcours que l'exposition retrace chronologiquement en 75 tableaux, tous issus de la Fondation Frankenthaler de New York. Bienvenue dans les *Constellations picturales*.

La sérendipité est aussi prenante dans le processus de création : Il faut accepter de ne pas tout maîtriser

La manière de peindre de Frankenthaler est très singulière, quoique largement imprégnée du *drip-ping* de Jackson Pollock (1912-1956). La peinture n'est plus tout à fait la technique privilégiée du pinceau, Helen Frankenthaler employant éponge, brosse, serpillière et même un balai pour contenir l'écoulement généreux qu'elle fait de la peinture. Finie également la verticalité du geste puisque, dans le sillon de Pollock encore, la jeune femme s'active au sol, là où la toile l'attend. Le choix du support importe aussi pour ses effets de texture laissés volontairement visibles, jusqu'à gondoler sous le poids des litres de peinture que l'artiste déverse sur le canevas. La sérendipité est aussi partie prenante du processus de création : l'art dont il est question ici consiste à accepter de ne pas tout maîtriser, en accueillant l'aléa dans la constitution des formes. L'intention de l'artiste doit sans cesse com-

poser avec l'écoulement plus ou moins orienté des matériaux : une technique restée dans les annales de l'art sous la dénomination de « *soak-staining* ».

Trois ans à peine après ce passage par le cubisme sous la tutelle de Paul Feeley, son professeur au Bennington College (Vermont), Helen Frankenthaler prend part, à 23 ans, à la *Ninth Street Exhibition of Paintings and Sculpture*, manifestation historique qui marque la fondation l'expressionnisme abstrait. Des 72 artistes retenus à cette occasion, elle est la plus jeune et compte, aux côtés de Lee Krasner, Elaine de Kooning, Joan Mitchell ou encore Grace Hartigan, parmi les rares femmes à y être représentées. 1951 est aussi l'année au cours de laquelle une première exposition personnelle lui est dédiée à la galerie Nagy de New York. Une comète est ainsi propulsée dans le ciel de l'art, même si son œuvre demeure encore peu connue en Europe. Une lacune que vient partiellement combler la manifestation allemande.

Dès les premières salles d'exposition où dominent encore de petits formats, de multiples sources d'influence émergent. Outre Pollock, son *Circus Landscape* (1951) fait songer à Kandinsky et nous rappelle la dette de la scène new-yorkaise à l'endroit des pionniers de l'abstraction ayant évolué en Europe au début du vingtième siècle. Le centre de gravité de la toile est dorénavant diffus, le regard éclate, hésite, chavire entre les amas légers de couleurs et les diverses lignes qui farandolent en tous sens. L'instabilité domine la composition, de même qu'une énergie emporte cette peinture de geste au caractère dynamique et physique particulièrement prononcé.

À l'instar de ses illustres compatriotes (Sam Francis, Joan Mitchell, Robert Rauschenberg...), Helen Frankenthaler fera elle aussi le déplacement pour s'imprégner de la culture présente sur le Vieux Continent, comme en témoignent les deux jolies aquarelles ornées de drapeaux et du bleu de la Méditerranée qui conservent le souvenir ému d'un séjour à Nice. Auprès de Hans Hofmann (1880-1966), cet autre géant de l'abstraction américaine, Frankenthaler participera à un atelier à l'issue duquel elle achève *Provincetown Harbor* (1950). L'influence de De Kooning est aussi manifeste (*Window Shade No. 1*, 1952). La jeune artiste fait feu de tout bois, à l'image de cette toile confectionnée à Paris à partir de rouge à lèvres et de vernis à ongles (*Hôtel du Quai Voltaire*, 1956).

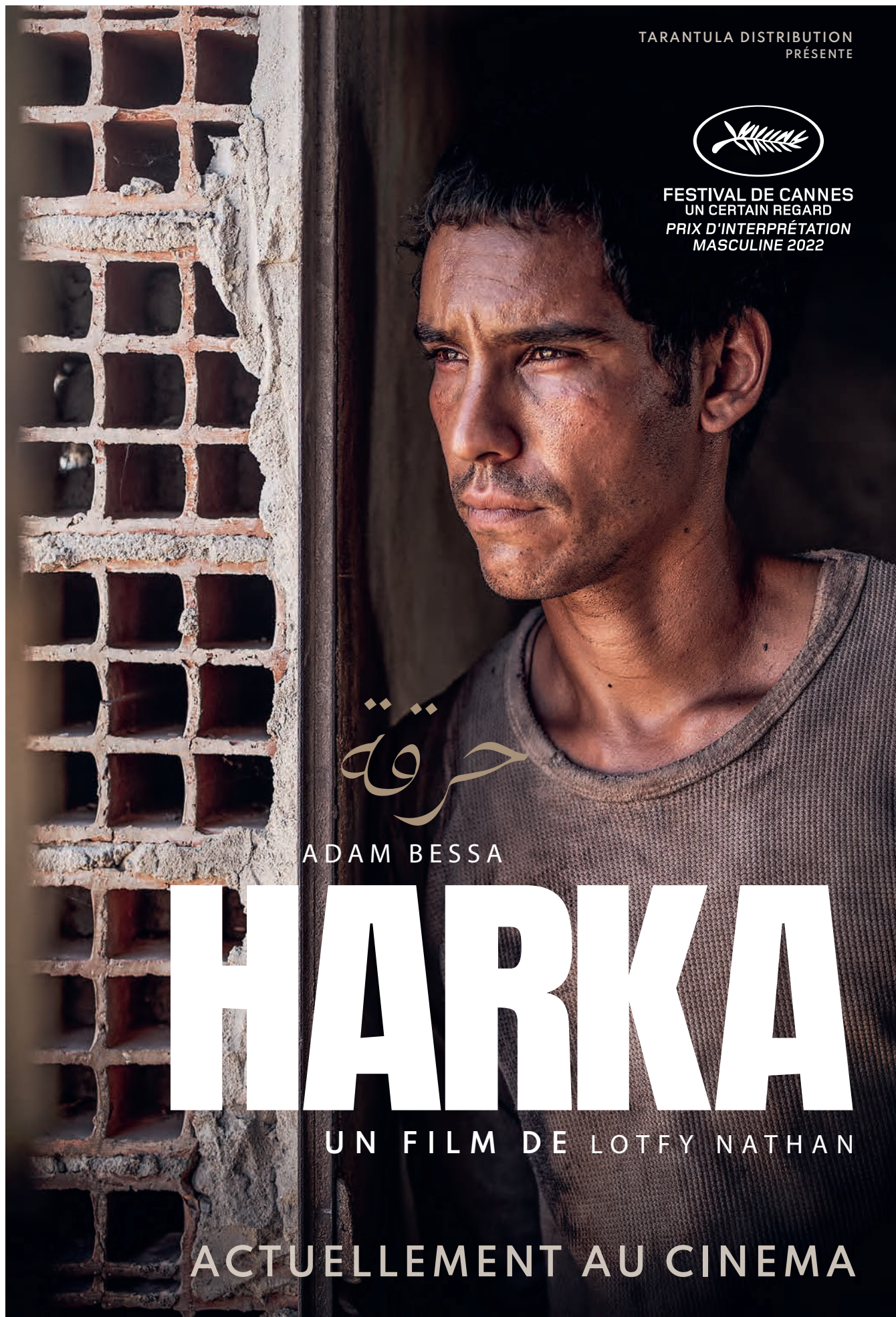
Le tournant des années 1960 voit ses formats s'agrandir et se remplir de blanc. Un nouveau souffle s'empare de son travail. Des tâches viennent ponctuer ses toiles, quand elle n'y appose pas facétieusement une carte à jouer, un détail figuratif dont elle reprend à la fois les couleurs et le motif en filigrane (*The Joker*, 1959). Ailleurs, l'expressivité se concentre, devient minimale, au point de pouvoir s'apparenter à de la calligraphie chinoise. La fin des années 1960 fait apparaître au contraire un jeu subtil sur les contours, comme chez Morris Louis, et le recours à des aplats de pures couleurs, comme dans *Billboard Study* ou *Noon* (1966). Dans *Untitled* (1973), les quatre coins du canevas sont investis et font pendant à un motif phallique qui en occupe le centre. Les formes y sont tour à tour végétales (*Evil Spirit*, 1963), minérales,

toujours aqueuses, avant de laisser place à une facture striée où abondent les horizontales (*Viewpoint I*, 1974). Jusqu'aux années 2000, Helen Frankenthaler affirme sa liberté, révoque ce qu'elle avait précédemment établi, se risque à renouveler et à creuser continuellement ses acquis : « La seule règle est qu'il n'y a pas de règles. Tout est possible. Tout est dans la prise de risque, des risques délibérés », dit-

elle. Jusqu'à s'acheminer enfin sur les territoires de Rothko au terme de sa carrière (*Port of Call*, 2002), alternant entre des tons sombres et clairs. Une exposition lumineuse qui nous fait prendre conscience de notre méconnaissance de la scène new-yorkaise, une fois passés les arbres imposants (Pollock, De Kooning) qui en cachent la profonde forêt. Car trop peu de tableaux de peintres américains franchissent

l'Atlantique. Ce que l'on ne peut que déplorer pour notre compréhension de l'art européen. ●

Exposition Helen Frankenthaler, *Painterly Constellations*, jusqu'au 5 mars 2023, Museum Folkwang, Essen





# La chambre noire

Marianne Brausch

Pour les cinquante ans de la disparition d’Edward Steichen, le Musée national d’histoire et d’art offre un hommage inattendu au photographe



Cliff de Hans Op de Beeck  
de Beeck le roc du Balzac  
de Rodin vu  
pourrait évoquer par Steichen

En 1985, le Fond Edward Steichen lègue 178 photographies représentatives de la carrière d’Edward Steichen à l’État luxembourgeois. Le Musée national d’histoire et d’art (MNHA) se charge de la conservation de ce patrimoine ainsi que des 44 œuvres du photographe de la collection de la Photothèque de la Ville de Luxembourg. Pour des raisons de conservation, l’ensemble des 222 photographies n’est visible que par cycle d’exposition, une petite vingtaine de photographies ordonnées thématiquement, à chaque fois, dans le cabinet des photographies du musée situé dans l’aile Wiltheim. La famille est le thème du moment, choisi par les artistes Erwin Olaf et Hans Op de Beeck comme le précise le texte d’introduction de l’exposition. On y voit par exemple les enfants d’Edward Steichen, une de ses épouses (Dana, Steichen fut marié trois fois), ses parents ou encore Steichen lui-même avec sa sœur. Ils sont coiffés de chapeaux que confectionnait sa mère, Marie Kemp, modiste. C’est elle fit vivre la famille aux États-Unis, où elle avait rejoint son mari Jean-Pierre en 1881, avec Edward âgé de deux ans. Parti deux ans plus tôt, le père était embauché à la journée comme de nombreux immigrés venus chercher une meilleure vie outre-Atlantique. Mais ses poumons ne supportèrent pas le travail dans la mine. Marie, elle, eut du succès et Jean-Pierre s’adonna à sa passion pour son jardin et ses fleurs. Passion qu’il transmit à son fils, qui, non seulement l’y photographia, mais en fit de nombreuses compositions.

Accessible en permanence à condition de trouver l’aile Wiltheim, ce petit cabinet n’est pas signalé au



Les portraits de Erwin Olaf  
s’opposent à ceux que Steichen a fait du gratin new-yorkais

Difficile d’aller au-delà d’une appréciation esthétique et de corrélations simplistes

sortir de l’exposition temporaire, ce qui est bien dommage. Ce complément indispensable à *Erwin Olaf & Hans Op de Beeck Inspired by Steichen* constitue « la chambre claire » du triple hommage que le MNHA consacre à Steichen à l’occasion du cinquantième anniversaire de sa mort. On emprunte à dessein cette expression à l’ouvrage de Roland Barthes où le philosophe pose la question : « la photographie a-t-elle un génie propre ? ». Après avoir vu l’exposition temporaire *Erwin Olaf & Hans Op de Beeck Inspired by Steichen*, il semble qu’en mélangeant photographies, dessins et sculptures, on nie le postulat que la photographie est un art en soi. L’exposition fait d’ailleurs presque seulement écho à la première époque « pictorialiste » de Steichen.

L’objet intéressant de la commémoration, est évidemment la parution du catalogue raisonné des photographies conservées par le musée, *Edward Steichen The Luxembourg Bequest*. Ouvrage en anglais (464

pages, 60 euros), en vente uniquement et trop discrètement à l’accueil du musée, est dirigé par Michel Polfer, directeur du MNHA et Gilles Zeimet, responsable du département de digitalisation. Il comporte des textes scientifiques et historiographiques de Kersrtin Bartels, Gerd Hurm, Julia Niewind, Malgorzata Nowara, Michel Polfer, Françoise Poos et Gilles Zeimet. Les œuvres du photographe sont classées par catégories et les photographies sont détaillées par sujet, époque de la prise de vue, les données techniques. Le livre présente 176 photographies plus deux qui ne sont pas de Steichen, mais qui donnent, par leur signification pour la vie et la carrière de Steichen, encore plus d’importance à cette donation à son pays natal. On y découvre les premiers paysages, le Balzac de Rodin, la famille, les portraits, les nus, le théâtre, la publicité et la mode (Steichen fut chef-photographe aux très chics éditions Condé Nast pour *Vanity Fair* et *Vogue*), des expérimentations tant techniques qu’esthétiques, la nature dont des tirages en couleurs...

Parmi les deux photographies qui ne sont pas de Steichen, l’une est de Dorothea Lange, dont la célèbre *Migrant Mother* de 1936 fait partie de la collection *The Bitter Years* que Steichen légua à l’État luxembourgeois, conservée au Centre National de l’Audiovisuel (CNA) à Dudelange. Cette campagne photographique sur la Grande Dépression des années 1930, fut la dernière exposition que Steichen organisa en tant que directeur du département de photographies du Museum of Modern Art (MoMa) en 1962. L’ouvrage s’achève sur une photographie de

Wayne Miller, qui fut l’assistant de Steichen comme curateur de la première mise en espace en 1955 de *The Family of Man*, exposée aujourd’hui de manière permanente au château de Clervaux. On apprend que Steichen et Miller s’étaient connus dans la Naval Photographic Unit durant la Deuxième guerre mondiale et que Miller fut un des premiers à faire des photographies d’Hiroshima après le largage de la bombe atomique. Pour qui ne le savait pas, cela éclaire l’origine du projet *The Family of Man* et la volonté de faire de cette exposition un message de paix. Sur la photo de Miller, on voit Steichen et son beau-frère Carl Sandburg, époux de sa sœur Lilian, ardents défenseurs des Droits humains. Cela souligne l’engagement de Steichen, à cause ou malgré son parcours mondain et mondial. Il toucha à un appareil photographique à quatorze ans, fut exposé dès ses dix-neuf (à Philadelphie en 1899). Steichen fut aussi engagé par sa passion pour la photographie. Avec Alfred Stieglitz, photographe et galeriste, au sein du groupe Photo-Secession, puis dans les revues *Camera Notes* et *Camera Work*, où il défendit très tôt la photographie comme légal de la peinture, comme une expression artistique à part entière.

Cela nous amène au troisième volet de l’hommage, *Erwin Olaf & Hans Op de Beeck Inspired by Steichen*, la « chambre noire » en quelque sorte. E Erwin Olaf (photographe néerlandais, né en 1959) et Hans Op de Beeck (plasticien belge, né en 1969) y exposent l’un des photographies de paysages et des portraits. L’autre des sculptures et des aquarelles. Les œuvres sont mises en dialogue avec des photographies de Edward Steichen qu’ils ont choisies eux-mêmes. Le commissariat de l’exposition est assuré par Ruud Priem, (néerlandais, né en 1969) historien de l’art diplômé de l’Université de Padoue et responsable de la section Beaux-Arts du MNHA depuis 2020. Le bref texte explicatif qui ouvre l’exposition, annonce : « L’exposition fait dialoguer les œuvres d’Olaf et d’Op de Beeck avec les photographies de Steichen établissant des parallèles surprenants entre les trois artistes. Ils entrent ici en résonance (...) créant une nouvelle harmonie d’images aux tonalités noires, blanches et grises, dont l’unité et l’évidence sont frappantes ». Le catalogue de l’exposition ne sera malheureusement disponible que d’ici trois mois. On espère qu’il apportera un éclairage complémentaire sur cette déclaration.

Il est certes à la mode de laisser les visiteurs maîtres de leur propre interprétation, mais on se demande ici comment comprendre ce dialogue en allant au-delà d’une appréciation esthétique et de corrélations sim-

plistes. L’espace d’exposition aux murs noirs renvoie à la chambre noire de développement des photographies. Les formats de Steichen, de petite à moyenne dimension (il y en a de tout petits, délicieux dans les snapshots de la famille au cabinet de l’aile Wiltheim), s’opposent aux dimensions gigantesques des images de Hans Op de Beeck. Concernant les aquarelles de ce dernier, comment deviner, sans avoir fait de recherche, que le lien avec les photographies de Steichen (dont l’effet lumineux est induit par une prise de vue de nuit, comme sur *Nocturne/Orangerie Staircase*), c’est le blanc du papier qui transparait à travers les teintes aqueuses? Op de Beeck les aurait aussi réalisées de nuit... Comment comprendre cela, quand on n’a aucune explication ?

Edward Steichen a été le photographe de ce qu’on peut appeler les people de son temps, du cinéma à la haute bourgeoisie new-yorkaise et aux artistes les plus réputés du monde occidental. On se régale dans *Edward Steichen The Luxembourg Bequest* de la modernité de Greta Garbo, de l’effronterie de Lilian Gish, de Winston Churchill tel qu’en lui-même, ou de l’air ennuyé du banquier J.P. Morgan, collectionneur avisé car détenteur d’un des rarissimes exemplaires de la Bible de Gutenberg... Opposer au contexte du « rêve américain », les portraits de Erwin Olaf, pris de face sans l’éclairage artificiel du studio mais dans la nature, d’anonymes de toutes origines et de tous âges (la série *Portrait*, 2020), semble très premier degré et politiquement correct. Comprendre le lien entre *The Cliff*, un moulage gris de Hans Op de Beeck, aux personnages pétrifiés, avec la masse du Balzac de Rodin ou le corps de la danseuse Isadora Duncan entre les colonnes du Parthénon par Steichen, nécessiterait de se promener avec le lourd catalogue pour guide. Heureusement, un tournesol de Steichen, *Dead Sunflower* (1920, tirage après 1953) sauve la mise. Hans Op de Beeck fait lui-même la comparaison avec *Consoling Moon* (aquarelle sur papier Arche, 2021) et ce soleil éteint allume une boule à facettes (*Mirror Ball*, 2011). Mais, il y a légèreté et légèreté. Ce rapprochement fait sourire. L’autre, utilisant la période « pictorialiste » de Steichen ne l’est pas. C’est plutôt un alibi, comme « l’inspiration par Steichen » est un coup de pub. Les œuvres n’ont pas été réalisées pour l’occasion, mais ont déjà été exposées en galeries antérieurement. ●

*Erwin Olaf & Hans Op de Beeck Inspired by Steichen* est à voir au MNHA, Marché-aux-Poissons, jusqu’au 11 juin prochain

## Poste vacant

### Le Ministère de l’Environnement, du Climat et du Développement durable

se propose d’engager avec effet immédiat ou à convenir pour l’Administration de la gestion de l’eau

#### un directeur adjoint (m/f)

##### dont les missions principales sont :

- Assister et conseiller le directeur dans la planification et la gestion stratégique et opérationnelle de l’Administration de la gestion de l’eau ;
- Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de l’administration ainsi qu’à l’exécution des attributions de l’administration ;
- Donner appui à la gestion intégrée et durable des ressources en eau ;
- Prendre part à la coordination des tâches financières et comptables ;
- Coopérer à la gestion et la planification du budget ;
- Soutenir la gestion des ressources humaines ;

- Participer à la gestion des infrastructures, de l’archivage, des services administratifs et des systèmes informatiques.

Le directeur adjoint (m/f) de l’Administration de la gestion de l’eau est nommé pour une période de 7 ans, renouvelable.

Le candidat au poste de directeur adjoint sera de nationalité luxembourgeoise et maîtrisera les langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise. Il sera titulaire d’un grade ou diplôme délivré par un établissement d’enseignement supérieur reconnu par l’État du siège de l’établissement et sanctionnant l’accomplissement avec succès d’un master ou de son équivalent.

##### Le candidat idéal pourra se prévaloir des atouts suivants :

- Avoir des connaissances dans le domaine de la protection de l’environnement et des connaissances du fonctionnement de l’administration luxembourgeoise ;
- Avoir des connaissances de législa-

tion nationale et européenne relative à la gestion de l’eau ;

- Connaître les principes de management public, de leadership et de la gestion du changement ;
- Disposer d’une expérience en gestion de projets.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter la vacance de poste sur *GovJobs* et, en cas d’intérêt, introduire votre dossier de candidature via *MyGuichet*.

### Mitteilung der Zoll- und Akzisenverwaltung

#### An alle, die ein Schankwirtschaftsrecht besitzen oder betreiben

##### Betrifft: Jahrestaxe 2023

Die für die Betreibung einer Schankwirtschaft im Jahre 2023 geschuldete Taxe ist bis zum 31. Januar 2023 beim Zoll- und Akzisenamt Luxemburg zu entrichten. Nach diesem Datum kann

für jeden Verspätungstag ein Zuschlag von 10% der geschuldeten Taxe erhoben werden.

Die unvollständige Begleichung der Taxe und der Zuschläge vor dem 1. Januar 2024 zieht das Erlöschen des Schankwirtschaftsrechtes, aufgrund dessen der Ausschank betrieben wurde, nach sich.

Alle Besitzer oder Betreiber einer Ausschankgenehmigung wurden schriftlich aufgefordert, ihre Jahrestaxe zu begleichen.

Seit dem 1. Januar 2004 wendet die Zoll- und Akzisenverwaltung das „Règlement grand-ducal du 9 septembre 2002 relatif au transport d’alcool ainsi qu’au commerce et à l’emmagasinage de produits soumis à accises“ an.

Laut diesem Règlement, das ebenfalls sämtliche Betriebe betrifft, welche ein Schankwirtschaftsrecht besitzen oder betreiben, erhalten die Betreiber nach Begleichung der Jahrestaxe eine Verbrauchssteuerkontrollvignette (VCA).

Diese ist ein Jahr gültig und im Lokal so anzubringen, dass sie von außen gut sichtbar ist.

Den Betreibern, welche nicht im Besitz einer gültigen VCA Vignette sind, droht eine Strafe von 625 bis 3 125 Euro.

## Poste vacant

### Le Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse

se propose d’engager pour les besoins de

l’Institut national des langues

#### Un/une chargé/e de cours (m/f) de français

à tâche partielle ou complète, à durée déterminée ou indéterminée à partir du mois de février 2023.

**Date limite de la candidature :** 23 janvier 2023

## d’Lëtzebuerger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuerger Land **Instagram** letzebuerger\_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Comptes en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

www.land.lu



L'ART SE MET AU VERT (2)

# Des jardins restés à l'état de rêves

Lucien Kayser

Giacometti et Dali étaient amis. Leurs projets pour les époux Noailles sont repris dans une exposition à l'Institut Giacometti de Paris

On quitte le bocage vendéen, les vallées et forêts verdoyantes de Fabrice Hyber. Le piéton de Paris, après avoir traversé le boulevard Raspail, n'a que quelques dizaines de mètres à faire, rue Victor-Schoelcher, pour des *Jardins de rêves*, tel est le titre de l'exposition de l'Institut Giacometti qui reprend des projets du temps des surréalistes, du sculpteur suisse et de Salvador Dali, amis dans les années trente. Celles de tous les élans, de toutes les hardiesses, non moins des dissensions et des exclusions, qu'ils subirent à leur tour, en partie des raisons pour lesquelles leurs projets de jardins, d'une place publique, initiés par les époux Charles et Marie-Laure de Noailles, ne furent jamais réalisés. C'est une gageure pour une exposition, mais les dessins, les nombreuses esquisses, les œuvres qui existent en rapport avec les projets, telles reconstitutions aussi, font de *Jardins de rêves* ce qu'on a l'habitude de trouver dans ce lieu,

quelque chose de dense et de léger en même temps, en l'occurrence l'envol de l'imaginaire surréaliste et le poids des fantasmes.

Les jardins, dès le début du vingtième siècle – la tendance s'est accentuée dans l'entre-deux-guerres – avaient vu les végétaux céder place aux minéraux, l'architecte Mallet-Stevens n'était-il pas allé jusqu'à concevoir des arbres en ciment armé. Plus tard, les surréalistes (re)découvrirent les monstres de Bomarzo, près de Viterbe, avant que Dubuffet ne fasse ses propres jardins, salons, closerie en polystyrène, tous habitables, comme le voulaient aussi Giacometti et Dali : « Je voulais qu'on puisse marcher sur la sculpture, s'y asseoir (sic) et s'y appuyer ».

Une chance pour les deux artistes d'avoir les Noailles comme mécènes, comme amateurs d'art

ouverts aux nouveautés, fussent-elles scandaleuses. Dali s'émervilla de voir son *Jeu lugubre*, de 1929, accroché entre un Cranach et un Watteau, pour de tout autres embarquements. Giacometti raconte à sa famille combien il est heureux que sa sculpture soit mise dans un bel endroit, « près d'un Picasso et rien d'autre ». Les voici donc engagés dans plusieurs projets, dont trois grandes figures pour Giacometti, l'une sera installée dans le jardin à Hyères. Il y a surtout ce que Dali qualifie de parc d'attractions, de Fun Fair, basé sur la réalisation de désirs... sur les fantasmes et représentations inconscientes : le paysage aurait évoqué un corps couché, parsemé de sculptures, où Dali mentionne en premier la *Boule* de Giacometti, il l'avait vue dès 1931, et la sphère effleurant l'arête d'un croissant lui avait paru exemplaire de ce qu'il allait appeler les « objets à fonctionnement symbolique ».

Un autre projet, d'une place, datant des mêmes années, a existé au moins dans deux maquettes, l'une en plâtre, disparue, l'autre en bois. Et il a été reconstitué en grand pour l'exposition, en blanc, comme son point central : six formes, une stèle concave, un cône (toujours présent dans l'atelier repris rue Schoelcher), une demi-sphère, un disque concave, un banc et un élément en zigzag. De quoi nourrir les interprétations, toutes plus ou moins chargées de sexualité, liées ou non au paradis perdu (avec ce qui semble bien un serpent rampant).

Autour de ces projets, des correspondances s'établissent entre des tableaux et des sculptures, une même figure presque, une même posture, de tel mannequin de Giacometti, à la tête de violoncelle, face à la *Femme à tête de roses*, de Dali. C'est que des chefs-d'œuvre du Catalan sont venus du monde

entier, celui-là du Kunsthaus Zürich, un autre, *la Mémoire de la femme-enfant*, du Reina Sofia, ou *la Vache spectrale*, du Centre Pompidou, face à telles sculptures de Giacometti, *Femme couchée qui rêve*, *Caresse*, *Homme et femme*, les trois faisant le tour des principaux thèmes en jeu : érotisme, attouchement tendre, danger, violence.

Il reste, comme toujours, le prolongement que l'exposition qui ira en avril, après sa fermeture parisienne, au Kunsthaus Zürich, connaît avec un livre richement illustré, avec des reproductions et des rapprochements plus nombreux ; et des textes, en français et en anglais, donnant le plus large contexte d'histoire de l'art. Pas besoin, on le répétera, d'une exposition monstre pour faire revivre les très riches heures d'une époque ; chaque pièce, ici, touche, bouleverse, le propre de l'exploration des deux artistes. ●



BANDE DESSINÉE

# Retour vers le futur

Pablo Chimienti

Riad Sattouf achève sa série autobiographique *L'Arabe du futur* avec un sixième album relatant la période 1994-2011, aussi passionnant que les cinq premiers

Le futur n'aura finalement pas lieu. Voilà comment Riad Sattouf aurait pu sous-titrer le sixième et dernier tome de sa série à succès *L'Arabe du futur*. Plus terre à terre et plus factuel, l'auteur a préféré garder le sous-titre habituel de ses précédents opus : « Une jeunesse au Moyen-Orient » avec, entre parenthèses les années couvertes dans l'album en question. Ainsi après 1978-1984 dans le premier tome, puis successivement 1984-1985, 1985-1987, 1987-1992 et 1992-1994, ce dernier album de la série poursuit l'autobiographie de l'auteur et de sa famille sur la période de 1994 à 2011.

En 1994, Riad Sattouf a 16 ans, sa vie au Moyen-Orient est désormais loin derrière lui, il vit à Rennes avec sa mère et son petit frère Yahya. Son père est rentré Syrie et a emporté avec lui son plus jeune frère Fadi. Ce père, jadis fasciné par le panarabisme et sa promesse de modernité ; ce père qui adorait la France au point d'y faire ses études et d'épouser une Bretonne, ne jure désormais que par la religion, les traditions, l'honneur. Il conchie l'occident, les occidentaux et tous les « mécréants » au point de kidnapper son plus jeune fils, et de tenter de kidnapper ensuite les deux autres, pour qu'ils puissent devenir « de bons arabes ».

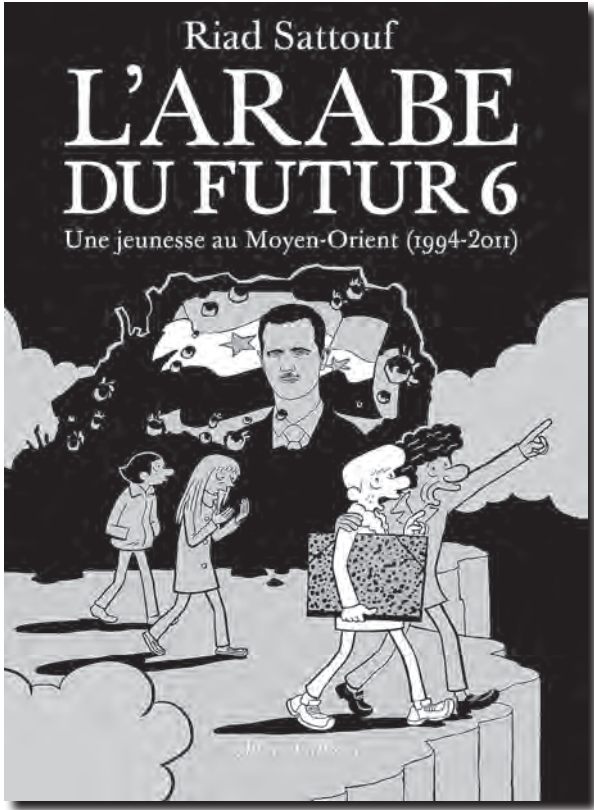
Un retour vers l'obscurantisme couplé avec ce kidnapping fait, peu à peu, perdre pied à la mère de Riad. De son propre aveu, il se décrit : « En 1994, j'avais 16 ans et j'étais un semi-psychopathe ». Il « se trouve laid et repoussant », « ultra-maigrelet », avec des « yeux mi-clos de fourbe », son « énergie psychique est uniquement dévoué à la production de pensées sexuelles fantasmatiques » et il est « certain que tout le monde le déteste alors que les gens ne savent

même pas qu'il existe ». Encore un peu et on se croirait dans un de ces portraits « de fils de pute » dont Eric Salch a le secret !

Il est loin le petit chérubin aux grandes boucles blondes auquel l'auteur ressemblait dans son enfance – ce qui rendaient fous ses cousins syriens qui le coursait alors pour le taper, persuadés qu'il était juif. L'adolescence bien avancée, Riad commence à ressembler de plus en plus aux personnages de son *Manuel du puceau* (la bande dessinée sortie en 2003) et des *Beaux gosses* (film sorti en 2009). Ce sont les années lycée, celles des boutons sur le visage, des pulsions sexuelles incontrôlables et des désirs inassouvis, celles des mauvaises notes, des nuits à jouer aux jeux vidéo, des journées à dormir en classe... Un moment difficile pour chacun que Sattouf va vivre, en plus, avec un père hors de contrôle qui continue à lui demander de le rejoindre en Syrie et qui apparaît dans sa tête en toute circonstance, avec une mère de plus en plus à bout qui se laisse embobiner par le premier charlatan venu, sans oublier, les grands parents qui perdent peu à peu la boule et leurs capacités physiques. Pas facile.

Après le lycée, il y aura la tentative de suivre des études supérieures à Paris, l'appartement sombre et cher au fond d'une cour, les trois jours du service militaire – encore obligatoire à l'époque en France –, les nombreux échecs auprès des éditeurs de bandes dessinées, son premier album publié, son atelier avec Mathieu Sapin (*Salade de Flûtes*, *Campagne présidentielle*, *Le Château*, *Gérard, cinq années dans les pattes de Depardieu...*) et Christophe Blain (*Isaac le Pirate*, *Gus*, *Quai d'Orsay*, *Le Monde sans fin...*), les difficultés financières des professionnels du neuvième art, ses

premiers albums personnels, les salons de BD qu'on fait sans être rémunérés mais en échange de quelques repas, les premiers sucès, les séances de psy... Le tout avec, toujours derrière la tête, la



Syrie, son père, son frère kidnappé, les tentatives de sa mère pour le récupérer... Quelques rares lettres du père et emails du frère font que le contact demeure, même si lui, a de moins en moins de temps pour s'occuper de ses histoires de famille.

Avec 18 années à résumer dans ce dernier tome, contre un maximum de sept dans les précédents opus, certains passages sont juste effleurés. C'est compréhensible, mais dommage. Les passionnés de bandes dessinées auraient certainement aimé en apprendre plus sur les coulisses du secteur vues par Sattouf ; et puis, certains détails sont un peu oubliés dans le récit – mais où est donc passée Céline, cette ancienne camarade de classe qu'il retrouvera plus tard à un festival de BD ? On comprend bien que ces digressions s'éloignent du sujet principal de *L'Arabe du futur*, mais tout de même.

On l'aura compris, l'album laisse au lecteur quelques (petits) regrets, mais l'auteur parvient néanmoins à somptueusement clore cette série entamée en 2014. D'autant que, certains l'auront probablement anticipé, le récit s'achève en 2011, année du Printemps arabe et des débuts de la guerre civile syrienne. Un nouveau drame qui impactera bien évidemment elle aussi la famille Sattouf. Le génie de Sattouf est de faire passer tout ceci avec toujours autant de sincérité, d'humour, d'autodérision et de talent. ●

L'Arabe du Futur 6 – Une jeunesse au Moyen-Orient (1994-2011), de Riad Sattouf. Allary Éditions



Les Éditions d'Ëtzebuerger Land ont le plaisir d'annoncer la parution du livre  
**Déck Frënn La Comédie Inhumaine** par Skif & Dresch

L'album préfacé par le scénariste contient les premières séries (2019-2020) de la bande dessinée du même nom parues dans le *Lëtzebuerger Land*.

Cet ouvrage commente l'actualité luxembourgeoise de manière satirique et se lit comme une chronique des événements de la politique luxembourgeoise.

En librairie et sur [www.land.lu](http://www.land.lu) (rubrique «Livres»)





# Gueule de bois

Patrick Jacquemot

« Si vous étiez un arbre... » Charly Krau sourit. Hêtre ou ne pas être, d'autres se sont longtemps posé la question. Et puis, après tout, à force de côtoyer du bois toute la journée, le menuisier va peut-être se muer en un solide végétal. « Alors, ce serait un chêne ! D'abord parce que c'est un arbre d'ici, et que je suis pleinement enraciné au Luxem-

bourg. Ensuite parce que j'aime sa teinte. Brut, il est blond clair, mais pour peu qu'on prenne soin de lui avec une bonne patine naturelle cela devient comme de l'or. » C'est cela qu'aime ce trentenaire : prendre le bois pour le sublimer, le détourner. À voix haute, il rêve même de « meubles-bijoux ». Des pièces imaginées dans sa tête, découpées, travaillées, poncées de ses mains et qui, une fois, installées « sont aussi jolies dans une maison qu'un collier autour du cou d'une femme ».

Voilà résumée toute la poésie que ce gaillard barbu veut apporter à son artisanat depuis, qu'en octobre 2020, il a ouvert sa propre menuiserie, Charly Krau wood and more. Un nom, une matière et plus encore. Le dernier terme est presque le plus important : En quatre lettres, M-O-R-E, tiennent les valeurs de son entreprise. « Le plus, c'est l'amour du travail bien fait d'abord. Le plus, c'est qu'ici, on ne produit pas à la chaîne mais on s'attache à sortir des choses uniques. Le plus, c'est aussi l'aventure collective qu'est devenue la menuiserie. Chez moi est devenu chez nous ! » Dans l'atelier, à Mondorf-les-Bains, Benedikt et Sascha ont rejoint le jeune créateur. Le premier en tant que copain tout droit sorti des années où, à Kaiserslautern, Charly passait sa maîtrise (« et Bene' est le meilleur menuisier que je connaisse »). Le second comme « jeune apprenti de quarante ans ». « Sascha, il a tout plaqué pour débiter dans ce métier. Une telle passion, c'est un feu communicatif. »

Et lui, qui lui a transmis la flamme de la menuiserie ? Pas la transmission familiale directe, même si père et oncle n'ont pas été étrangers au destin professionnel du môme. « Personnellement, je ne me voyais pas travailler dans un bureau. Quand j'étais avec eux, ils m'ont toujours laissé bricoler à leur côté, construire des trucs avec mes mains. » Des

années après, dans la tête du menuisier, résonne d'ailleurs encore cette phrase de son paternel, sévère pour la vie future : « Vas-y toi, prends l'outil. Moi, je sais déjà faire... » Aujourd'hui, commodes, lits, armoires signées Charly Krau wood & more prouvent que le gamin a bien appris. Scie, rabot, toupie, dégauchisseuse, perceuse sont devenus autant de prolongements de ses doigts. Une habileté manuelle combinée à un sens esthétique qui donnent naissance à des pièces inédites. Comme ces pieds de table en forme d'éclair aux volumes asymétriques (« un prototype ») ou encore ces triporteurs que l'on a pu voir déambuler autour des animations d'Esch 2022.

Mais que ce soit pour une table basse, un sideboard décoratif, un plan de travail ouvragé, le *highlight* c'est quand il perçoit la satisfaction de celle ou celui qui lui a passé commande. « Je me souviens d'une femme qui avait le sourire jusque derrière les oreilles et qui n'arrêtait pas de sautiller en découvrant le meuble que je venais de lui livrer. » L'homme n'étant pas de bois, voilà bien le genre d'émotions qui grimpent vers son cœur comme un sève réconfortante.

Charly sait que le chemin sera encore long. Que d'autres bois l'attendent, d'autres commandes, d'autres tailles. Qu'il n'a pas fini d'imaginer des pièces, ni de respirer de la sciure. Mais son rêve est à ce prix : « Le but c'est de finir par avoir une certaine ligne. Que l'on dise « Ah, ça c'est du Krau. Que les gens prennent conscience qu'un meuble c'est de l'utilitaire mais aussi du beau, du plaisir des yeux, du plaisir du toucher, du plaisir de respirer la nature. » Cette touche de more qui le fait avancer, grandir. Après tout, les chênes comme lui finissent centenaires, mais pas en un jour. ●

Charly Krau a été rejoint par Benedikt Becker en 2021

## Stil

### L'ENDROIT



#### Equilibrium

En 2020, Baptiste Heugens était récompensé du titre de Jeune Chef de l'année par le guide *Gault&Millau* pour la qualité de son travail au Two6Two. Le restaurant ne rouvre pas après la pandémie et le Belge va passer quelques temps aux côtés de Cyril Molard dans les cuisines de Ma langue sourit. À présent, il ouvre sa propre adresse, Equilibrium dans une maison de Clausen qui a abrité Maybe not Bob's pendant

de longues années et le Bistro Le Duc pendant quelques mois. Le nom un peu tarabiscoté évoque l'équilibre des saveurs autant que la bonne balance entre la cuisine et le service. Côté salle, le cadre est très épuré – murs blancs, sol clair, mobilier sans fioriture – avec peu de couverts et une musique discrète. Côté cuisine, on retrouve les préparations fétiches du chef : pigeon rôti, poissons fumés, mariage de fruits, saveurs iodées, épices douces, condiments travaillés. Deux menus sont proposés en trois (le midi seulement) ou cinq services. Coup de cœur pour les Saint-Jacques parfaitement snackées, accompagnées de coques et moules, avec un condiment au poivre et une sauce au coco (photo : fc). Un dessert à la carotte et à l'orange ravira aussi les palais sucrés. fc

### LA TENDANCE

#### Sans alcool

Après les excès des fêtes, vient le temps d'un mois sans alcool. Le Dry January est devenu une habitude d'autant plus facile à suivre que la production de boissons sans alcool se diversifie, s'affine et gagne en qualité. En témoigne l'initiative du caviste Vinoteca de proposer une box contenant six bouteilles à prix réduit pendant ce mois (soit 70,20 euros au lieu de 78). On y trouve deux vins sans alcool de la maison Bree, un blanc et un rosé. Située à Bernkastel-Kues, la marque s'est déjà illustrée par des bouteilles qui sortent de l'ordinaire, du vin en cannette et des assemblages audacieux. Deux bouteilles de pétillants de la belle maison allemande Joerg Geiger, qui fait figure de maître en la matière sans alcool sont aussi proposées : le Prisecco Nr 23 qui

contient rhubarbe, pomme, fleurs des champs et le Teasecco qui, lui, est à base de thé vert Darjeeling et de fruits des champs. Enfin, la box comporte aussi deux jus de la maison autrichienne Retter – raisin sauvage et grenade sauvage – qui s'illustre avec une approche viticole des fruits, une profondeur et une longueur en bouche peu commune. Ils produisent ainsi des jus millésimés, vendus



en bouteille de vin, avec des potentiels de vieillissement qui peuvent atteindre dix ans selon les cuvées. Le Luxembourg se met aussi au diapason du zéro alcool : Domaines Vinsmoselle lance deux vins, avec ou sans bulles, élaborés à base de différents cépages locaux. Après une fermentation classique, le vin est désalcoolisé : dans un évaporateur sous vide, le vin est chauffé à très basse température, ce qui fait évaporer l'alcool qu'il contient. Grâce à la faible température d'ébullition sous vide, les composants et les arômes et le bouquet du vin sont en grande partie préservés. Alors quand Le Paon Qui Boit se présente comme la première « cave légère et sans alcool pour adultes » à Paris, quand de plus en plus de restaurants gastronomiques proposent d'assortir les plats avec des jus, quand les cocktails se déclinent avec des gins, des rhums ou des tequilas à zéro degré... On pourrait bien y prendre goût et découvrir une autre manière de déguster. fc

### DIE KOSTEN

#### 134 500 euro

Seit 2017 dokumentieren zwei Modejournalisten für den Blog *Ufonomore* die Garderobe von 19 Frauen aus royaalem Hause. Sie platzierten die für ihre Stimmungsschwankungen bekannte Großherzogin Maria Teresa auf Platz 5 für ihre Neueinkäufe: Etwa 134 500 Euro gab sie für insgesamt 148 neue Kleidungsstücke und Accessoires aus (Foto: sb). Auf Platz eins thront Prinzessin Charlene aus Monaco, die ein Vermögen von etwa 740 000 Euro in den vergangenen Jahren auf den Tisch legte. Während es für Maria-Teresa Prada oder Chanel sein muss, geht es bei Erbgröfherzogin Stéphanie sparsamer zu: Die Journalistinnen



berechneten ihre Outfits auf einen Wert von rund 24 000 Euro. Die Nachricht des Modeblogs wurde vom *Luxemburger Wort* aufgegriffen – und deren Inhalt von dem Journalisten Florian Javel auf *Twitter* kritisiert. Er schreibt: „Egal wie viel oder wenig Sympathie man für Royals übrig hat, es ist einfach traurig und befremdlich, wie Frauen in den Medien ständig auf ihre Garderobe reduziert werden müssen. Oder sind etwa die Anzüge des Gröfherzogs als Nächstes an der Reihe?“ Man könnte in der Tat mal den Gesamtpreis der Hemden des Staatsoberhauptes berechnen. Nur: Diese sind alle weiß, wissen wir, ob es sich nicht immer um das Gleiche handelt? sm

